

الحكايا من الأدب

Radio-Télévision/Heures locales

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15183 - 7 F

- DIMANCHE 21 - LUNDI 22 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le sommet des pays du Pacifique et les négociations sur le commerce international

La rentrée d'une Chine intraitable

Le succès diplomatique et médiatique du président Bill Clinton au « sommet » de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) a été en partie éclipsé par celui de son homologue chinois, Jiang Zemin. Il était bien difficile, à vrai dire, d'imaginer que le populisme chinois pourrait n'être que l'un des membres de la « Communauté du Pacifique ». De fait, la réunion de Seattle a vu la rentrée de Pékin sur la scène mondiale après les années d'ostracisme qui avaient suivi l'écrasement du mouvement démocratique chinois, en 1989.

M. Jiang a même multiplié gestes et annonces spectaculaires ou provocants, comme pour montrer que Seattle n'était pas Canosa. Il a d'abord fait connaître qu'il se rendrait à Cuba, ennemi juré de Washington et dernier pays communiste hors d'Asie, dès le dimanche 21 novembre, à peine achevé le sommet de l'APEC. Puis le dirigeant chinois a rencontré une « famille de travailleurs » des usines Boeing, pour démontrer l'attachement proclamé de son régime à la défense des classes laborieuses.

M. JIANG n'a rien concédé, malgré les signaux de bonne volonté que Washington avait lancés ces dernières semaines à son endroit. En particulier, les déclarations répétées de M. Clinton et du secrétaire d'Etat, Warren Christopher sur les droits de l'homme semblaient avoir eu sur la délégation chinoise l'effet de l'eau sur les plumes du canard.

Les Américains avaient en effet insisté sur la nécessité, pour la Chine, de respecter un peu mieux les droits de l'homme, si elle entendait voir se renouer à son profit, en 1994, la clause de la nation la plus favorisée. M. Clinton a énoncé les points où il espérait voir observer des progrès significatifs : ouverture des goulots chinois à la Croix-Rouge ; libération de prisonniers ; droit de dissidence Wang Jintao ; lancement d'un dialogue avec le dalaï-lama sur le Tibet ; et règlement de la question des usines-prisons travaillant pour l'exportation.

Le dirigeant chinois a répondu, en substance, que la planète est composée de peuples et de pays divers, où nul ne peut prétendre imposer ses vues. Selon cette opinion, bien connue, Washington et Pékin n'ont d'autre choix que de travailler, dans le respect mutuel, à résoudre les problèmes communs. Ce refus de toute concession apparente semble avoir déçu les négociateurs américains.

M. Jiang peut rentrer satisfait. Il a profité de la réunion de l'APEC et de sa visite aux Etats-Unis pour réaffirmer la diplomatie de grande puissance de son pays. M. Clinton, lui, a dû se contenter d'évoquer avec son partenaire obligé toutes les divergences qui les séparent. En somme, le dialogue continue...

M0146 - 11210 - 7.00 F



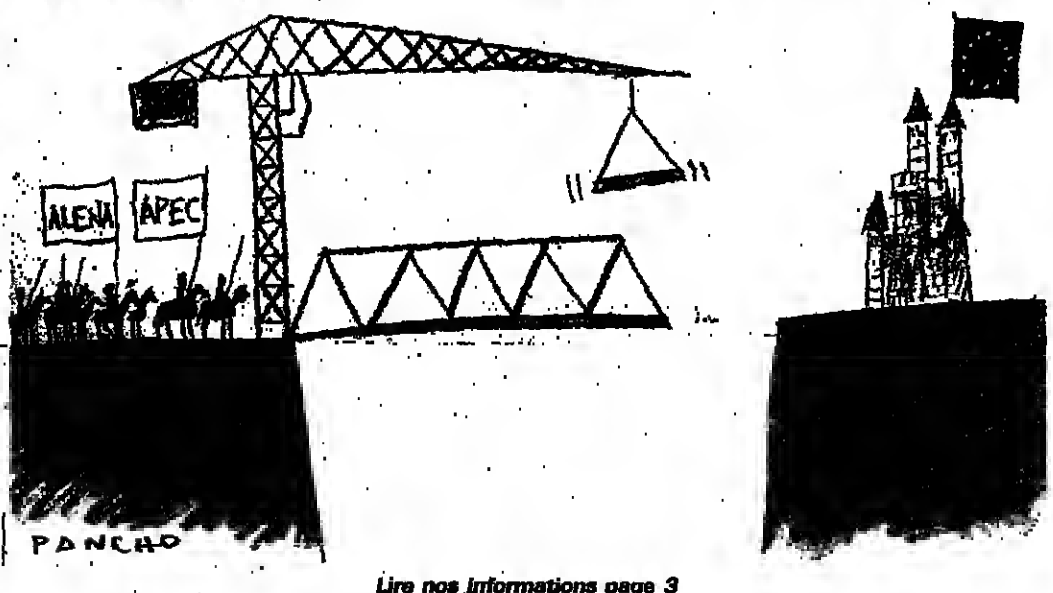
Bill Clinton presse les Européens de conclure un accord sur le GATT

■ Un appel de l'APEC aux Douze. - Lors du premier sommet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) à Seattle, Bill Clinton a obtenu, vendredi 19 novembre, le soutien de ses partenaires - notamment asiatiques - pour la conclusion rapide d'un accord sur le Cycle de l'Uruguay. Dans un appel pressant, manifestement adressé à l'Union européenne, les participants ont mis « au défi » les autres partenaires du GATT « d'améliorer l'accès à leur marché ».

■ Les négociations ont repris entre Européens et Américains. - Afin de préparer la réunion, lundi 22 novembre, à Washington, entre Mickey Kantor (Etats-Unis) et Leon Brittan (Commission européenne), des négociateurs européens et américains se sont rencontrés à Genève vendredi 19.

■ M. Mitterrand et Gonzalez espèrent un assouplissement américain. - A l'occasion du septième sommet franco-espagnol, vendredi à Tolède, François Mitterrand et Edouard Balladur ont cru pouvoir évoquer avec leur hôte, Felipe Gonzalez, la perspective d'un assouplissement de l'administration américaine au sujet du GATT.

■ Edouard Balladur consulte ses ministres. - Le premier ministre devait réunir les membres de son gouvernement en séminaire, dimanche 21 novembre, afin, notamment, d'entendre leur opinion sur les négociations du GATT, entrées dans leur phase finale. Pour rassurer sa majorité avant cette échéance, M. Balladur organise une réunion des parlementaires RPR et UDF mercredi 24.



Lire nos Informations page 3

COMMENTAIRE

La culture, valeur marchande

LES technocrates persistent. Après avoir rendu suspecte une idée neuve et forte, l'Europe, voilà qu'ils s'ingénient à embrouiller le débat sur la culture. Exception culturelle, spécificité, exemption, exclusion... GATT, GATS, Uruguay Round et tutti quanti. Les politiques font des gammes, les jours passent et les enjeux s'estompent. Quels sont-ils ?

La querelle, dont le dénouement approche, met aux prises deux conceptions sans doute irréductibles de la culture, surgies à la faveur de la renégociation des accords internationaux

sur le commerce. Les œuvres de l'esprit sont-elles des marchandises parmi d'autres ? Comme telles, doivent-elles être soumises à la loi du libre-échange ? Par réflexe et par calcul, les Américains répondent affirmativement. La France résiste, d'autant plus vigoureusement que cette évolution ébranle la conviction qu'elle a, depuis les frères Lumière, de l'excellence de son cinéma. De la valeur de sa langue aussi, la querelle du GATT coïncide - ce n'est pas un hasard - avec la mise en chantier d'un projet de loi visant à empêcher l'ango-américain de parasiter un

peu plus le français. Les Français ont la nostalgie de l'époque où Rivarol écrivait son *Discours de l'universalité de la langue française* (1784) sans que l'Europe trouve à la contradiction. Le statut du français, c'est-à-dire de la culture française, est, depuis, relatif. Le coup est rude et exacerbe, dans les périodes d'interrogations identitaires, des tentations protectionnistes qui sont la négation même du concept de culture.

Conjuguer les deux exigences : refuser la loi d'airain du capitalisme qui asphyxie la création, tout en se prêtant au brassage et

à la confrontation. S'enrichir de la culture des autres sans renoncer à la sienne. La querelle du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce] montre que cette sagesse n'est pas la mieux partagée. Elle révèle parfois une fâcheuse obsession dont l'expression, l'anti-américanisme, est une régression. Jacques Toubon, ministre de la culture, s'est distingué dans ce registre en affirmant que le film *Jurassic Park* « menace l'identité française ».

BERTRAND LE GENDRE
Lire la suite page 3

La Guyane malade de l'or

Travail clandestin, évasion fiscale, pollution, déforestation...

« L'or en Guyane : exploitation et incidences ». C'était le titre banal d'un colloque, organisé les 19 et 20 novembre à Cayenne, à l'initiative d'Antoine Karam, président (parti socialiste guyanais, PSG) du conseil régional. Pour autant le dossier de l'or est devenu explosif dans ce département français d'outre-mer et, tour à tour, Christiane Taubira-Delannoy, députée (République et Liberté, ex non-inscrits) de Guyane, et le WWF (Fonds mondial de la nature)-France viennent de dénoncer « l'urgence » de la situation.

Dans une déclaration faite la semaine dernière à Paris, M^{me} Taubira-Delannoy a indiqué : « On on assainit et on structure, ou on arrête. » Selon elle, « l'or est intouchable en Guyane, car il met en cause de gros intérêts ». Affirmant avoir elle-même reçu des menaces de mort, l'élu de Guyane, qui a aussi annoncé son intention de se présenter aux élections cantonales et municipales de 1995, a poursuivi avec une ironie amère : « La médaille se révèle extrêmement volatile (en Guyane), il s'évapore aux quatre coins du monde sans pratiquement laisser le moindre trace financière ou économique dans sa zone d'extraction. » En revanche, son exploitation entraîne « de profondes et durables séquelles écologiques ».

De son côté, le WWF-France, présidé par Philippe Poirat, a assuré : « Le développement non contrôlé de l'activité de l'or dans les rivières crée une pollution des eaux par le mercure et le cyanure, qui détruit de nombreux écosystèmes et qui engendre aujourd'hui des conditions sanitaires à risques. » Ainsi, les plongeurs draguent le fond des rivières avec des pompes à graviers, en utilisant, pour récupérer l'or, la technique de l'amalgame au mercure. Ce dernier métal se transforme ensuite en diméthyl-mercure, puisant toxique assimilé par le plancton et les algues. Les poissons sont contaminés et, s'ils sont consommés, cette absorption entraîne chez l'homme troubles nerveux et malformations.

Officiellement, soixante-cinq orpailleurs ouvrent en Guyane. En réalité, ils sont, au bas mot, des centaines de travailleurs brésiliens à avoir franchi clandestinement la frontière, attirés par des salaires vingt fois supérieurs, mais employés, selon M^{me} Taubira-Delannoy, « dans des conditions semblables à celles que la France dénonce en Asie et en Amérique du Sud ». Partant, la production de l'or connaît une expansion spectaculaire depuis 1989. Officiellement toujours, elle est maintenant d'un peu plus de deux tonnes par an. Elle serait en fait de quatre à cinq tonnes et elle constitue, dans tous les cas, la deuxième source d'exportation du département, après le pêche aux crevettes.

Travailleurs immigrés rémunérés en nature, achats d'équipements réglés en or, etc. Sur les 120 millions de francs représentés par le seul tonnage déclaré, souligne l'élu d'outre-mer, 500 000 F reviennent en tout et pour tout aux communes guyanaises, qui ne perçoivent que 0,3 % des taxes afférentes.

MICHEL CASTAING
Lire la suite page 8

Les trois « Danses » de Matisse rémises

En 1930, Albert Barnes commande à Henri Matisse la décoration de la salle principale de sa fondation de Merion, aux Etats-Unis. Après une première tentative inachevée, le peintre donne satisfaction au mécène américain, tout en réalisant une *Danse de Paris*, exposée depuis 1937 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. C'est là que les trois *Danses* sont réunies pour la première fois et pour quelques mois seulement, jusqu'en mars 1994 : la *Danse de Paris*, bien sûr ; l'inachevée, retrouvée en 1992 et celle de Merion, enfin, longtemps préservée des regards du grand public par la volonté du docteur Barnes.

page 11

Un entretien avec Carlo De Benedetti

Poursuivi dans le cadre de l'enquête « Mani pulite » en Italie, Carlo De Benedetti estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, qu'on lui a fait payer son opposition à « un régime extrêmement corrompu ». Le président d'Olivetti se déclare prêt à le prouver et affirme que, personnellement, il n'a jamais traité ni négocié le moindre pot-de-vin.

page 4

Alain Minc invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Alain Minc, essayiste et consultant, est l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 21 novembre, à partir de 18 h 30. L'auteur du *Nouveau Moyen Age* (Gallimard) sera interrogé notamment sur les tentatives d'organisation du commerce mondial, au lendemain de l'adoption par la Chambre des représentants des Etats-Unis du traité de libre-échange nord-américain.

L'émission est aussi diffusée sur la chaîne câblée Paris- Première, la même jour, de 20 heures à 21 heures.

ANGELO RINALDI
LES JOURS NE S'EN VONT PAS LONGTEMPS

« Un roman qui réconcilie avec la littérature romanesque. »

Jean-François Josselin

ROMAN

Grasset

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles/Martin, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FC ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 180 PTE ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (total), 2,50 \$.

هكذا امر النمل

DATES

Il y a cinquante ans

La première du « Soulier de satin »

par Michel Cournot

La salle, resplendissante de lumière et vrombissante de conversations, finit de se remplir. Soudain des sonneries retentissent, puis, de derrière le rideau, se répètent les trois coups cognés par le brigadier (le cylindre de chêne à poignée de velours rouge éblouissant), suivis de l'annonce des abris en cas d'alerte (3 rue de Valois, pour l'orchestre, le parterre et les loges; 12 à 22 rue de Montpensier pour les premières et deuxième loges, ainsi de suite...). Des sandwiches saucisson seront disponibles, durant l'entracte, pour les spectateurs munis de tickets d'alimentation.

Ces annonces à peine données, les instrumentistes arrivent de tous côtés. Promenade d'instruments tenus à bout de bras. Les premiers accords retentissent. Désordre et agitation, quelques partitions volent. Les instruments s'accrochent peu à peu, puis s'échappent de ce bruit confus le son d'une rumba. Tout à coup la rumba hute, commence à se dissoudre. Diminuendo. Presque silence. Attente.

On attend jusqu'à ce que l'annonciateur apparaisse, solide gaillard barbu, feutre à plumes, qui fouaille de sa canne le trou du souffleur comme lorsqu'on ramène un fourneau. Il essaie de parler, mais, chaque fois qu'il ouvre la bouche, il est interrompu par un coup de cymbale, une clochette niaise, un trille strident de flûte, un rot de saxophone. Enfin, lorsque le silence règne, il tape fortement le sol de sa canne et annonce : « Le Soulier de satin, ou le pire n'est pas toujours sûr, action espagnole en quelques journées. » A chaque coup, la salle, restée éclairée jusque-là, s'éteint d'un tiers.

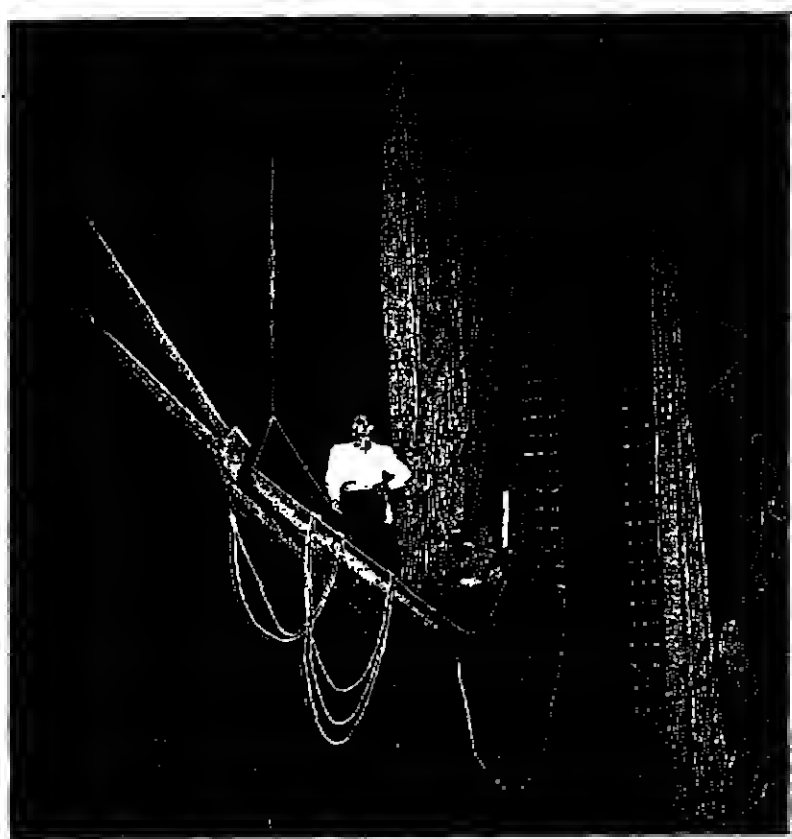
Jean-Louis Barrault et Paul Claudel ont tenu à donner à ces premières minutes du *Soulier de satin*, dans la salle comme sur la scène, un climat de « savoureuse et bruyante joie ».

Nous sommes le samedi 27 novembre 1943. Quand les trois coups ont résonné la première fois, il était 17 h 30. La fin est prévue pour 22 h 30. Vont défilier 33 tableaux, 90 numéros d'éclairage, 100 costumes, et des changements à vue des décors « qui ne sont justifiables que dans un certain rythme ». A cette première du *Soulier de satin* assistent la plupart des écrivains, dramaturges, metteurs en scène, acteurs, journalistes, érudits, et claudéliens, qui vivent encore à Paris en cette troisième année et demie de l'occupation allemande. Mais à présent, tous les esprits filent vers l'avant. Les victoires de Stalingrad et de Leningrad sont déjà assez loin derrière, les armées soviétiques foncent, les Alliés sont en Afrique, en Italie, la Corse a été libérée.

A l'entracte, comme chaque jour, deux questions fusent : qui, de Staline ou Roosevelt, arrivera le premier à Berlin ? Et : à quand le débarquement ? Cette dernière question est à ce point dans l'air que le journal pronzi Je suis partout n'a pas pu s'empêcher d'écrire, cette semaine : « Depuis plusieurs mois la représentation aurait pu avoir lieu. Mais on attendait... Quoi ?... Vous ne devinez pas ?... Mais oui ! Bien entendu !... L'arrivée des Américains ! »

22 h 30 : c'est la fin. La vieille religieuse, montée sur le pont du navire-amiral, s'en va, emportant, avec un lot de pots cassés et de drapeaux brûlés, don Rodrigue, vieillit et infirme. « Et toi, mon garçon, viens avec moi. Fais attention à l'échelle, avec toi, pauvre lame. » Coup de canon dans le lointain. Le frère Léon dit : *Délivrance aux âmes captives !* (Musique de finale).

La salle se dresse, bouleversée. Applaudissements



Don Rodrigue sur la proue de son bâtiment

infinis. Que ressentent-ils, tous ? Oui, à quoi pensent-ils ? L'un d'eux surtout nous intéresse, c'est un homme aux cheveux blancs, un peu voûté, il est assis au premier rang d'orchestre, au milieu, et Marie Bell, qui joue Prouhèze, lui a fait signe de se lever. C'est Paul Claudel.

La déception de Paul Claudel

Ah, ce qu'il pense n'est pas simple ! Il est très ému lui aussi, forcément. Cette pièce, elle lui tient à cœur, elle raconte l'un des chocs les plus forts de sa vie, ce qu'elle dit à mots couverts : « Un merveilleux engin à explorer les profondeurs de l'âme... Un énorme drame en quatre journées, mélange incongru de bouffonnerie, de passions et de mysticité et qui touche à quelques points obscurs de l'âme et de la pensée. »

Et Claudel regarde affectueusement ce Jean-Louis Barrault, ce Rodrigue de son œuvre, qui salue. Il n'oublie pas la première visite de Barrault, le refus du comité de lecture du Théâtre Français le 11 juillet 1942, et l'enthousiasme de Barrault à « sculpter » avec Claudel une nouvelle version bien plus courte. Mais au-delà de ce contentement et de ce soutien, Paul Claudel, ce soir, est déçu, et même il souffre.

Tant qu'à jouer le *Soulier de satin*, Claudel a cru que ce serait le « vrai » *Soulier*, celui qu'il a publié, en 1928-1929, en quatre volumes, chez Gallimard. Or ce qui est joué ce 27 novembre 1943, de par

l'intransigeance du comité de lecture, ce n'est qu'un *Soulier* dépeçé, dénaturé par les amputations, défiguré par certaines répliques un peu grotesques, gros comique, qui lui ont été demandées (il réussit cela parfois, pas toujours). Et les scènes auxquelles Claudel tenait le plus, comme celle des quatre saints à Prague, celle de « l'ombre double », celle de Sept Epées et de la Rouchère asseyant en pleine mer sous la lune, et d'autres, ont été supprimées.

Autre motif de désenchantement : chez Claudel, ce soir de première, les choses qu'il n'a pas aimées. Il n'a pas aimé les décors, les costumes (« La lune o l'air d'une reine de miracère », dit-il par exemple). Il avait choisi le décorateur José-María Sert, mais Barrault, qui n'en voulait pas, s'est appliqué à l'éloigner, puis a proposé Rouault à Claudel qui a répondu : « J'ai poussé un cri d'horreur, je ne veux à aucun prix de ce barbouilleur que j'ai en abomination. »

Et Claudel s'est retrouvé avec les décors de Lucien Coutaud, un ami de Barrault.

Il n'est pas convaincu par le jeu de plusieurs acteurs. « C'est une erreur d'avoir confié le rôle de l'Ange à une femme » (c'était Mary Marquet). « *Almagro parle de la gorge* » (c'était Jean Chevrier). « *Saint Jacques se remet à brumer* » (c'était Maurice Donnadieu). Il pense que Barrault bouge beaucoup, il n'ose pas le lui dire. Etonné par un certain manque d'intensité chez Madeleine Renaud, il s'endort à en sverter le maître. Mais là, vraiment sur la pointe des pieds, et après une phrase d'éloges : « J'ai une haute idée du talent de Madeleine Renaud, geste, diction, finesse. Je n'ai pu me rendre compte de ce qui est force et passion. »

Interdit aux juifs

Mais voici beaucoup plus grave. Le théâtre où Paul Claudel est joué et acclamé ce soir est, Claudel le sait, bien sûr, interdit aux juifs. Auteurs juifs, acteurs juifs, interdits de scène. Étoiles jaunes interdites de salle.

Le 25 décembre 1941, Claudel a adressé au grand rabbin de France, Isaac Schwartz, une lettre : « Je tiens à vous écrire pour vous dire le dégoût, l'horreur, l'indignation qu'éprouvent à l'égard des iniquités, des spoliations, des mauvais traitements de toutes sortes dont sont actuellement victimes nos compatriotes Israélites, tous les bons Français. » Cette lettre semble si juste et importante à Isaac Schwartz qu'il remercia

Claudel, et qu'il la fit polycopier et distribuer en France. Vichy et la Gestapo, avertis, vinrent perquisitionner chez Claudel, qui était absent.

Autre situation fautive de Claudel : il y a, dans le retrait des loges et des baignoires, quelques Allemands. Les responsables de la Propaganda ont bloqué à leur usage les baignoires et les premières loges, depuis la réouverture du 7 septembre 1940. Ils avaient, ce jour-là, réservé deux fauteuils d'orchestre au premier rang, et quand l'ouverture les a approchés de ces deux places, elles étaient prises déjà. Furieux, ils ont déchiré et jeté en l'air leurs billets, sont sortis, et ont convoqué, avec les plans de la salle, le secrétaire général, Cardinale-Petit.

Avec un crayon rouge ils ont entouré les baignoires et les premières loges, se les attribuant d'autorité.

Et si une chose atténue la gêne de Claudel, c'est le peu de prix qu'en son for intérieur il accorde à cette soirée, à ce *Soulier*, en comparaison des faits historiques ou intimes qui l'obsèdent. Ce qui compte pour lui, ce soir comme tous les soirs et matins depuis juin 1940, c'est « ce qui se passe sur un plateau plus étendu que celui de la Comédie-Française ». C'est la déportation des juifs. Ce sont les fusillades des résistants. C'est l'avance des Soviétiques, il note aussitôt, dans son *Journal*, les repaires de l'agrar, Koursk. Or, comme il notera, rentré de Paris, le coulage du *Scharnhorst*, la prise de Jitomir.

Hantent aussi le cœur de Claudel les souffrances de ses proches. Sa sœur Camille est morte, de froid et de faim, à l'Asile, le 19 octobre 1943. Neuf semaines avant la première du *Soulier*. Pour lui, c'est hier.

« Une œuvre de la force »

Le lendemain du 27 novembre, et les matins suivants, parurent les comptes rendus de presse. « *Jamais pièce ne fut moins écoutée et plus applaudie* », écrit Alain Laubreaux dans *Je suis partout*. Le plus avisé n'a-t-il pas été Claude Jamet, qui ne ménage pas ses éloges à Claudel, style : « Le poème dramatique qui ressuscite la France », mais que le spectacle a déceint. « Les décors sont médiocres. Les acteurs jouent en dessous. »

L'article que Claudel a préféré est celui, dans *Candide*, de Claude Roy, parce qu'il fronde l'occupant : Claude Roy estime cette pièce « profondément occidentale, dans le sens fort du mot Occident, qui embrasse le meilleur de tous les messages des civilisations humaines. Le *Soulier de satin* est une œuvre forte, une œuvre de la force. Cette force dont aujourd'hui on nous voudrait contraindre à exalter les faussemblants ».

Paul Claudel quitte Paris le 2 décembre 1943. Rentré chez lui, à Brangues, il ouvre le *Cantique des cantiques*, et se remet au quatrième tome de ses *Commentaires de la Bible*. l'œuvre à laquelle il s'applique depuis 1929 (4700 pages de l'édition des *Œuvres complètes*). Mais, pour une fois, il insère, dans le texte même de l'Écriture, un petit « hors-sujet » : « Je reviens de Paris où l'on m'avait appelé pour la représentation du *Soulier de satin*. Un ensemble d'hommes, de femmes, de moyens matériels et la musique conspiraient à lui donner apparence, mouvement et voix devant le public. A la fin on m'a poussé, vieillard ahuri et trébuchant, devant une salle qui criait je ne sais quoi. »

ANDRÉ LAURENS

"GRAND JURY"
RTL - Le Monde

ALAIN MINC

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
THOMAS FERNZI (LE MONDE)
CATHERINE MANGIN (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

LIVRES POLITIQUES

ÉCOLOGIE DES VILLES, ÉCOLOGIE DES CHAMPS
de Claude Allègre.
Fayard, 232 pages, 98 F.

A l'école de l'écologie enseigne le professeur Claude Allègre, universitaire, spécialiste des sciences de la Terre, ancien conseiller de Lionel Jospin au ministère de l'Éducation nationale, membre du conseil national du PS. Il propose, sous la forme d'un livre, une session de formation, des cours du soir en quelque sorte, histoire de faire le point sur le sujet et de savoir ce qu'il en est exactement des messages qui nous attendent, de l'étendue des perturbations causées par l'homme à son environnement proche et planétaire. C'est une initiation, ou une remise à jour, se sentant plus ou moins concerné, ne servant pas pour autant à se faire une religion. Ne serait-ce que parce qu'il y a plusieurs chapitres ou obédiences écologiques et qu'il n'est pas facile de trancher entre les risques réels ou supposés qu'elles dénoncent, la qualité des informations sur lesquelles elles se fondent et les craintes fantasmagiques qui parfois semblent les animer.

L'écologie apporte-t-elle un progrès à l'idée que l'homme se faisait du progrès ou bien n'exprime-t-elle, fût-ce à travers de justes causes, que les vieux fonds des peurs humaines, quand ce n'est pas la rafle des nazis de l'humanité d'aller plus loin, par

A l'école de l'écologie

Crainte de compromettre leur niveau de confort ? Ces questions et bien d'autres se posent, siors que l'écologie s'est imposée dans le champ politique par la popularité de ses motivations et grâce au vide laissé par les conceptions jusque-là dominantes et entangées de la vie sociale, alors qu'elle n'a pas tenu, en raison des ambiguïtés attachées à son message, toutes ses promesses de doctrine messianique.

Claude Allègre ne prétend pas fournir des réponses définitives, mais, plutôt, des connaissances, des propositions, une méthode, celle de la démarche scientifique, et une vision, celle d'un homme politiquement engagé. L'intérêt de son sport est d'abord pédagogique, puis l'auteur reprend les thèmes de prédilection de l'écologie en les confrontant à l'état du savoir acquis et des recherches en cours. C'est l'occasion de faire le point sur la réalité de l'effet de serre, les éventuelles conséquences de la trouée dans la couche d'ozone, la pollution des océans, les dangers du nucléaire, le pénurie d'eau douce, le hantise de la surpopulation, etc. Et, au passage, de corriger des idées reçues, de cerner les vrais risques et de considérer les épouvantails pour ce qu'ils sont.

Claude Allègre combat per

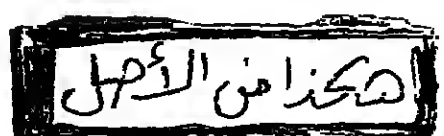
le maîtrise de la connaissance « une attitude généralement désastreuse : celle qu'inspire la peur », et s'attache à montrer que, là où existent « des dangers considérables et urgents », comme c'est le cas pour les mers fermées, les zones côtières, les centrales nucléaires de l'Est, il n'y a pas de « ni irréversibles ni impardables ». Dans cet esprit, l'exposé des faits établis au regard des craintes rassenties s'accompagne, pour chaque champ d'action, d'une série de propositions techniques et politiques.

L'auteur rappelle, par exemple, que l'immigration, si mal vécue dans les pays où elle se déverse, est aussi « le plus gros pillage du tiers monde », dans la mesure où elle mobilise les individus les plus entreprenants des populations et les détourne de fonder sur place un nouveau modèle de développement adapté à leur société d'origine. « La problématique de la migration des campagnes vers les villes, et du sud vers le nord, est tout aussi préoccupante que celle de la natalité mondiale, et sans doute plus urgente », souligne-t-il. D'où la nécessité de tarir l'immigration à la base en révisant la stratégie d'aide au développement.

L'ouvrage de Claude Allègre a aussi un intérêt théorique, car l'auteur s'interroge sur la rupture avec le consensus

productiviste », à partir duquel se distinguaient la gauche et la droite, rupture qu'incarne l'écologie. Encore faut-il savoir de quelle écologie il s'agit : celle des fondamentalistes, pour lesquels l'homme n'est qu'un sous-produit de la nature, celle des environmentalistes, aux yeux de laquelle la protection de l'environnement participe au développement harmonieux de l'homme ? Celle qui aspire à fonder une doctrine politique sur des bases scientifiques, ou celle qui naît de la défiance à l'égard de la science ? Les scientifiques ne sont pas neutres dans le débat, suivant qu'ils se réclament de la culture physico-chimique ou de la culture naturaliste, bien que, assure l'auteur, le chivage s'estenué.

Aussi peut-on espérer voir éclore une écologie scientifique qui permettra de situer les problèmes à leur niveau véritable et de distinguer macroécologie et microécologie. Dès lors, son intervention dans l'espace du politique n'en sera que plus claire, invitent à repenser l'économie en termes de partage : partage des richesses Nord-Sud, meilleur partage au sein des pays du Nord et à agir au niveau séduct. « Ce que nous apprend le système Terra, c'est qu'entre l'échelle des pays et celle du globe, il y a l'échelle continentale, à laquelle il nous faut travailler d'urgence », écrit Claude Allègre. Il suffit de se rappeler, par exemple, que l'Europe va de l'Atlantique à Tchémobyl, aller-retour.



INTERNATIONAL

Les négociations sur la libéralisation du commerce mondial

Le président Clinton obtient le soutien des Asiatiques face aux Européens

SOUTIEN ASIATIQUE. Le président Bill Clinton a obtenu, vendredi 19 novembre, des 15 participants au sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), réuni à Seattle, sur la côte ouest des Etats-Unis, un appel à la conclusion rapide du cycle de négociations dit « de l'Uruguay » (Uruguay Round) avant le 15 décembre, date considérée comme un butoir par les Américains. Comme le souhaitait l'administration de Washington, il s'agit là, avec l'appui des pays asiatiques, d'un message pressant adressé aux Européens et plus particulièrement aux Français.

CONVERGENCE FRANCO-ESPAGNOLE. A l'occasion du septième sommet franco-espagnol, François Mitterrand et Edouard Balladur ont échangé avec Felipe Gonzalez les chances d'un assouplissement de la position américaine à propos du GATT.

SEATTLE
Le président Clinton a obtenu ce qu'il voulait en convoquant à Seattle les dirigeants des pays d'Asie et du Pacifique dans une première réunion « au sommet » de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique). Hormis le bouillonnant premier ministre malaisien, Mahathir Mohamad, tous ont répondu à son appel. En outre, cette rencontre procure au président des Etats-Unis, après le vote sur l'ALENA (1), une « exposition médiatique » de premier ordre. Enfin, et surtout, Washington a obtenu le soutien de ses partenaires dans le conflit sur l'Uruguay Round qui l'oppose aux Douze de l'Union européenne, ou plutôt, comme on préfère l'exprimer ici, à « la France ».

Les participants à la réunion ministérielle ont rendu public, vendredi 19 novembre, un texte, qualifié par Mickey Kantor, le négociateur américain sur le GATT, de « ferme déclaration de détermination ». Il appelle à une « action urgente » pour un accord sur l'Uruguay Round avant la date butoir du 15 décembre. On y lit encore : « Le temps des promesses est passé, des pas concrets sont nécessaires... » et les membres de l'APEC sont prêts à prendre leur part pour relever ce défi dans les jours à venir » en proposant « d'éliminer, de réduire ou

d'harmoniser les droits de douane et les barrières non tarifaires » dans plusieurs secteurs couverts, ou non, par le GATT, qui, selon M. Kantor, portent sur 250 milliards de dollars.

« Nous mettons au défi les autres participants à l'Uruguay Round, ont-ils ajouté, d'améliorer l'accès à leur marché ». Enfin, les signataires ont indiqué que l'accord final de Seattle ne devrait comprendre qu'un minimum de changements, approuvés par tous. Tout cela ne peut que conforter les Etats-Unis. Encore convient-il de voir les limites de l'exercice : comment, par exemple, croire le Japon prêt à s'engager à ouvrir son marché agricole alors que M. Clinton et le premier ministre Morihiro Hosokawa ne sont pas parvenus à un accord sur le riz lors de leur rencontre de vendredi ?

Dans la partie de billard jouée par Washington entre l'ALENA, l'APEC et le GATT pour amener les Européens à résipiscence, l'appui des Asiatiques était important. La menace représentée par un groupement économique - même informel - « pesant », comme l'a rappelé M. Kantor, 40 % de la population et 50 % de la production industrielle mondiale, prenant l'Europe à revers, n'est pas à négliger. Même si plusieurs participants, tout en réaffirmant leur appui à l'Uruguay Round, dont ils attendent beau-

coup, ont peu envie d'être entraînés dans un conflit américain-européen.

Dans le discours programme qu'il a prononcé vendredi, M. Clinton a énoncé les principes de sa politique asiatique, qui s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de maintien de la sécurité dans le monde par le biais du développement. Si la sécurité des Etats-Unis dépend de ses forces armées, est-il indiqué, « elle dépend aussi de l'élargissement de la communauté mondiale des démocraties fondées sur l'économie de marché, car les démocraties sont des partenaires plus paisibles et constructifs ».

« Dominos » et « dynamos »
Dressant un bilan flatteur de sa première année au pouvoir, M. Clinton s'est fait professeur : « Pendant dix ans, j'ai vu l'Amérique se rendre aux réunions du G7 pour se faire rappeler avec insistance par les autres qu'elle devait réduire son déficit (...). Eh bien, nous l'avons fait. Et maintenant, nous devons convaincre nos partenaires en Europe et au Japon de suivre à leur tour une stratégie de croissance globale ».

C'est dans ce contexte que Washington cherche à s'accrocher au train de ces pays d'Asie-Pacifique dont les taux de croissance font rêver de part et d'autre de l'Atlantique, et à forcer les portes

de marchés encore en partie protégés. Avec ces pays qui, en trois décennies, « de dominos sont devenus des dynamos ». En même temps, M. Clinton a rappelé « l'inquiétude de nos travailleurs pour leur emploi », et le lourd déficit commercial des Etats-Unis avec la Chine et le Japon, « qui représente les deux-tiers de notre déficit commercial total ». Pour rassurer ses compatriotes, le président a rappelé que les exportations américaines vers l'Asie assuraient 2,5 millions d'emplois. Raison de plus pour « continuer de faire pression sur ces pays pour s'ouvrir davantage à nos produits ».

Enfin, M. Clinton a appelé l'APEC à avoir une « vision », des « perspectives communes », à faire des « pas tangibles ». Il n'a pas pu contourner le blocage des pays de l'ASEAN (2), hostiles à toute institutionnalisation formelle de l'APEC et tout progrès trop rapide. Mais il a essayé d'« imaginer une nouvelle communauté du Pacifique dans une décennie », à la « compétition économique robuste, source d'emplois sans devenir une source d'instabilité et d'hostilité », qui demeurerait, « malgré sa diversité, une source de dynamisme et d'enrichissement... avec ses nouvelles libertés économiques s'accompagnant d'une plus grande liberté individuelle et politique ». Et de conclure : « En ce moment de

l'histoire, c'est notre responsabilité solennelle et une grande chance ».

Mais le succès de Bill Clinton a été, en partie, éclipsé par celui remporté par le président chinois, Jiang Zemin, qui en effet utilise tous les moyens pour montrer que sa rencontre avec le président américain - la première à ce niveau depuis l'écrasement du Printemps de Pékin en 1989 - a eu lieu à ses conditions. En particulier, les Américains n'ont guère eu de satisfaction s'agissant de leurs exigences relatives aux droits de l'homme. M. Jiang a répondu en substance que le monde était une palette colorée de multiples peuples aux diverses traditions, que personne ne pouvait donc imposer ses vues à un autre et que les Etats-Unis et la Chine devaient se concentrer sur les questions d'intérêt commun !

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'APEC devaient se retrouver samedi matin dans une île proche de Seattle, permettant ainsi aux habitants de la ville de suivre sans être autrement perturbés les deux autres événements qui retiennent leur attention : un match de football américain entre deux universités locales et une « convention » de joueurs de bridge.

PATRICE DE BEER

(1) Accord de libre échange nord-américain (Canada, Etats-Unis, Mexique).
(2) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Le septième sommet franco-espagnol

Paris et Madrid estiment que la balle est dans le camp américain

TOLEDO
Le septième sommet franco-espagnol, qui se déroule à Toledo, en Espagne, a été marqué par une invitation à déjeuner du roi Juan Carlos, au palais de la Zarzuela, à Madrid, que s'est ouvert, vendredi 19 novembre, le septième sommet franco-espagnol en présence de François Mitterrand et d'Edouard Balladur. Cette attention particulière à l'égard des dirigeants français est un signe des bonnes relations existant entre les deux pays. Le souverain espagnol a voulu répondre par ce geste « exceptionnel » à l'accueil qu'il avait reçu, le 7 octobre, à Paris, lors de son discours à l'Assemblée nationale.

Dans les deux entretiens que Felipe Gonzalez a eu successivement avec M. Mitterrand et Balladur, le GATT a été l'une des principales questions abordées. La ratification par le Congrès américain de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a été considérée, de part et d'autre, comme un signe encourageant. « Le succès du président Clinton peut laisser espérer une initiative américaine pour faciliter un accord », a estimé François Mitterrand.

Les Espagnols comme les Français indiquent que la balle est actuellement dans le camp des Etats-Unis, et ils attendent beaucoup de la rencontre, en début de

semaine prochaine, entre le représentant américain, Mickey Kantor, et le commissaire européen, Leon Brittan. « M. Kantor doit arriver le 23 novembre avec des biscuits, sinon il n'y aura pas d'accord sur le GATT le 15 décembre », a déclaré Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, en soulignant que du côté de Madrid on était aussi ferme sur la nécessité d'une réponse rapide de Washington.

Les Français se sont également félicités de l'actualité de vues entre les deux capitales sur la question de l'exception culturelle. Si la position de l'Espagne sur le volet agricole est plus nuancée, la France ne doute pas pour autant de l'appui de son partenaire en dernier ressort.

Les deux délégations ont aussi préparé le sommet européen des 11 et 12 décembre à Bruxelles en évoquant la récession et le chômage. Felipe Gonzalez a exprimé la crainte que cette réunion des Douze n'aboutisse encore une fois qu'à des formules floues. M. Mitterrand lui a répondu : « Il faut qu'il y ait en décembre une vraie décision sur la croissance et les investissements européens, sinon l'Europe perdra du terrain dans l'opinion ». Le chef de l'Etat français n'a cependant pas rappelé la proposition, qu'il avait faite lors de sa dernière intervention télévisée,

de lancer un emprunt européen de 100 milliards d'euros.

L'absence de contentieux entre les deux pays a permis de consacrer, cette rencontre, une partie de cette rencontre à une visite touristique de Toledo, à 70 kilomètres de Madrid. Le président de la République ainsi que M. Balladur et cinq membres du gouvernement ont visité, avec Felipe Gonzalez et quelques-uns de ses ministres, la cathédrale. Ils ont admiré le célèbre tableau du Greco, *l'Enterrement du comte d'Orgaz*. Certains membres des délégations ont trouvé quelques instants, durant ce parcours de la vieille cité castillane, pour se rendre à la synagogue, haut-lieu du judaïsme en Espagne avant qu'Isabelle la Catholique ne décide, en 1492, de refouler cette communauté hors des frontières du royaume.

Une séance plénière devait conclure, samedi matin 20 novembre, cette rencontre annuelle qui confirme, une fois encore, la bonne entente entre les deux nations. L'image populaire de Miguel Indurain, triple vainqueur du Tour de France, recevant des mains de François Mitterrand les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, fut une autre parfaite illustration.

MICHEL BOLE-RICHARD et CLAIRE TREAN

La culture, valeur marchande

Suite de la première page
Le philosophe et académicien Michel Serres s'est illustré peu auparavant, en déclarant avoir remarqué « plus d'inscriptions anglo-américaines dans Paris qu'il y en avait en allemand sous l'Occupation ».

L'irruption, dans les négociations sur le commerce international, de la culture comme valeur marchande étonnera seulement ceux qui ont oublié les prédictions de Marx et Engels dans leur *Manifeste* : « Par son exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a rendu cosmopolites la production et la consommation de tous les pays (...). Et ce pour les productions matérielles aussi bien que pour les productions intellectuelles... ».

Les Américains sont d'autant moins sensibles à cette évolution qu'ils dominent largement le marché de l'image. Leur savoir-faire se met à l'abri d'un phénomène qui, ailleurs, a tué le cinéma. Entre 1980 et 1990, il y a eu cinq fois moins de spectateurs en salle dans les pays d'Europe occidentale et huit fois moins au Japon. Aux Etats-Unis, cette baisse s'est à peine fait sentir.

Laque le génie culturel américain est moins manifeste, le filon de l'offre et de la demande a, outre-Atlantique, des conséquences tragiques, auxquelles les Etats-Unis devraient, par analogie, se montrer sensibles. C'est le cas de l'édition, dont le sort a été abandonné à la loi du marché. La distribution des livres y est entre les mains de deux grandes chaînes, qui contrôlent plus de 60 % des librairies. Résultat : la librairie indépendante, celle qui fait vivre la littérature, est à l'agonie.

Le dialogue de sourds auquel semble voué le feuilleton du GATT a des racines profondes. Il ne s'agit pas seulement de gros sous. Aux Etats-Unis, depuis qu'Hollywood est Hollywood, un film est considéré comme un produit. En Europe comme en Asie, d'où l'infirmité des Américains à accepter les contreparties (fonds de soutien au cinéma, quotas de créations télévisuelles d'origine française ou européenne...) concus de ce côté-ci de l'Atlantique pour sauvegarder une originalité audiovisuelle.

Les Américains n'ont pas découvert, à la faveur de cette dispute, les bénéfices, pour les œuvres de l'esprit, d'une économie protégée, ils doivent à un tel mécanisme la survie même, en marge du publishing business, d'écrivains de qualité,

une certaine des Presses universitaires généralement subventionnées (riches dactylos, fonds fédéraux, aides locales, etc.). Pourquoi s'offusquent-ils que la France défende avec les mêmes remèdes son cinéma ?

Car ils lui contestent ce droit. Peter Sutherland, le directeur général du GATT, a beau soutenir que, dans sa version actuelle, l'accord-cadre sur le commerce et les services (GATS) autorise Paris à se protéger de la déferlante d'images américaines, l'espérance des Etats-Unis est bel et bien d'obtenir des Européens le démantèlement des digues (subventions et quotas) que tolère cet accord-cadre.

Une déréglementation brouillonne
La France a su exploiter cette menace. Le moment approche sans doute où les pays de l'Union européenne et la Commission de Bruxelles revendiqueront officiellement une « exception » pour la culture, c'est-à-dire la mise entre parenthèses des mécanismes de libre-échange qui sont la raison d'être du GATT. Dans un premier temps, les Douze ont voté, implicitement ou explicitement, selon les cas - pour un simple aménagement de cas mécanismes. Ils se seraient contentés de la reconnaissance de leur « spécificité culturelle ». Reste à mesurer, comme le recommande inlassablement Leon Brittan, le principal négociateur de la Commission, les implications d'une telle « exception ». Ecarter la culture des accords sur le commerce international, c'est, à peu près certainement, exposer la France et l'Europe à des représailles dont pâtiront, à l'exportation, leurs créations - et pas seulement celles-ci. Obtenir pour l'audiovisuel et le cinéma, au nom d'une certaine « spécificité », un traitement particulier que les Etats-Unis seraient tenus de respecter, c'est, au moins, savoir où l'on va...

Héruit de cette croisade, la France a su rallier à sa cause nombre d'Européens, comme l'a montré, vendredi 19 novembre, la rencontre en Espagne entre François Mitterrand et Felipe Gonzalez. Mais elle a convaincu aussi les pays francophones réunis récemment à l'île Maurice. Un soutien qui vaut absolue de la part d'Africains dont la colonisation n'a pas spécialement ménagé la culture... Pour providentiel qu'il soit, l'écho que rencontre cette croisade, jusque dans le tiers-

monde, ne dispense pas la France d'un examen de conscience. Si, certains soirs, les écrans français sont saturés de téléfilms américains, c'est le résultat de la multiplication des chaînes et des privatisations décidées par la droite en 1986. Entre cette époque et 1991, les ventes d'images made in USA ont atteint 518 millions de francs par an. Elles ne présenteront rien d'alarmant jusqu'à la « majorité à l'été 1993 » qui devrait sonner le tocsin. La France pâlit les conséquences d'une déréglementation brouillonne de son audiovisuel.

Remparts de papier
La bataille de l'« exception » doit être menée avec détermination pour qu'il ne soit pas dit que, malgré les apparences, la culture est à l'ancien, soumise au plus offrant. Sans trop d'illusions, cependant. On ne conjure pas une vague de fond avec des remparts de papier (un GATT renégagé, même favorablement). Cette conclusion vaut pour le projet, conçu par Jacques Taubon, de s'attaquer, après d'autres, à l'abandonnement du français. Si la loi de 1975 « relative à la langue française », qu'il s'emploie à compléter, passe pour un échec, c'est qu'on ne réforme pas le verbe par décret.

Une langue, une culture, une civilisation, sont fortes de ce qu'elles ont à exprimer. C'est une stupidité de croire, comme on a pu le lire dans le *Wall Street Journal*, que le génie du cinéma français se résume à être trop aléatoire. Mais c'est une illusion de penser qu'il garde une aura intacte à l'étranger. Francophilie a'il en est, l'écrivain new-yorkais Jarome Charyn est de ceux qui s'en alarment. A l'Express, qui l'interrogeait récemment sur le GATT, il a fait cette réponse qui mérita d'être retenue par ceux qui, à juste titre souvent, mettent en cause l'« impérialisme » d'Hollywood : « Dans les années 60, les Américains passionnés de cinéma tenaient Truffaut et Godard pour des maîtres. La seule contre-offensive de l'Europe aujourd'hui, serait de découvrir des réalisateurs de cette envergure ».

La bataille de l'« exception » a un sens. Il réside dans la capacité de la France à affirmer son magistère culturel. Non à développer une mentalité d'assiégé. Fallait-il, avait-elle vu mourir le cinéma italien comme la France craint de perdre le sien, a plaidé mieux que quiconque pour l'universalité de la culture, un impératif catégorique, en rendant hommage au cinéma américain. « Il a été pour moi, reconnaissait-il, davantage qu'un point de référence, un avertissement des merveilles ».

BERTRAND LE GENDRE

Les Etats-Unis excluent toute renégociation sur le volet agricole

Les Américains ont tenu à mettre les choses au point. Ils ne renégocieront pas le préaccord de Blair House sur le volet agricole du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) conclu avec les Douze, a déclaré le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, vendredi 19 novembre, lors du Forum de coopération Asie-Pacifique qui s'est tenu à Seattle. Selon Gene Moots, le sous-secrétaire américain à l'Agriculture, les Etats-Unis sont seulement prêts à échanger « les inquiétudes des Européens » sur cet accord. Il a précisé que tout marchandage sur l'accès au marché et l'accord de Blair House était à écarter.

Des responsables américains et européens ont par ailleurs engagé des discussions, vendredi à Genève, sur leurs différends commerciaux afin de préparer la rencontre, lundi

22 novembre à Washington, entre Mickey Kantor, le négociateur américain pour le commerce international, et son homologue européen, sir Leon Brittan, a indiqué le chef de la délégation de l'Union européenne au GATT, Hugo Paemen. Les Etats-Unis ont ainsi présenté, comme ils l'avaient annoncé une nouvelle offre améliorée sur leurs tarifs douaniers. Ils proposent, concernant leurs pils tarifaires (tarifs douaniers supérieurs à 15 %), une réduction moyenne de 46 % de leurs droits.

De son côté, la Commission européenne a présenté « quelques suggestions » sur le préaccord agricole de Blair House, a déclaré Hugo Paemen. Les négociations entre Européens et Américains à Genève devaient porter non seulement sur l'agriculture mais aussi sur les autres différends, tels que le

dossier de l'audiovisuel, le volet institutionnel (création ou non d'une organisation multilatérale du commerce - MTO - pour succéder au GATT), le renforcement des mécanismes de règlement des conflits commerciaux, le maintien ou non par les Etats-Unis de leur arsenal de représailles commerciales et les services. Dans une intervention devant le comité des négociations commerciales (TNC), qui réunissait à Genève les chefs de toutes les délégations parties prenantes aux négociations sur le Cycle de l'Uruguay, le directeur général du GATT, Peter Sutherland, a une nouvelle fois lancé un appel pressant pour que les Etats-Unis et l'Union européenne « mettent sur la table une contribution décisive qui nous permettra de réaliser un ensemble équilibré nécessaire à la conclusion du Round ».

EUROPE

Un entretien avec le président d'Olivetti

Carlo De Benedetti : « Nous sommes à la fin d'un régime extrêmement corrompu qui a dominé l'Italie »

Après avoir été en prison pendant quelques heures, au début du mois, dans le cadre du scandale des pots-de-vin découverts par l'« enquête Mani Pulite », le président d'Olivetti, Carlo De Benedetti explique, dans un entretien au « Monde », ses rancœurs et ses espoirs. M. De Benedetti reconnaît avoir autorisé sa société à donner de l'argent à l'administration des postes pour « préserver les marchés » de son entreprise mais ramarque que beaucoup d'autres dirigeants de multinationales ont agi de même sans être inquiétés. Et s'il assume ses responsabilités, il est aussi décidé à prouver qu'on lui a fait payer sans opposition à « un régime extrêmement corrompu qui a dominé l'Italie » et qui est en bout de course.

ROME

de notre correspondante

« L'expérience de la prison a-t-elle été pour vous un traumatisme ? »

« Tout a été tellement rapide, imprévu, que l'on peut difficilement parler d'« expérience ». Certains auteurs ont écrit des livres qui s'appellent « Mes prisons », moi j'aurais du mal : j'ai passé seulement deux heures dans une vraie cellule, entre 15 heures et 17 heures, et encore, juste pour attendre mon deuxième interrogatoire. Là, pourtant, j'ai ressenti une réelle émotion, je voyais les minutes passer et je n'avais qu'une hâte : rentrer dormir chez moi car j'étais certain que j'irais à l'école le lendemain. Et puis la nuit est tombée et dans la prison les détenus se sont mis à chanter : un moment très intense. Sur le plan personnel, je n'ai pas à me plaindre : ils'ont été très corrects, mais la cérémonie de l'immatriculation, ça, c'est très dur, tout est fait pour vous donner l'impression d'avoir abandonné le reste du monde. »

« Comment réagit-on à cela ? Comme dans tous les moments très éprouvants, soit on s'effondre, soit on se sort humainement plus fort. Et je dois dire que je suis assez content de la façon dont j'ai réagi : d'une façon rationnelle, sereine et fioclement rassurant sur moi-même. J'ai voulu être traité comme un citoyen ordinaire, c'est pour cela que je suis allé me présenter chez les carabinieri ce matin-là. Mais c'est surtout en tant que chef d'entreprise que je suis content d'avoir adopté cette conduite, car je pense que c'est un devoir absolu d'assumer ses responsabilités et toutes les conséquences qui en découlent. Et quand je suis rentré à l'ère, en voyant les réactions et l'appui des gens de mon entreprise et de la ville, j'ai compris que j'avais fait ce qu'il fallait. »

« Comment expliquer la décision du juge ? Erreur ? Calcul ? »

« Justement, des explications, je n'en trouve aucune : les dossiers sur lesquels j'ai été interrogé à Rome sont rigoureusement les mêmes que ceux que j'étais allé spontanément présenter au juge Di Pietro, en mai dernier, ce qui rend la chose encore plus incompréhensible. Je reste pourtant convaincu que l'enquête « Mani Pulite » (mais propre) à laquelle j'ai été et je reste favorable, même si j'ai dû personnellement en payer le prix, est un grand bien pour le pays. Et la justice a beaucoup de mérite, dans le moment de décomposition actuel. Encore qu'on ne puisse plus tellement parler de « justice » dans ces conditions, ni de « police » ou d'« entrepreneurs » au sens large : tout est réduit à des comportements individuels. Alors sans doute peut-on concevoir que, lorsque l'on cherche à faire la lumière sur un passé ponni, se produisent aussi des « erreurs ». »

« De toute façon, je ne me pose même plus de questions. La seule certitude, c'est que nous sommes à la fin d'un régime extrêmement corrompu qui a dominé l'Italie, surtout ces dix dernières années. Un régime contre lequel j'ai combattu, ce qui m'a valu d'être « puni » dans le passé à cause de mon caractère individualiste. »

Ensuite, parce que j'étais un opposant à l'époque où ce n'était pas la mode, enfin parce que je suis l'actionnaire d'un journal, *La Repubblica*, qui a toujours été contre le régime, au point que l'on m'attribue tout ce qui est écrit !

« Tout cela est connu en Italie : il y a quelques années, M. Craxi, par exemple, est intervenu personnellement pour m'empêcher d'agir au moment de la privatisation de la SME, qui était l'industrie alimentaire italienne. Pas plus tard que l'été dernier, ce même M. Craxi est allé devant le Parlement déclarer que j'étais le plus grand corrupteur d'Italie, ou quelque chose d'approchant ! Seulement le problème, aujourd'hui, n'est pas de savoir si Craxi m'en veut, on le sait depuis dix ans, mais de savoir si il a des chances de revenir au pouvoir comme il l'espère. Et franchement, je crois qu'il n'en a aucune. »



des partis. Au Japon c'est pareil, regardez les scandales : c'est le même pouvoir en place depuis quarante-cinq ans.

« Vous vous posez en victime du régime, pourquoi ne pas avoir parlé plus tôt ? »

« C'est facile à dire aujourd'hui, mais il y a seulement cinq ans, rien qu'en osant critiquer, je faisais figure de révolutionnaire. D'autant que les entrepreneurs italiens ont subi une véritable collision entre eux : beaucoup d'individualisme, de concurrence. Et puis, il y a ceux qui n'ont pas vu de l'argent comme moi pour sauver les marchés de leur entreprise mais qui, au contraire, ont fait des profits énormes, ceux là ne voulaient pas que ça change. La marge entre corrupteurs et corrompus était étroite : tous les industriels ont pas été des victimes, et tous les hommes politiques des voleurs. »

« Plus près d'un souk arabe que de Bruxelles » ...

« Pourquoi me suis-je décidé à aller trouver le juge Di Pietro en mai dernier ? C'est parce que j'ai appris qu'un des managers d'Olivetti aurait pu aller en prison à cause de cette affaire de pots-de-vin versés à l'administration des postes. Et je m'étais promis que personne de chez moi ne serait allé en prison pour un acte commis avec mon autorisation. A ce propos, je voudrais faire remarquer que je suis le seul président de société italienne qui ait assumé toutes ses responsabilités, le seul aussi à avoir fait un passage en prison. Et pourtant, personnellement, je n'ai jamais traité, ni obligé le moindre pot-de-vin. De plus, quand je lis la déposition de ce monsieur Giuseppe Lo Moro, assistant du directeur général des postes, que je n'ai jamais vu ni entendu et dont j'ignorais jusqu'à l'existence, je comprends encore moins. Et je m'étonne en effet de voir qu'il a cité de grandes sociétés internationales, notamment françaises, qui ont versé elles aussi, en Italie, des sommes égales à celles que nous avons versées (plus de 10 milliards de lires) et qui ne sont pas inquiétées. Ça, je trouve que c'est très injuste ! »

« Vous faites allusion à Alcatel et à General Electric ? »

« C'est du domaine public, vous avez pu lire les noms comme tout le monde dans les journaux... Moi,

en revanche, à la suite de mes mésaventures judiciaires de l'autre semaine, je suis en train de multiplier les explications à travers la presse étrangère pour rassurer les milliers de clients d'Olivetti dans le monde. Ceux qui me connaissent bien d'ont aucun doute, les autres pourraient se poser des questions. Les marchés, eux, sont restés rationnels : quand la nouvelle est sortie, il y a eu une baisse à la Bourse (4 %) mais depuis trois ou quatre jours, nos titres ont repris ce qu'ils avaient perdu. »

« Dans le grand ménage italien, le dossier de la banque-route du Banco Ambrosiano qui vous a valu une condamnation à six ans en première instance est ouvert. »

« Une condamnation très lourde et très injuste, mais là aussi la vérité est en train de sortir, je peux vous l'affirmer. En attendant, la cour d'appel du tribunal civil de Milan vient de nous donner raison et d'établir que pas une seule lire du Banco Ambrosiano ne m'a été versée. Alors, si les faits n'existent pas, les conséquences pénales de faits qui n'existent pas ne devraient pas non plus exister ! Cette affaire pour moi a été la preuve qu'on ne faisait payer mes positions politiques. Et je le prouverai. »

« Pour le reste, je ne sais pas sur quoi nous allons déboucher et il faudra trois ou quatre ans au moins, mais je suis content que nous sortions de ce système. Des solutions faciles ? Il n'y en a pas, seulement une garantie de transparence assurée par le changement. En un sens, « Mani Pulite » nous a aussi permis de faire un pas sérieux vers l'Europe, car parler de la construction européenne, jusqu'à relevait de la démagogie : nous étions plus près d'un souk arabe que de Bruxelles. »

« Quant à imaginer un « Parti des entrepreneurs » ou d'autres bêtises, j'ai plus de respect que mes collègues pour la politique, qui est un art et un métier indissociable à toute démocratie. A condition de ne pas faire comme nous et les partis. Sur le plan économique, le véritable problème, c'est ce pourcentage exorbitant de l'économie italienne qui appartient aux entreprises d'Etat : 50 %. Une aberration sur le plan européen et qui doit absolument cesser. »

« Raul Gardini s'est suicidé, Ferruzzi, Fiat même ont des problèmes. Est-ce le déclin du capitalisme familial italien ? »

« Gardini est responsable de sa propre mort, et lui seul. Il est allé jusqu'au bout de ses erreurs, en jouant qu'il était, et il a fait comme ces princes russes d'autrefois qui avaient perdu au jeu à Monte-Carlo et qui, rentrés à l'hôtel de Paris, se brûlaient la cervelle. Mais ce n'est pas le capitalisme familial, moi je vois ça en outsider, en « nouveau venu ». Je peux juste déplorer que cela n'a été très difficile d'arriver à créer en vingt ans le deuxième groupe privé italien, sans avoir hérité de rien. Très dur. Il faut espérer pour la santé du pays qu'un système pluraliste permettra, à l'avenir, la croissance de mille De Benedetti et non plus d'un seul. »

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Les convois humanitaires sont toujours bloqués

En dépit de l'accord conclu, jeudi 18 novembre, à Genève par les trois belligérants et qui devait entrer en vigueur immédiatement, les routes humanitaires sont restées bloquées vendredi en Bosnie-Herzégovine, selon un responsable des Nations unies. De l'avis général il faudra attendre plusieurs jours pour voir s'il sera suivi d'effets.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a cependant donné son « feu vert » à la reprise des convois sur recommandation du haut-commissaire pour les réfugiés, Sadako Ogata, et de son représentant spécial pour l'ex-Yougoslavie, Thorvald Stolteberg. (Le Monde, du 20 novembre). Les convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine étaient suspendus depuis le 25 octobre, à la suite de la mort d'un chauffeur danois.

Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, s'est, pour sa part, montré pessimiste quant à une amélioration de l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie. « Je ne crois pas que la signature de la déclaration conjointe [de Genève] va contribuer à améliorer les conditions de travail des organisations humanitaires en ce second hiver de guerre en Bosnie-Herzégovine », a-t-il

déclaré à l'agence Tanjug de Belgrade. Il a estimé que la situation « ne peut pas changer fondamentalement avant la signature d'un accord de paix ».

Par ailleurs, l'OTAN s'est déclarée « vivement préoccupée » par la violation, par des hélicoptères croates, de la zone d'exclusion aérienne en Bosnie pour livrer armes et munitions à leurs forces. A Naples, l'amiral Jeremy Boorda, commandant les forces alliées d'Europe du Sud a laissé entendre que l'OTAN préparait une réponse. (AFP.)

Un Italien à la présidence du tribunal sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Le tribunal international chargé de juger les criminels de guerre dans l'ex-Yougoslavie a élu, jeudi 18 novembre, son président en la personne du magistrat italien Antonio Cassese. Les juges ont élu Elizabeth Odio-Benito (Costa-Rica) comme vice-président de ce tribunal. M. Cassese présidera également la chambre d'appel du tribunal, tandis que les deux chambres de première instance seront présidées par Gabrielle Kirk MacDonald (Etats-Unis) et Adolphus Godwin Karibi-Whye (Nigeria). (AFP.)

ALLEMAGNE

Le SPD estime avoir mis fin à ses dissensions internes

Rudolf Scharping, le chef de file des sociaux-démocrates allemands (depuis onze ans dans l'opposition) a estimé que son parti, ayant « surmonté ses difficultés », était désormais « prêt » pour se lancer dans la course au pouvoir. « Un congrès solidaire et des décisions claires ont donné le signal que le SPD a surmonté ses difficultés et a, dès maintenant, un objectif : remplacer une coalition usée », a-t-il déclaré en clôture, vendredi 19 novembre, le congrès à Wiesbaden. Donnant le coup d'envoi de la campagne des élections législatives qui auront lieu en octobre 1994, il a tenu M. Kohl, qu'il tenait de détrôner, pour responsable du chômage, le plus élevé qu'ait connu l'Allemagne depuis la deuxième guerre mondiale.

Le gouvernement se place « à la pointe de la cohésion sociale de l'Allemagne comme jamais depuis 1949 », a ajouté M. Scharping, confirmé sans problème, la veille, à la tête du parti par les quelque 500 délégués présents. Encore qu'un certain inconnu du grand public il y a peu, ce nouveau baron régional de quarante-cinq ans qui passe pour un pragmatique modéré, a déjà vu sa popularité dépasser largement celle de Helmut Kohl, qu'il souhaite détrôner l'août prochain. Selon un sondage de la télévision ZDF en début de semaine, sa cote atteint 48 % contre 36 % seulement pour M. Kohl.

Les milieux politiques de Bonn commencent d'ailleurs à s'occuper sérieusement une victoire de M. Scharping en octobre 1994. Les sondages placent actuellement le SPD en tête des intentions de vote, à environ deux

points devant les Unions chrétiennes la CDU et la CSU alors qu'il avait été distancé de plus de dix points en 1990. Depuis le 25 juin, il a également repris en main un parti déstabilisé par des dissensions internes et la démission de son président Björn Engholm, éclaboussé par les retombées d'un scandale politique.

La lutte contre le chômage, qui touche actuellement 3,5 millions de personnes, constitue la priorité du programme économique du SPD, arrêté lors du congrès. Les sociaux-démocrates prévoient notamment la création d'un pacte national pour l'emploi avec les partenaires sociaux. Le SPD est également favorable à une réduction du temps de travail, rejoignant ainsi les syndicats et une partie de l'industrie.

Le parti a par ailleurs rejeté toute « militarisation de la politique étrangère allemande ». S'il accepte une participation aux missions de maintien de la paix des « casques bleus », il exclut catégoriquement toute participation de la Bundeswehr à des missions de combat. Il a exigé une nouvelle fois le retrait des 1700 « casques bleus » allemands déployés depuis le mois d'août en Somalie.

La direction du SPD a été réélue ainsi que ses vice-présidents. Parmi eux, Johannes Rau, le ministre-président de Rhénanie-Westphalie et candidat à la succession de Richard von Weizsäcker au poste de président de la République, a été littéralement plébiscité, en recueillant 97,5 % des voix des délégués.

EN BRIEF

BELGIQUE : le Parlement vote la confiance au gouvernement à propos du plan d'austérité. — Le Parlement fédéral belge a accordé samedi 20 novembre dans la matinée sa confiance au gouvernement de centre gauche du premier ministre Jean-Luc Dehaene, qui lui avait soumis son plan d'assainissement des finances publiques et de relance de l'emploi et de la compétitivité (la « Monde » du 19 novembre). (AFP.)

ESPAGNE : le ministre de l'intérieur présente sa démission. — Le ministre de l'intérieur, José Luis Corcuera, a présenté sa démission, vendredi 19 novembre, après l'annulation, jeudi, par le Tribunal constitutionnel d'un article de la loi sur la sécurité des

citoyens qu'il avait fermement défendu, a annoncé à Madrid le président du gouvernement, Felipe Gonzalez (le « Monde » du 20 novembre). M. Gonzalez a cependant ajouté qu'il ne voyait pas de raison d'accepter la démission de M. Corcuera, considéré comme un des hommes forts du gouvernement et de la direction du Parti socialiste ouvrier au pouvoir. (AFP.)

OUZBÉKISTAN : l'ambassadeur à Washington demande l'asile politique aux Etats-Unis. — L'ambassadeur d'Ouzbékistan à Washington, Mohammed-Bogir Malikov, a demandé l'asile politique aux Etats-Unis, après l'annulation, jeudi, par le Tribunal constitutionnel d'un article de la loi sur la sécurité des

citoyens qu'il avait fermement défendu, a annoncé à Madrid le président du gouvernement, Felipe Gonzalez (le « Monde » du 20 novembre). M. Gonzalez a cependant ajouté qu'il ne voyait pas de raison d'accepter la démission de M. Corcuera, considéré comme un des hommes forts du gouvernement et de la direction du Parti socialiste ouvrier au pouvoir. (AFP.)

POLOGNE : démission du chef des services de renseignement. — Jerzy Konecny, chef des services de renseignement polonais (UOP, Office de la protection de l'Etat), a déposé sa démission, lundi 15 novembre, a indiqué, vendredi 19 novembre le bureau de presse de l'UOP qui s'est refusé à faire le moindre commentaire « pour l'instant ». Selon le quotidien *Rzeczpospolita*, M. Konecny a déposé sa démission à la suite d'un conflit avec la présidence de la République. (AFP.)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : M. Mitterrand à Prague le 9 décembre. — Le président François Mitterrand se rendra le 9 décembre en visite à Prague, où il déjeuner avec le président Václav Havel et inaugurera les nouveaux locaux de l'Institut français de Prague, a annoncé, vendredi 19 novembre, l'agence tchèque CTK. Ni la chancellerie présidentielle à Prague ni les services de l'Elysée n'ont voulu confirmer cette information. (AFP.)

UKRAINE : les Etats-Unis déplacent le vote sur le traité START-1. — « Nous ne pensons pas que l'Ukraine puisse trouver une réponse à ses préoccupations en mettant des conditions à la

ratification du traité de désarmement stratégique START-1 », a déclaré vendredi 19 novembre un porte-parole du département d'Etat américain, Christine Shelly. A Kiev, où les députés justifiaient à nouveau leur vote de jeudi par l'absence de concrétisation des promesses d'aide de l'Occident, le président Kravtchouk a annoncé qu'il soumettrait à nouveau le traité START-1 et le traité de non-prolifération nucléaire au parlement qui doit être élu en mars prochain. « Si nous ne pouvons pas utiliser ou contrôler totalement ces armes, si nous ne pouvons pas les remplacer ou les entretenir, j'ai dit et je répète que nous devons nous en débarrasser », a-t-il déclaré. (Reuters, UPL.)

INTERNATIONAL

ASIE

Le puzzle afghan

III. - Kaboul, toujours livrée aux factions

Après Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan, et Mazar-i-Sharif, au nord, deux cités déjà très engagées dans leur reconstruction (le Monde du 19 et du 20 novembre), notre envoyé spécial s'est rendu à Kaboul. La guerre entre factions islamistes est toujours à l'ordre du jour, mais la situation est loin d'être figée dans la capitale, ce qui autorise une lueur d'espoir.

KABOUL

de notre envoyé spécial
Lorsqu'on entend crépiter une arme automatique dans la capitale afghane, aujourd'hui, ce n'est plus nécessairement un combat d'engagement. Ce peut être un joyeux événement que l'on célèbre ainsi entre amis, en tirant quelques rafales en l'air. Les mauvais esprits prétendent que lorsque le canon tonne, c'est peut-être bien un commandant qui marie son fils!

Kaboul n'a plus le visage ballonné d'une ville en guerre même si des affrontements sporadiques ont encore lieu aux limites de ses quartiers méridionaux et occidentaux. Là, en dépit d'un cesse-le-feu signé à la fin de l'été, les factions religieuses intégristes chiites (Wahdat) et sunnites (Ittehad) sont face à face dans ce qui est parfois décrit comme une véritable guerre de religion.

« Il nous envoient à peu près chaque jour, et parfois la nuit, une demi-douzaine de roquettes », nous assure Abdul Ali Mazari, le leader du Wahdat, qui nous reçoit à Taj Beg, un château construit dans les années 20 par le roi Amanoullah sur les collines qui ferment la ville loin au sud. Pour y parvenir, il faut franchir la ligne de démarcation entre les troupes répondant au président Rabbani (en général d'anciens soldats du régime communiste, qui forment à présent la garnison de la capitale) et les premiers points de contrôle des chiites. Ceux-ci sont souvent des adolescents à l'allure gavroche, cheveux longs et cigarette au bec; ils sont réputés les combattants les plus farouches de la capitale, « capables de se lancer à découvert au milieu de la plus acharnée des batailles pour tirer une roquette de leur RPG 7 », dit-on.

La plupart des chauffeurs de taxis « du Nord » refusent de franchir la ligne : « Ceux du Sud sont de très mauvaises gens », expliquent-ils. La « frontière » est bien marquée par le terrain. Entre deux des collines qui ferment vers le sud la plus ancienne Kaboul (celle du pouvoir politique et des édifices administratifs, celle, aussi, où s'arrêtaient jadis les hippies et autres touristes), la rivière s'élance d'une gorge par où passe la route. Sur le versant méridional des collines, des milliers de musulmans sont aujourd'hui vides; leurs

habitants, ciblés aisés tant pour les troupes du général Massoud qui tiennent les hauteurs que pour ses adversaires, ont fui vers le nord, ou vers Jelebad et le Pakistan à l'est.

Une vision d'apocalypse

Passé le road-point de Demazang, un spectacle d'apocalypse apparaît : de part et d'autre de la route et sur plusieurs rues de profondeur, ce sont que maisons éventrées, édifices effondrés, échoppes crevées. Là, les gouvernements se sont acharnés sur les quartiers chiites avec une violence qui laisse pantois. Plus loin, sur l'avenue de Dauralam - naguère la voie triomphale de Kaboul, menant à 6 kilomètres vers la ville nouvelle imaginée par le roi réformateur Amanoullah - le centre culturel soviétique, énorme bâtiment couleur sienne, et solide comme on s'en doute, semble tordu sur ses bases. Les marbres blancs de l'ex-ambassade d'URSS sont noircis par les incendies. Un lycée, le ministère des finances, l'ancien édifice abritant la Sécurité d'Etat, des casernes, ont aussi connu la violence des batailles livrées par les troupes du ministère de la défense (c'est-à-dire du général Massoud) contre les chiites et

contre le Hezb de Gulbuddin Hekmatyar.

Au bout de l'avenue, le palais de Darulaman, lui aussi de l'époque d'Amanoullah, a ses toits effondrés, ses quatre clochetons de style ottoman rufoés et deux de ses façades portent les stigmates de joutes brutales. L'édifice est resté au Hezb lors des combats de mai, de sorte que les rares pièces qui demeurent utilisables servent de pied-à-terre au premier ministre, M. Hekmatyar, lorsque, rarement, il descend de son village-capitale, Charsyah, à 15 kilomètres plus au sud.

Face au palais, un bâtiment à demi-effondré était, il y a dix-huit mois encore, le riche musée de Kaboul. Un portrait de l'imam Khomeiny, au-dessus de l'entrée, signale qu'il « appartient » désormais au Wahdat. Trois adolescents le gardent. L'ho d'eux nous accompagne à l'intérieur. L'ancien hall d'entrée « abrite » encore quelques statues grecco-bouddhiques du Gandhara et du Foodoukistao, et la belle inscription en grec dite de « Surk-Khotat » - toutes pièces découvertes par les missions archéologiques françaises en Afghanistan. En face, s'ouvre une béance : ce qui était l'escalier montant au premier étage.

Le reste a été, pour l'essentiel, « volé par des groupes et emmené au Pakistan », dit notre guide

improvisé. Quels groupes? « Je ne sais pas, ils sont partis vers Charsyah. » Au sous-sol, une salle abrite des tessons de poteries de Shortugai, d'Al-Khacour, d'Andrak et autres hauts lieux de l'histoire ancienne du pays. D'autres salles, nous dit-on, recèleraient des objets placés là pour les protéger, mais le petit gardien à la kalachnikov n'a pas de clé.

Si l'on prend à présent la route de Kandahar, qui passe devant l'université, elle aussi très meurtrie, on arrive à Kot-i-Sanghi, qui fut le théâtre des batailles les plus acharnées entre chiites et pro-Saoudiens alliés aux troupes de Massoud. Le quartier est lui aussi déserté par sa population. Les postes de surveillance sont ici plus nombreux qu'ailleurs à Kaboul : le front, il est vrai, est le plus « vivant » de la capitale, comme on le voit aux nombreux nids de mitrailleuses camouflés au premier étage des maisons restées debout. « Vous n'avez rien à faire ici », finit par nous dire un chef de poste du Wahdat, peu disposé à la discussion. Fils de lui, un jeune homme porte dans une sorte de carquois, sur son dos, un bouquet de six roquettes de RPG 7.

Des points de contrôle moins nombreux au nord

Retour au nord. Derrière les montagnes qui marquent désormais la limite d'une autre Kaboul, le visage bien plus débonnaire, les points de contrôle sont moins nombreux, plus souples aussi. Le jeune soldat est souvent assis sur une chaise au milieu du carrefour, mitrailleuse sur les genoux.

La nuit est plus nerveuse. Pour s'y égarer au-delà des 22 heures fatidiques du couvre-feu, il faut connaître les postes fixes de la ville, ou alors circuler dans son quartier, dont on frotte par connaissance les angles gardés. Mais les jeunes sentilles sont souvent apeurées, ou sous l'emprise du haïsch. Un bruit causé par un chien errant peut faire retentir le sinistre « deresh » (halte!), puis faire partir le rafale.

Quoi qu'il en soit, la moitié septentrionale de Kaboul est à présent en relative sécurité. L'ambassade de France pourrait bientôt rouvrir, et l'ONU s'apprêterait à annoncer le retour de quelques-uns de ses représentants. Le risque demeure, certes, que M. Hekmatyar, en un geste de désespoir, reprenne un jour ses bombardements à l'aide de ses terribles camions lanceurs de « Sukar » (roquettes à moyenne

portée). L'hôtel Intercontinental, sur une colline au nord-ouest, n'a que peu souffert des combats de janvier, lorsque les chiites assiégèrent les troupes du commandant Massoud. Un portier façon maharajah accueille toujours le visiteur par un « Comment allez-vous aujourd'hui Monsieur. Belle journée n'est-ce pas? ». Le vaste hall de marbre, avec ses tapis, est désert à l'exception d'un bidasse affalé dans un canapé, son arme posée sur une table basse. Au comptoir, le cours du dollar demeure figé à cinq cents afghanis (contre mille sept cents aujourd'hui). Des terrasses, la vue est superbe sur l'immensité d'une ville qui a triplé de population en vingt ans, pour atteindre un million cinq cent mille habitants lors de la chute du communisme en 1992.

Désormais plusieurs centaines de milliers de Kabouli ont déserté leur maison dans la capitale. Un grand nombre se sont réfugiés vers Kaïrkhan, une métropole-bis située juste au nord de l'ancienne ville, en bordure de l'axe routier menant au tunnel du Salang qui permet la traversée de l'Hindou-Kouch (une autre route, plus à l'est, hors de portée des irréguliers du Hezb qui rançonnent camions et autobus, est devenue la « voie normale » vers Mazat et l'Afghanistan). Kaïrkhan, qui compte peut-être un demi-million d'habitants, est aujourd'hui le lieu où l'on retrouve le mieux une atmosphère anémée - avec des bazars bien pourvus en légumes, viande de mouton, épices et céréales, et des rues grouillantes de monde, comme une tranquille ville asiatique.

JEAN-PIERRE CLERC
FIN

Violents combats à Sarobi. - L'aviation de Kaboul a bombardé, vendredi 19 novembre, une base tenue par le premier ministre Gulbuddin Hekmatyar à Sarobi, à 65 kilomètres à l'est de la capitale. L'attaque a fait plus de 25 morts, dont plusieurs civils, selon la formation intégriste Hezb. Dans cette zone, la faction du chef du gouvernement est, depuis le 2 novembre, sous la pression des forces répondant au président Rabbani et à l'ex-ministre de la défense, M. Massoud, qui tentent de dégager la route du Pakistan et la centrale électrique alimentant Kaboul. On dix-huit mois, les combats entre islamistes ont fait plus de 10 000 morts dans la capitale et ses environs. - (AP)

LOIN DES CAPITALES

Watakano l'île aux filles

WATAKANO

de notre envoyé spécial
« Vous voulez dire l'île aux filles? » La serveuse de ce café du port de Tsu (préfecture de Mie) n'a pas cherché longtemps. Qu'importe qu'on écorche le nom : le lieu est connu de toute la région depuis des siècles. Les vieux en parlent avec nostalgie et les hebdomadaires pour hommes y consacrent des articles.

Qui sait? Un succédané de cette « île des femmes » vers laquelle s'embarque, au soir de son existence, à bord d'un bateau nommé Bon-Palais (Yashiro-maru), le héros de la Vie d'un ami de la volupé du grand romancier Saitaku (1841-1893)? Watakano est une île minuscule (0,7 kilomètre carré) en forme de cœur, lovée dans la baie de Matsuyama, au sud de la péninsule de Ise.

Il faut cinq minutes de bateau pour s'y rendre. A première vue, un banal petit port avec ses bateaux, ses hôtels en bord de mer et ses venelles menant au sanctuaire où est érigé un monument aux pilotes de torpille humaine - version marine des kamikaze - qui y résideront peu avant la fin de la guerre.

La patronne d'un petit café a l'air surprise par la présence d'un étranger dans ces ruelles. « Venez, je vais vous expliquer. Watakano est une île spéciale : il n'y a rien à voir », dit-elle. En dix minutes devant une bière, Asakura, qui est arrivée il y a quinze ans de son Kyushu natal et dont avoir derrière elle une vie mouvementée, nous a « mis au parfum » de sa voix rauque de femme qui boit et fume. Un rapide calcul (prix d'un hôtel et d'un dîner) et elle a tôt fait de démontrer qu'il est plus économique de choisir une des filles qu'elle propose et se faire monter un repas dans une chambre de son établissement.

Watakano compte sept cents habitants et près de deux cents prostituées, originelles essentiellement d'Asie du Sud-Est, qui travaillent dans dix-huit bars et snacks. Légèrement, la prostitution est interdite au Japon. Aussi, les établissements de Watakano ont-ils calqué leur organisation sur le système des agences de geisha (okiya), qui fournissent celles-ci à la demande. Si l'on ne peut assimiler les geisha à des prostituées, certaines d'entre elles, de basse catégorie, appelées « geisha de l'oreiller » (makura geisha), s'y apparentent.

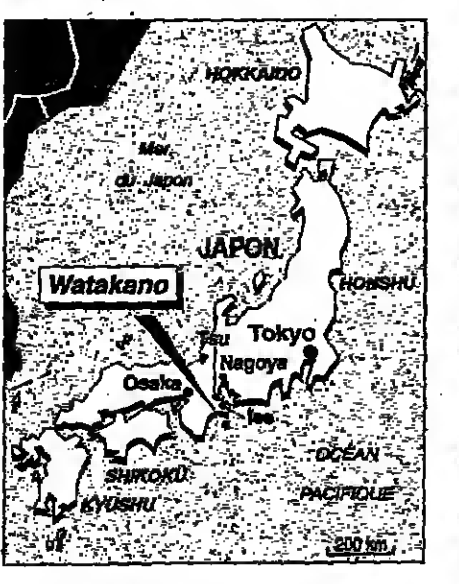
Il n'y a pas de poste de police sur l'île et les autorités préfectorales préfèrent fermer les yeux sur les activités qui s'y déroulent : Watakano est la municipalité qui paie le plus d'impôts. Plus que cette complaisance que l'on retrouve, à des degrés divers, un peu partout au Japon en matière de prostitution, c'est la vie en symbiose des habitants et des filles dans ce microcosme qui est étonnante.

Le commerce du plaisir est une tradition à Watakano. Il commence lorsqu'au dix-septième siècle l'île devint une escale sur la route maritime reliant Osaka, la grande ville

marchande, à la capitale shogunale, Edo, (ancien nom de Tokyo). La baie de Matsuyama était réputée pour être un asile par-gros temps. A l'époque, sur la terre ferme, un sanctuaire dédié aux divinités de la mer straitait en outre les matelots de tout l'archipel.

« Aucune conscience de culpabilité »

Dans cette région perdue, que seul un chemin reliait à la ville d'Ise, cet afflux de matelots fut une aubaine qui encouragea les femmes de pêcheurs de Watakano à faire commerce de leurs charmes. On les appelait neuri (les vendeuses de légumes). Elles venaient en barque près des bateaux et faisaient affaire avec l'équipage. A partir du milieu du dix-neuvième siècle se développa une prostitution reconnue par les autorités. On construisit sept bordels drainant des femmes des quatre coins de l'archipel et la réputation de Watakano grandit. Ces établissements furent fermés à la suite de la loi de 1956 interdisant la prostitution. L'industrie locale se poursuivit sous d'autres formes.



« L'histoire a donné à la population de cette île une mentalité plus ouverte qu'ailleurs, allée à un grand sens de la solidarité », explique Isao Nishimura, qui écrit une histoire de Watakano. Nous sommes une terre de passage, un lieu de transit : les filles, les clients se succèdent. Mais ceux qui s'installent ici comprennent vite que de la solidarité dépend notre vie. Vivre avec les filles fait partie des mœurs locales. Il n'y a de leur part aucune conscience de culpabilité et de la nôtre aucun jugement moral : ici le commerce du plaisir est une tradition séculaire. » Assise en tailleur dans un profond fauteuil du hall d'un des six hôtels de l'île, M. Ueno

était pêcheur. Aujourd'hui, il s'est reconverti dans l'hôtellerie, « plus rentable ». Le bar d'à côté appartient à l'hôtel dont la direction ne fait même plus d'ignorer de qui s'y passe. « Si vous avez besoin de compagnie... », propose l'imposante matrone en kimono de la réception.

Pratiquement toute la population de l'île travaille pour « l'industrie » locale, jusqu'à la coopérative, qui ne vend que des alcools et de la bière. L'association d'okiyas tient lieu de chambre de commerce locale décidant, outre le prix des passages, uniformes pour tous les établissements, des relations de la municipalité avec la direction des hôtels. Watakano a développé un petit tourisme familial pour les mois d'été. Mais les véritables revenus ont une autre origine. Chaque fin de semaine, les hôtels se remplissent des salariés en goguettes des voyages d'entreprise.

A la nuit tombée, lorsque s'éteignent les enseignes et que les venelles s'animent, deux mondes se côtoient : les enfants se poursuivent encore dans la rue, tandis que les racoleuses s'activent déjà, tirant la chandelle par la manche. Après dîner, on croise les couples formés d'une fille et d'un homme revêtu du yukata (peignoir de coton) fourni par les hôtels, que les Japonais aiment porter dans la rue les soirs d'été et dans les lieux de détente. La ve-et-vent des couples se poursuit jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Elisa a vingt-sept ans. Les week-ends, elle a quatre ou cinq clients. Elle a passé deux ans à Taiwan et quatre au Japon. Elle vient de Dumagueta, ville somnolente du sud de l'île de Negros, aux Philippines. Elle a été recrutée par un Japonais comme « danseuse », puis découverte sur place un autre métier. Elle s'est « habituée ». Dans son sac, un chapelet côtoie avec des articles de dentelle en relation avec ses activités. La plupart des autres filles viennent de Thaïlande et de Malaisie. Certaines du Laos. Sans autre langue commune, elles se parlent en japonais.

Le recrutement se fait de bouche à oreille entre les filles. Les tenancières refusent, disent-elles, de passer par les réseaux de marchandage de femmes nippones, qui retiennent l'Asie. Avec la récession, le chiffre d'affaires a brusquement baissé de 20 % à 30 %, et les filles cherchent à partir ou sont débouchées par les voyous d'Osaka, qui leur promettent de meilleures places.

Dans la matinée, Watakano a repris l'atmosphère de n'importe quel petit port. Les bars ont leurs rideaux fermés. Une des racoleuses fait son marché en promenant son chien. Des filles passent en pyjama, des bigoudes sur la tête : « Meta ne! » (« A la prochaine! »), disent-elles d'une bel ensemble à celui qui quitte cette Cythère quelque peu prosaïque.

PHILIPPE PONS

BOSNIE : ENCORE UN EFFORT !

(suite et fin)

Les lecteurs de l'encart publicitaire du « Monde » paru le 8 novembre daté du mardi 9 novembre 1993 et intitulé « Pas d'accord sur le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine » auront compris que son contenu nous concernait nous-mêmes autant que les Bosniaques. Nous n'avons guère de conseils à donner à quiconque, cependant, à la suite de la publication de notre réclamation pour ce nouveau produit : la citoyenneté non discriminée, notre souhait le plus pressant est que les dirigeants bosniaques musulmans mettent dès maintenant sous leur protection les sept cent mille civils bosniaques non musulmans, serbes et croates, vivant dans les régions sous leur contrôle (les mille cinq cent civils pris au piège dans Vares, les cinq mille civils croates prisonniers dans la carrière de Dastanko, etc.), et de les reconnaître comme citoyens à part entière de l'Etat bosniaque, encore à ce jour juridiquement fondé.

Outre l'économie réalisée par l'ONU quant à la protection de ces populations, outre le camouflet cinglant infligé aux signataires de l'accord Vance-Owen-Stoltenberg, qui ont promu la séparation ethnique dans cette région, cela rendrait plus difficile de ne pas défendre cette fois le droit contre la barbarie.

Malgré la haine accumulée, le gouvernement bosniaque le fera-t-il ?

* BPA (Bosnie Pas d'Accord), 10, rue Duvergier, 75019 PARIS)

حکومت الفتح

INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le Sénat a adopté une législation plus sévère contre la criminalité

Le Sénat a voté vendredi 19 novembre, à la quasi-unanimité, une loi contre le crime qui prévoit des dépenses d'un montant de plus de 22 milliards de dollars (129 milliards de francs). Cette loi prévoit d'élargir le champ d'application de la peine de mort, d'accroître les peines de prison pour des dizaines de délits, de construire de nouvelles prisons et de mettre 100 000 nouveaux policiers dans les rues. A l'initiative du sénateur démocrate Dianne Feinstein (Californie), les parlementaires ont aussi adopté l'interdiction de 19 armes d'assaut semi-automatiques, dont les AK-47 et les Uzis.

La Chambre des représentants avait déjà voté une version plus modeste de cette loi anti-crime. Les deux Assemblées doivent se mettre d'accord sur un texte de compromis. Le Sénat va examiner maintenant une autre proposition, beaucoup plus controversée, prévoyant un délai de cinq jours avant l'achat définitif d'une arme à feu. Cette mesure, votée le 10 novembre par la Chambre,

doit permettre de vérifier les antécédents des acheteurs potentiels dans l'attente de la mise sur pied d'un fichier national informatisé.

Sauvages à la presse du National Rifle Association (NRA), le puissant lobby favorable à la liberté des ventes d'armes, le Congrès a longtemps été réticent à se saisir du problème. Mais la hausse continue des meurtres par arme à feu a fait évoluer les mentalités. En 1966, 16,5 millions d'armes de poing étaient déjà en circulation aux États-Unis et le nombre de meurtres commis avec ce type d'armes dépassait les 4 200. Vingt-cinq ans plus tard, les chiffres sont passés à 70,6 millions d'armes et plus de 13 000 meurtres. Le nombre total de morts par arme à feu atteint 37 000 par an. Selon un sondage du *Washington Post*, le crime est devenu le problème numéro un du pays pour 21 % des Américains, loin devant le chômage (9 %) et la santé (8 %). — (AFP)

Un ex-pacifiste au Pentagone

Le président Bill Clinton, qui a eu à plusieurs reprises des difficultés avec ses nominations de hauts fonctionnaires, voit un de ses choix à nouveau contesté au Sénat, celui du futur secrétaire adjoint à la défense chargé des opérations de maintien de la paix et du respect de la démocratie. Pour ce nouveau poste du Pentagone créé par le secrétaire à la défense les Aspin, l'administration a choisi Morton Halperin, un spécialiste des questions militaires inconnu du grand public mais très influent dans les milieux de la défense.

M. Halperin n'est pas un choix anodin. Ancien responsable du très progressiste Mouvement de défense des droits civiques ACLU (American Civil Liberties Union), il avait travaillé dans l'administration républicaine de Richard Nixon, avant d'en démissionner au milieu des désaccords sur la guerre du Vietnam. Plus, ses adversaires républicains l'accusent d'avoir pris position en faveur d'un « aspin renégat », Philip Agre, un agent de la CIA qui avait divulgué dans les années 70 les noms de ses anciens collègues. Cette imprudence volontaire avait facilité l'assassinat en 1977 de l'un d'eux, Richard Welch, en poste à Athènes. « Je n'ai jamais aidé Philip Agre, et j'ai condamné son action », s'est indigné vendredi 19 novembre M. Halperin lors des premières auditions. Le vote du Sénat ne devrait avoir lieu que l'an prochain. — (AFP)

Le Sénat débat à son tour de l'ALENA. — Après la Chambre des représentants, le Sénat a commencé à débattre de l'Accord de libre-échange nord-américain, et la chambre haute du Congrès devrait adopter l'ALENA samedi 20 novembre. Les dirigeants démocrates et républicains du Sénat reconnaissent que l'approbation de l'accord qui lie les États-Unis, le Canada et le Mexique ne devrait poser aucun problème. Selon le décompte d'une agence de presse américaine, cinquante-quatre sénateurs devraient voter pour l'ALENA, trente-cinq contre, onze étant encore indécis vendredi matin. — (AFP)

Un lycéen new-yorkais blessé dix-sept personnes en jetant de l'acide. — Un lycéen de dix-sept ans a blessé dix-sept personnes vendredi 19 novembre en jetant de l'acide sur un groupe dans un couloir d'un lycée du quartier des Queens, à New York. Un membre de l'administration du lycée, brûlé au deuxième degré au visage, et trois élèves ont dû être hospitalisés. L'auteur du jet d'acide, Andrea Henry, qui a été interpellé et mis en examen, voulait se venger d'un de ses camarades, mais ne l'a pas atteint avec le liquide. — (AFP)

La justice ordonne au Pentagone de réintégrer un élève officier homosexuel. — Pour la première fois, une cour fédérale a ordonné, mardi 16 novembre, au Pentagone, de réintégrer un militaire exclu pour cause d'homosexualité. La cour du district de Columbia a exigé de la Marine la réintégration d'un élève aspirant, Joseph Steffan, obligé de démissionner de l'école militaire en 1987 après qu'il eut reconnu son homosexualité. — (AFP)

AFRIQUE

NIGÉRIA

Protestations et fatalisme après le retour au pouvoir des militaires

Lagos reprenait lentement son visage normal — embouteillages et foules affairées —, dans la matinée du samedi 20 novembre, après une semaine de haute tension. La classe politique en était encore à digérer le discours du nouveau chef de l'État, le général Sani Abacha et la dissolution de toutes les instances démocratiques (*le Monde* du 20 novembre), tandis que la presse, d'ordinaire si remuante, se montrait curieusement avare de commentaires. Un certain fatalisme est venu s'ajouter aux protestations.

LAGOS

Occupés avant tout à survivre, la plupart des Nigériens acceptent avec fatalisme le retour au pouvoir des militaires, avec l'indéniable espoir qu'une « main forte » parviendra à les tirer hors du marasme économique. « Pour qu'on ait la paix, c'est tout ce qu'on demande », s'exclame à la télévision une « *market woman* », l'une des marchandes en boubou qui contrôlent le commerce alimentaire dans les villes.

La centrale syndicale, le Nigerian Labour Congress (NLC), a pourtant appelé vendredi à poursuivre la grève générale, pour contraindre le nouveau régime à revenir, au moins partiellement, sur la hausse des prix des carburants. Le fait que le général Abacha ait ordonné la reprise du travail sans mentionner vraiment dans son discours la cause de la grève est « totalement inacceptable », déclare un responsable du NLC. Ce mot d'ordre a peu de chance d'être suivi au-delà

de lundi, la pénurie de carburants dans les stations-services restant de toute façon beaucoup d'employés chez eux. Mais il s'agit de montrer aux militaires que nombre de Nigériens qui ont fait au cours des derniers mois l'apprentissage, même balbutiant, de la démocratie, ne renonceraient pas facilement dans le rang.

Un mort et de nombreux blessés

De violents incidents ont encore opposé, vendredi matin, étudiants et policiers dans trois villes du sud-ouest yorubas, Abokuta, Akure et surtout Ogbomoso, dans l'État d'Oyo, où l'on aurait relevé un mort et « de nombreux blessés » selon le mouvement *Campaign for the democracy*.

Dans les rangs de l'opposition, on se raccroche maintenant à la « conférence constitutionnelle »

dotée de « pleins pouvoirs constitutifs », promise par le général Abacha. Ce serait l'occasion de mettre à plat les problèmes posés par les revendications des minorités ethniques, notamment pour un partage plus équilibré de la ressource pétrolière, sans remettre en cause le cadre fédéral.

Sans quitter ses lunettes noires et le stick qu'il tient toujours à la main, le général Abacha a gagné Abuja où il mène d'intenses consultations en vue de former son équipe gouvernementale, qui sera composée de ministres, et 200 de secrétaires d'État, preuve qu'elle est appelée à durer. Comme à son habitude, le général se tient soigneusement à l'écart des journalistes. Mais le très dévoué porte-parole de l'armée, le colonel Fred Chijoka, a indiqué que le nouveau régime « n'est pas un rejeton du régime Babangida ».

Dans les trente États de la fédération, les gouvernements ont commencé, vendredi, à remettre leurs pouvoirs aux commandants de la police ou de l'armée, en attendant la nomination d'administrateurs civils. Les quelque 680 députés et sénateurs de l'Assemblée nationale n'ont jusqu'à jeudi pour restituer leurs votes, laisser passer et téléphoner, tous les attributs des hommes « importants » qu'ils ne sont plus. Selon le magazine *Tempo*, qui a eu des contacts avec de « jeunes officiers », l'armée était particulièrement irritée par « l'avidité et le manque de fiabilité » des élus du peuple devenus à ses yeux des « professionnels de la corruption ».

Des gens qui connaissent personnellement le général Abacha affirment que celui-ci a pris le pouvoir sous la « très forte pression » de deux groupes concurrents au sein de l'armée : des « patriotes » soucieux de « purifier » les milieux politiques, qui menaient de passer au crible la gestion du président Ibrahim Babangida, créant ainsi un dangereux précédent ; et des officiers plus préoccupés de leurs propres intérêts.

L'archevêque de Lagos, Mgr Olu-bunmi Okeke, indomptable président de l'Association des chrétiens du Nigeria, résume sans doute le sentiment de nombre de ses compatriotes lorsqu'il déclare au quotidien *The Guardian* : « Ceux qui arrivent maintenant au pouvoir, beaucoup d'entre eux ont fait de l'enrichissement. Maintenant la voie est largement ouverte. Font-ils eux aussi piller l'économie ? »

MICHEL MARINGUES

L'Union européenne et les États-Unis envisagent des sanctions

La Grande-Bretagne a prévenu le général Sani Abacha, vendredi 19 novembre, qu'elle étudiait avec ses partenaires étrangers des sanctions à l'encontre du gouvernement nigérien. Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a déclaré au Parlement que la patience de la Grande-Bretagne vis-à-vis de son ancienne colonie était arrivée à son terme.

« En liaison avec ses partenaires de l'Union européenne, la France examine les conséquences

du recul démocratique au Nigeria », a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, selon lequel Paris « déplore vivement la prise du pouvoir par les forces armées et la dissolution des institutions élues au Nigeria ». « Les choses empirent », a estimé à Washington le porte-parole du département d'État, lequel avait déjà indiqué qu'il envisageait des sanctions contre le nouveau pouvoir nigérien. — (Reuters)

COTE-D'IVOIRE

Retour du président Houphouët-Boigny après six mois d'absence

ABIDJAN

C'est par un communiqué laconique, lu vendredi 19 novembre à la télévision, que les Ivoiriens ont appris le retour de leur président après 189 jours d'absence. À bord d'un appareil sanitaire en provenance de Genève, Félix Houphouët-Boigny (quatre-vingt-huit ans) est arrivé, dans l'après-midi, à Yamoussoukro, son village natal devenu capitale politique.

Ce retour s'est effectué dans la plus grande discrétion. Seuls quelques membres du gouvernement, conduits par le premier ministre Alassane Ouattara et des proches du « Vieux », une appellation familière de ses compatriotes, ont été admis à l'aéroport. Les rares journalistes présents n'ont été refusés. Le président a regagné sa résidence à bord d'une ambulance. Aucune précision n'a été fournie sur son état de santé, qui suscite

une vague de rumeurs sans précédent à Abidjan.

M. Houphouët-Boigny avait quitté l'aéroport de Genève allongé sur une civière, selon des témoins cités par l'AFP. Il était officiellement en convalescence depuis le 1^{er} novembre. Opéré de la prostate le 2 juin dernier à Paris, il avait été de nouveau admis à l'hôpital Coccio le 9 octobre à la suite d'un malaise provoqué, selon de bonnes sources, par le jeûne qu'il avait observé sur les conseils de certains membres de son entourage. Sa dernière apparition publique remonte au mois d'août dernier. Il avait alors reçu dans son hôtel particulier de la rue Messier, à Paris, une équipe de la télévision nationale. Il avait à cette occasion déclaré qu'il se portait bien et qu'il reviendrait bientôt.

J.-K. F.

SOMALIE

Alliance contre le général Aidid

Deux factions opposées au général Mohamed Farah Aidid ont annoncé, vendredi 19 novembre, qu'elles avaient formé une Alliance pour le salut de la Somalie (SSA) et demandé à l'ONU et aux États-Unis de maintenir leurs troupes sur place. « Nous n'attaquerons pas, mais si Aidid tente d'attaquer un mouvement ou une organisation, les deux sont prêts à se défendre », a affirmé Ali Mahdi, chef de l'une des factions de l'Alliance.

Les dirigeants de la SSA ont décidé de ne pas négocier avec le général Aidid avant qu'il ne respecte le cessez-le-feu, désarme ses miliciens, et reconnaisse les conseils locaux mis en place sous les auspices de l'ONU. « Nous voulons la paix, mais Aidid attend le départ des Américains, nous devons donc préparer notre défense », a déclaré l'un des fondateurs de l'Alliance. — (AFP)

BURUNDI

L'OUA a décidé l'envoi d'un contingent

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a décidé d'envoyer prochainement au Burundi un contingent de 200 personnes — 180 militaires et 20 civils — pour une durée de six mois, à-t-on appris, vendredi 19 novembre, au siège de l'OUA. L'organisation a également décidé, à la demande du gouvernement burundais, d'établir « une commission internationale pour enquêter sur le coup d'État manqué du 21 octobre et les assassinats qui ont eu lieu ».

D'autre part, une organisation humanitaire britannique, Actionaid, a demandé à l'ONU d'engager une action d'urgence au Burundi. « Une tragédie humaine, comparable dans son ampleur avec les souffrances de la Bosnie et de la Somalie, pourrait se produire en Afrique centrale, à moins que les Nations unies n'organisent une action efficace », a plaidé Actionaid. — (AFP, Reuters)

EN BRIEF

BRESIL : la police expulse 6 000 paysans sans terre. — La police brésilienne a eu recours aux chiens, aux grenades et aux gaz lacrymogènes vendredi 19 novembre pour expulser 6 000 paysans sans terre qui occupaient deux fermes depuis six semaines, ont dit la police et des témoins. Quelque 2 000 policiers, appuyés par des hélicoptères, ont investi les propriétés Jangada et Ribeiro dos Bugres, dans l'État de São Paulo, lors de la plus grande opération de ce genre après que les propriétaires terriens eurent obtenu un arrêt de justice autorisant l'expulsion des squatters. Les membres des 2 500 familles de paysans concernées ont tenté dans un premier temps de résister mais ont dû reculer. — (Reuters)

COMORES : nouveau rapport des élections législatives. — Les élections législatives, dont le premier tour devait avoir lieu dimanche 21 novembre, ont été reportées pour la quatrième fois en cinq mois, à des dates qui

n'ont pas été fixées, a-t-on appris vendredi de source diplomatique à Maroni. L'opposition avait l'intention de boycotter le scrutin de dimanche, le gouvernement ayant dissous la commission électorale nationale et nommé à sa place un nouveau bureau électoral. — (AFP)

ÉGYPTE : accord avec Israël pour la construction d'un gazoduc. — L'Égypte et Israël se sont mis d'accord pour lancer immédiatement les préparatifs à la construction d'un gazoduc entre les deux pays pour le transport de gaz naturel égyptien, a annoncé, vendredi 19 novembre, le ministre israélien de l'énergie, Moshe Shaleh. Les deux pays vont s'adresser à une société européenne afin qu'elle mette au point l'aspect technique de l'opération. — (AFP)

GUINÉE-ÉQUATORIALE : une « parodie de démocratie ». — Le département d'État a estimé, vendredi 19 novembre, que les élections législatives du 21 novembre (le

Mardi du 20 novembre) risquent d'être « une parodie de démocratie », conforme au bilan de « brutalité et de répression » du régime et a appelé le gouvernement à libérer les prisonniers politiques. Les responsables des partis qui contestent ces élections ont été harcelés physiquement et n'ont pas eu un accès équitable aux médias audiovisuels, a souligné Christine Shelley, porte-parole du département d'État. — (AFP)

HAITI : le général Cédras dénonce le plan de « martelage » de la communauté internationale. — Le général Raoul Cédras, chef de l'armée haïtienne, a dénoncé jeudi 18 novembre à Port-au-Prince l'embargo contre Haiti, le qualifiant de « plan cynique de mort lente par la faim » mis au point par la communauté internationale. Le général, qui s'exprimait à l'occasion de la fête de l'armée, a appelé celle-ci à l'unité, à la vigilance et au maintien de sa « détermination et de sa sérénité ».

« Nous sommes à la veille du dernier combat qui sera gagné grâce à votre discipline, votre loyauté, votre sens de la responsabilité et votre lucidité », a déclaré le général Cédras. — (AFP)

INDE : fin de la grève au Cachemire. — Les dirigeants musulmans de Srinagar ont décidé, vendredi 19 novembre, de mettre fin à une grève qui paralysait depuis le 16 octobre la « vallée » du Cachemire. Mais l'un des principaux dignitaires religieux de la communauté, Abbas Ansari, a averti Delhi qu'un mouvement serait relancé dans six jours si les forces indiennes ne démantelaient pas leurs postes aux entrées de la mosquée de Hazratbal. La grève marquait une protestation contre le siège de ce sanctuaire, qui s'est achevé le 16 novembre par la reddition des séparatistes qui s'y étaient retranchés. — (AFP)

MALI : violente manifestation de commerçants accusés de fraude. — Cent dix personnes ont été interpellées, mercredi 17 et

jeudi 18 novembre à Bamako, à la suite d'une manifestation violente, organisée par des commerçants soupçonnés par les autorités de se livrer à la fraude fiscale. Les manifestants qui entendaient protester contre la saisie, mercredi, de leurs marchandises au marché de Bamako, ont brisé des feux de signalisation, attaqué des véhicules de transport en commun et brûlé deux véhicules appartenant à l'État. Selon les estimations des milieux informés, le Mali perd 100 milliards de francs CFA (2 milliards de francs) par an à cause de la fraude. — (AFP)

PÉROU : trois blessés graves dans un nouvel attentat à la voiture piégée à Lima. — Une voiture piégée contenant 30 kilos de dynamite a explosé vendredi 19 novembre dans le nord-est de Lima, faisant trois blessés graves et des dégâts matériels importants, a-t-on appris de source policière. L'explosion, qui s'est produite très tôt le matin, a projeté des débris de la voiture sur

les édifices de la place Camacho dans le district de Surco. — (AFP)

TOGO : report des élections législatives. — Le gouvernement a indirectement annoncé, vendredi 19 novembre, le report des élections législatives, prévues pour les 19 décembre et 2 janvier, sans fixer de nouvelles dates. Dans un communiqué, il a indiqué que les nouvelles listes électorales devront être « mises au propre par bureaux de vote », avant le 22 décembre, et les cartes d'électeur distribuées avant le 2 janvier. — (AFP)

VÉNÉZUELA : au moins dix soldats tués dans une embuscade près de la frontière colombienne. — Au moins dix soldats vénézuéliens, peut-être quinze, ont été tués jeudi 18 novembre dans une embuscade dans l'État d'Apure près de la frontière avec la Colombie, ont indiqué des responsables militaires. — (AFP)



POLITIQUE

Après le vote de la réforme du droit d'asile

La mise en cause du Conseil constitutionnel indigné les socialistes et embarrasse l'UDF

La réforme du droit d'asile, votée vendredi 19 novembre, a été adoptée par 698 voix contre 157. Le projet de loi constitutionnelle relatif aux « accords internationaux en matière de droit d'asile ». La majorité des trois cinquièmes (513 voix) requise pour valider toute modification de la loi fondamentale a ainsi été confortablement atteinte. La vive critique du Conseil constitutionnel à laquelle s'est livré M. Balladur a été séchement condamnée par les socialistes. Si une partie de l'UDF partage l'analyse du premier ministre, une autre n'entend pas que soit remise en cause une institution qui doit son essor à M. Giscard d'Estaing.

Versailles, lui a donné une nouvelle force. Sous les applaudissements d'une majorité ravie de se voir restaurée avec un tel éclat dans ses prérogatives constituant, Edouard Balladur s'est livré à une charge étonnante. « Depuis que le Conseil constitutionnel a décidé d'étendre son contrôle au respect du préambule de la Constitution, cette institution est conduite à contester la conformité de la loi au regard de principes généraux, parfois plus philosophiques et politiques que juridiques, quelquefois contradictoires et, de surcroît, conçus à des époques bien différentes de la nôtre ».

Le refus de vote de M. Giscard d'Estaing

Le chef du gouvernement se souvient probablement que cette « extension » a débuté le 16 juillet 1971, sous la présidence de Georges Pompidou - il était lui-même à l'époque secrétaire général adjoint de l'Elysée - lorsque le Conseil constitutionnel, saisi par Alain Poirer, alors président du Sénat, de la loi sur le droit d'association, a inclus pour la première fois le préambule de la Constitution dans le « bloc de constitutionnalité » ; l'Elysée, à l'époque, avait été fort mécontent de cette leçon donnée par une institution présidée par un fidèle du général de Gaulle, Gaston Palewski. Bien peu de parlementaires de la majorité ont rappelé que cet épisode de juillet 1971 est à l'origine de la « dérive » qu'ils dénoncent. Le sénateur Étienne Dailly (Rassemblement, Seine-et-Marne) a été, en fait, le seul à rafraîchir la mémoire de ses amis.

Cette mise en cause du Conseil constitutionnel a en tout cas sou-

levé une vive émotion chez les socialistes qui ne s'étaient déjà pas privés, ces dernières semaines, de rappeler qu'ils n'étaient jamais allés aussi loin lorsque les gardiens de la Constitution leur avaient cassé, à eux aussi, bien des traces en 1982 lors de la loi sur les nationalisations. « C'est la première fois qu'on assiste à une charge aussi violente », s'est indigné Laurent Fabius, vendredi soir au micro de France-Inter, soulignant que la France est « dans un état de droit », et accusant Edouard Balladur de chercher « probablement à faire pression » sur le Conseil. Martin Malvy, président du groupe PS de l'Assemblée nationale, a également jugé, dans des couloirs de Versailles, les propos du premier ministre « extrêmement graves ».

Mais aurait-on oublié que l'objet initial de cette révision était le droit d'asile ? Car la Journée de Versailles a confirmé à quel point ce droit sort notablement redéfini de la révision. M. Balladur a en effet expressément indiqué que la Constitution fera désormais de « l'octroi de l'asile une prérogative de l'Etat et non plus seulement un droit de l'individu », alors que le préambule ne reconnaît que le « droit » du « persécuté ». D'autre part, le premier ministre a précisé que « la protection constitutionnelle de ce pouvoir souverain ne se limitera plus aux seuls combattants de la liberté, elle s'étendra à toutes les autres catégories de demandeurs d'asile ».

Cet « élargissement » sans conditions du champ des bénéficiaires de l'asile - récemment appelé « amendement Duvalier » (1) par Julien Dray (PS, Essonne) - avait pourtant été rejeté lors des débats de l'Assemblée constituante en

mars et avril 1946 sur ce préambule aujourd'hui controversé au motif que l'on pouvait être « persécuté » tant en ayant été « fasciste » (le Monde du 19 novembre).

Le troisième fait notable de cette journée, enfin, aura été le refus de Valéry Giscard d'Estaing de prendre part au vote. Dès le début de cette affaire, il avait souligné qu'il ne souhaitait pas que la Constitution soit trop souvent révisée. L'ancien président de la République a peut-être aussi été froissé par la mise en cause du Conseil constitutionnel, lui qui avait suscité la réforme de 1974 permettant la saisine de Conseil par les parlementaires. Charles Millon a confirmé cet embarras d'une partie de l'UDF en invitant à « la raison », sur France 2, avec son autorité de président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, les membres de la majorité qui orchestrent la fronde contre le Conseil constitutionnel.

L'ancien président de la République n'a pas toutefois été le seul à s'être démarqué des enseignements de vote des groupes de la majorité. Les députés battus aux accords de Schengen se sont nu abstenus - comme Pierre Mazeaud (RPR), Alain Grotteray (UDF) - ou ont voté contre, tels Philippe de Villiers (UDF). Quant aux socialistes, ils ont eux aussi leurs « dissidents » en la personne d'André Labarrière et de Michel Charasse, notamment, qui ont approuvé le texte de révision.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Le gouvernement français avait accordé l'asile le 7 février 1986, à l'ancien directeur militaire Jean-Claude Duvalier.

Les travaux du Parlement

Les députés adoptent la réforme du statut de l'imprimerie nationale

Les députés ont adopté, vendredi 19 novembre, en première lecture, le projet de loi modifiant le statut de l'imprimerie nationale, qui deviendra une société nationale détenue par l'Etat alors qu'elle est actuellement une direction centrale du ministère du budget. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PC et le PS contre. Le projet avait été approuvé au Sénat, en première lecture, le 19 octobre dernier (le Monde du 21 octobre). Le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, en défendant son projet, a rappelé devant les députés qu'il avait trouvé cette idée de réforme dans les cartons de Michel Charasse, un de ses prédécesseurs socialistes.

« La réforme est rendue nécessaire par les directives européennes, qui ne permettent plus le privilège d'impression pour le compte des administrations », a expliqué Jean-Jacques Jégou (UDF, Val-de-Marne), rapporteur du projet au nom de la commission des finances. En revanche, le monopole sera maintenu pour la réalisation des « documents déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures

particulières de sécurité » comme les cartes d'identité, les passeports ou les visas, et le « patrimoine national » que constitue l'imprimerie nationale sera préservé.

Bien que M. Sarkozy ait à plusieurs reprises assuré que « cette réforme ne s'inscrit pas dans une logique de privatisation », les députés de tous les groupes ont souhaité que soit inscrit dans le projet, conformément à un amendement de la commission des finances, que « la totalité du capital » de la société nationale sera « détenue, directement ou indirectement, par l'Etat ». Le ministre a accepté cette disposition d'autant que le terme « indirectement » permettra à des partenaires publics, tels la Poste ou France Télécom, clients privilégiés de l'imprimerie nationale, d'entrer ultérieurement dans le capital de la nouvelle société. « Mais la part de l'Etat ne descendra pas en dessous de 51 % », a précisé M. Sarkozy à la demande de Louis Mexandeau (PS, Calvados).

C. B.

La loi quinquennale sur l'emploi a été approuvée

Les députés ont adopté, jeudi 18 novembre, par un vote à main levée, le texte élaboré, lundi 15, par la commission mixte paritaire Assemblée-Sénat sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PC contre. Les sénateurs ont approuvé ce texte vendredi, au scrutin public, par 224 voix (RPR-UDF) contre 88 (PS-PC).

Devant l'Assemblée nationale, le ministre du travail s'est félicité que « l'appel du premier ministre à compléter le projet » ait bien été « entendu » par le Parlement. « L'apport du Sénat a été particulièrement riche, notamment en ce qui concerne les créations d'entreprises ou la réduction, à titre expérimental, de la durée du travail », a-t-il précisé au palais du Luxembourg. « C'est la raison pour laquelle le gouvernement n'a présenté aucun amendement aux conclusions de la CMP [commission mixte paritaire] », devait souligner Michel Giraud devant les deux Assemblées.

L'envie ne lui en a pourtant pas manqué, sur deux points au moins. D'une part, le gouverne-

ment aurait aimé supprimer l'obligation de formation, introduite par les sénateurs, lors du renouvellement d'un contrat d'insertion professionnelle pour les jeunes ; d'autre part, il aurait préféré, d'autre part, ne pas accorder le bénéfice, pour les salariés ayant des enfants à charge et qui en font la demande, d'une répartition de la durée annuelle du travail sur tout ou partie de l'année. Cette dernière disposition avait été réintroduite en CMP par les députés, alors que le gouvernement voulait la mettre en réserve pour la future loi sur la famille promise pour une date indéterminée.

Mais Michel Péricard (RPR) et Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind.), respectivement présidents des commissions des affaires sociales de l'Assemblée et du Sénat, avaient, avec détermination, fait savoir à Matignon qu'ils n'accepteraient pas d'amendement gouvernemental lors de l'examen de la CMP, sous peine de refuser de voter le texte.

CLAIRE BLANDIN

FORMATION PROFESSIONNELLE : les députés créent une commission d'enquête. - Les députés RPR, UDF et PS (les communistes s'abstenant) ont adopté, vendredi soir 19 novembre, une proposition de résolution présentée par une soixantaine de députés centristes, visant à créer une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds affectés à la formation professionnelle. Cette proposition signée notamment du président de la commission des finances, Jacques Barrot, observe « une inadéquation évidente entre les efforts financiers entrepris et la faiblesse des résultats obtenus » dans ce domaine.

SÉCURITÉ DANS LES STADES : la loi est définitivement adoptée. - Le Parlement a entériné, jeudi 18 novembre, les conclusions de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat sur le projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives, présenté par Michèle Alliot-Marie. La version finale du texte renforce les sanctions frappant les auteurs de troubles provoqués dans les enceintes sportives et institue une incrimination contre toute personne exhibant des insignes, signes ou symboles faisant référence ou rappelant une idéologie raciste ou xénophobe.

Après la validation de la loi organique

Les anciens ministres peuvent être poursuivis devant la Cour de justice de la République

L'affaire du sang contaminé vient de connaître son épilogue constitutionnel. Ce drapeau avait en effet prouvé que le mécanisme de responsabilité pénale des membres du gouvernement pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions était inadéquat. Imposant une « mise en accusation » votée par les deux chambres du Parlement, il transformait tout dossier pénal en problème politique.

Pour sortir de ce dilemme, le président de la République avait inclus dans le projet de révision constitutionnelle, qu'il promettait depuis longtemps, et qu'il a fait déposer par Pierre Bérégovoy en mars 1993, une réforme de la Haute Cour de justice. Avec la modification de la composition et du rôle du Conseil supérieur de la magistrature, c'est le seul élément de ce projet qu'a retenu Edouard Balladur. Il a donc fait

l'objet d'une révision de la Constitution votée par le Congrès le 19 juillet 1993. La loi organique qui en tire les conséquences a été votée par le Parlement - le 6 octobre par l'Assemblée nationale et le 20 octobre par le Sénat. Comme tout texte de cette nature, elle a été obligatoirement soumise au Conseil constitutionnel.

Dans sa décision rendue vendredi 19 novembre, le Conseil l'a validée sans aucune difficulté. Il a simplement souligné que la possibilité nouvelle d'action en réparation de dommages par les plaignants devant les juridictions de droit commun permet « l'exercice d'un recours sans méconnaissance de l'interdiction posée par la loi constitutionnelle de constitution de partie civile devant la nouvelle Cour de justice de la République. Il a aussi précisé que les jugements de

celle-ci devaient « être motivés » et que, la réforme de la Constitution ne l'ayant pas formellement interdit, malgré les demandes de députés RPR, c'est à bon droit que la loi organique prévoit la possibilité de pourvoir en cassation.

Les victimes des transfusions sanguines pour donc pouvoir à nouveau poursuivre les anciens ministres socialistes qu'ils jugent responsables de ce drame, et cela sans que leur plainte soit soumise à un vote du Parlement. Elle devra simplement être acceptée par une « commission des requêtes », composée de magistrats de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. C'est elle qui décidera souverainement s'il y a lieu de transmettre le dossier à la Cour de justice de la République.

Th. B.

A la veille du congrès départemental

Les rivalités persistent au sein du FN des Bouches-du-Rhône

Le Front national n'a jamais eu de chance avec sa fédération des Bouches-du-Rhône. Objet de convoitises et de rivalités personnelles entre potentats locaux, elle a longtemps été ballotée au gré des crises de direction. Depuis deux ans environ, Bruno Mégret s'en est affirmé le vrai « patron » après que Jean-Marie Le Pen eût renoncé à vivre « l'histoire d'amour » qu'il envisageait avec Marseille.

Cependant, le résultat obtenu aux élections régionales de mars 1992 par le député général du FN, largement devancé par Bernard Tapie, de son échec aux législatives de mars dernier ne lui ont pas encore permis de construire l'assise locale qu'il recherche. Malgré les revers électoraux de M. Mégret, la fédéra-

tion des Bouches-du-Rhône du parti d'extrême droite semblait avoir rompu avec les guerres de clans et les règlements de comptes qui avaient fait ses délices à la fin des années 80.

Or, voici qu'une « fuite » concernant la situation financière de la fédération rappelle, à la veille d'un congrès départemental - il doit se tenir le 21 novembre - préparatoire au neuvième congrès national de février prochain, que ces pratiques n'ont pas totalement disparu.

« Fiction politico-financière »

La « fuite » consiste en un document de six pages intitulé « Rapport historique concernant la trésorerie de la fédération des

Bouches-du-Rhône », dont le rédacteur pourrait être Maurice Gros, secrétaire départemental et conseiller régional.

Il fait état de difficultés financières telles qu'elles ont conduit l'auteur « à faire une demande de découvert au Crédit lyonnais à hauteur de 200 « KF », soit 200 000 F. Daté du 21 juillet dernier, ce « rapport » ne pouvait préciser que cette facilité de caisse - elle a été effectivement demandée - a été refusée par la banque. Ce document, qui mêle la confusion et la naïveté, tend à mettre en cause Hubert Savon, conseiller régional et trésorier d'une association de financement du Front national, tout en essayant d'atteindre M. Mégret et l'un des ses collaborateurs parisiens, chargé des « engage-

ments financiers », c'est-à-dire de récolter l'argent pour les campagnes électorales du parti.

Le « rapport » parle d'une « situation financière catastrophique », qui frise la « cessation de paiements », en avançant un déficit de 315 000 F. Interrogé par le Monde, M. Savon admet que la trésorerie fédérale est « en difficulté à la suite des régionales et de Maastricht », mais il affirme que le « rapport » est « un roman de fiction politico-financière ». M. Gros, pour sa part, assure qu'il a été « fabriqué », car « il n'y a pas de rapport Gros ». Il précise que la fédération a traversé une période difficile, mais que celle-ci est résolue au en passe de l'être.

OLIVIER BIFFAUD

Polynésie : rejet de la requête en révision du procès de Pouvanaa à Oopa

La commission de révision de la Cour de cassation a rejeté, jeudi 18 novembre, la requête des avocats de la famille de Pouvanaa à Oopa, le chef autochtone polynésien, aujourd'hui décédé, qui avait été condamné, en octobre 1959, à Papéete (Polynésie française), à huit années de réclusion criminelle pour le rôle qu'il lui était prêt d'une nuit d'émouvoir dont Papeete avait été le théâtre un an plus tôt.

La commission a reconnu que les deux avocats, M^{rs} Michel Tubiana et François Roux, avaient versé au dossier des « faits nouveaux » (le Monde du 13 août), mais elle a jugé que ces derniers ne suffisaient pas à motiver une révision du procès de 1959.

L'analyse du scrutin

Le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile a été adopté par le Congrès du Parlement réuni, vendredi 19 novembre, à Versailles, par 698 voix contre 157 et 20 abstentions. La majorité requise - les trois cinquièmes des suffrages exprimés - était de 513 voix.

■ PARMI LES DÉPUTÉS

Ont voté « pour » :
- 250 RPR sur 257 ;
- 202 UDF sur 215 ;
- 2 PS sur 57 : Martine David et André Labarrière ;
- 13 République et liberté (ex-novo inscrits) sur 22 ;
- 1 non inscrit sur 1 : Michel Noblet.

■ Ont voté « contre » :

- 4 UDF : Jean-Louis Beaumont, Christine Boutin, Jean Desautels et Philippe de Villiers ;
- 53 PS ;
- 22 PC sur 23 ;
- 4 République et liberté : Bernard Tapie, Paul Vergès, Aloyse Warhouver et Emile Zuccarelli ;
- 3 RPR : Raoul Béteille, Xavier Deniau et Pierre Mazeaud ;
- 6 UDF : Yves Bonnet, Laurent Dominati, Alain Grotteray, Hervé Mariton, Pierre Micaux et Yann Piat ;
- 5 République et liberté : Jean-Louis Borloo, Bernard Charles, Régis Fauchnit, Gérard Saumade et Christine Taubira-Delanon ;
- 1 non inscrit sur 1 : Yves Van Haecke ;
- 3 UDF : Jean-François Deniau, Valéry Giscard d'Estaing et Claude Mathuret ;
- 2 PS : Jack Lang et Marius Masse ;
- 1 PC : Louis Pierma ;
- 1 non inscrit sur 1 : Jean-Pierre Fourcade.

■ Ont voté « contre » :

- 2 RDE sur 24 ;
- 89 RPR sur 91 ;
- 3 PS sur 69 : Michel Charasse, Jacques Rocco Serra, et Robert-Paul Vigouroux ;
- 64 UC sur 64 ;
- 45 RI sur 47 ;
- 9 non inscrits sur 10 ;
- 1 RDE : François Abadie ;
- 57 PS ;
- 1 non inscrit : Joëlle Dusseau ;
- 2 RI : Michel Poniatowski et Bernard Sellier ;
- 15 PC sur 15 ;
- 1 RDE : François Giacobbi ;
- 2 RPR : Eric Boyer et Jacques Delong ;
- 7 PS : Guy Allouche, Marcel Bony, Robert Castaing, Marcel Charmant, William Chervy, Aubert Garcia et Roger Quibioz.

■ Ont voté « contre » :

- 2 RDE : André Boyer et Yvon Collin ;
- 2 PS : Gérard Delfau et Jean Peyrard ;
- 2 RI : Michel Poniatowski et Bernard Sellier ;
- 15 PC sur 15 ;
- 1 RDE : François Giacobbi ;
- 2 RPR : Eric Boyer et Jacques Delong ;
- 7 PS : Guy Allouche, Marcel Bony, Robert Castaing, Marcel Charmant, William Chervy, Aubert Garcia et Roger Quibioz.

هكذا من الأهل

SOCIÉTÉ

REPÈRES

ACCIDENT

Déraillement d'un train à Baillargues

Une information judiciaire pour blessures involontaires et infraction à la réglementation de la SNCF a été ouverte, vendredi 19 novembre, par le parquet de Montpellier, après le déraillement d'un train de voyageurs à Baillargues (Hérault). Vingt-deux des cent soixante passagers du Corail qui assurait la liaison Toulouse-Marseille ont été légèrement blessés dans cet accident. Selon les premiers éléments de l'enquête, le train, qui aurait dû changer de voie à 60 km/h, circulait à une vitesse plus de deux fois supérieure. Placé en garde à vue durant quelques heures, le conducteur s'est vu retirer son permis de conduire. Cette affaire sera examinée ce week-end par l'examen de la bande graphique, véritable boîte noire du train. Philippe Varni, procureur adjoint de Montpellier, a refusé que cette bande soit démontée par la SNCF et a nommé pour le faire l'expert qui avait notamment traité les accidents de la gare de Lyon et de la gare de l'Est. (Corresp.)

ANTISÉMITISME

Un professeur de Castres mis en examen

Un enseignant du lycée d'enseignement professionnel de Bord-Basse, à Castres (Tarn), a été mis en examen, vendredi 19 novembre, pour incitation à la haine raciale et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Ancien instituteur, âgé de soixante-deux ans, Paul Matet, en poste au lycée de Bord-Basse depuis douze ans et chargé de l'enseignement du français et des mathématiques aux apprentis, a profité d'une manifestation de lycéens, jeudi 18 novembre, pour interpeller les jeunes manifestants en leur demandant de l'aider à « sauver la France » et pour faire circuler des tracts signés du Mouvement chrétien antisémite. Ceux-ci s'en prenaient violemment à « Mitterrand, l'homme des juifs » dont ils réclamaient la démission ainsi que celles du préfet du Tarn et du sous-préfet de Castres, nommé récemment désigné. Invité à quitter l'établissement sur le champ par le proviseur, M. Matet finit par obtempérer en promettant de « recommencer ailleurs ». Ce qu'il faisait dans l'après-midi même, alors que 1 500 lycéens environ manifestaient dans les rues de Castres. (Corresp.)

MANIFESTATION

Deux cents personnes dénoncent l'opération contre le PKK

Trente et un Kurdes, sur les cent onze qui avaient été interpellés la veille lors de la vaste opération de police dirigée contre les sympathisants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), étaient toujours maintenus en garde à vue vendredi soir 19 novembre, en vertu des textes concernant les affaires de terrorisme. Gultekin Kavak, vingt-sept ans, et Aydin Sercan, vingt-neuf

ans, considérés par les enquêteurs comme les dirigeants du PKK en France, figurent parmi les personnes maintenues en garde à vue. Des sources judiciaires, on indique que la plupart des interpellés sont en situation régulière en France et exercent un travail régulier. En guise de protestation, quelques deux cents hommes, femmes et enfants, ont occupé la cathédrale Notre-Dame de Paris pendant quelques heures avant d'en être chassés par les CRS à la demande du clergé de la cathédrale. Les manifestants entendaient observer une grève de la faim pour obtenir la libération de leurs compatriotes interpellés.

NICE

L'extradition de Jacques Médéric demandée à l'Uruguay

Paul-Louis Aumérat, procureur de la République à Nice, a indiqué, vendredi 19 novembre, que l'extradition de Jacques Médéric, réfugié à Punta-del-Este depuis le mois de septembre 1990, a été réclamée le 12 novembre aux autorités uruguayennes. Cette démarche fait suite à un mandat d'arrêt délivré en juillet contre l'ancien maire de Nice, après la mise en examen de Francis Guillot, PDG de la SEREL (Société d'études et de réalisation électriques et électroniques), qui utilisait une caisse noire à des fins de corruption. Jacques Médéric aurait ainsi reçu une somme de 4 millions de francs provenant de cette caisse noire, ce qu'il a démenti depuis son exil sud-américain. Le mandat a été transmis par voie diplomatique aux autorités de Montevideo, a fait savoir le procureur, selon lequel il n'existe pas de convention d'extradition entre les deux pays, mais il a précisé qu'elle « pouvait aboutir dans le cadre de la réciprocité et de l'entraide entre les deux États ». Cette demande est assortie de l'arrestation provisoire de Jacques Médéric, à Punta-del-Este.

RELIGIONS

Le cardinal Etchegaray dénonce le drame des enfants-soldats

Au cours d'une conférence internationale consacrée aux enfants, le cardinal Roger Etchegaray a déploré, vendredi 19 novembre, au Vatican, que les enfants soient les principales victimes des conflits et dénoncé le drame des enfants-soldats, « victimes et outils de guerre ». Ambassadeur itinérant du pape dans les zones de guerre et les régions à risques, il a souligné qu'au cours des dix dernières années plus d'un million d'enfants ont été tués. Quatre millions ont été mutilés et sont restés handicapés. Cinq millions ont été déplacés ou se sont retrouvés dans des camps de réfugiés, et plus de douze millions sont des orphelins de guerre. Évoquant les enfants à peine âgés de dix ans intégrés dans des groupes armés, le cardinal a déclaré : « Il s'agit là d'une forme odieuse de servitude. Ces enfants sont souvent soumis à des traitements cruels ou à des rites sauvages visant à les endurcir au combat ».

EN BREF

BLANCHIMENT : le juge Thierry Jean-Pierre reçu à Matignon. — Le juge manœuvre Thierry Jean-Pierre a été reçu, vendredi 19 novembre, par un collaborateur du premier ministre Edouard Balladur, auquel il a présenté son projet de constitution d'un office de lutte contre le blanchiment de l'argent sale. Le juge a expliqué qu'il fallait « faire un audit de tous les organismes » intervenant en la matière. Auteur d'un ouvrage paru à l'automne, *Crime et blanchiment* (Editions Fata Morgana), le juge Jean-Pierre enquête, depuis plusieurs mois, sur les comptes de l'industriel Roger-Patrice Pelat, un proche du président Mitterrand décédé en 1989.

CATASTROPHE : plusieurs dizaines de morts dans l'incendie d'une fabrique de poupées chinoises. — Au moins 81 personnes seraient blessées, le 19 novembre, au cours de l'incendie d'une fabrique de poupées qui s'est produite dans le sud de la Chine, à Kuoyang, à 50 km au nord-est de Hongkong. Selon les journaux qui ont révélé la catastrophe, la ma-

ÉDUCATION

Visant notamment à assurer une formation obligatoire en arts plastiques et en musique

Quatre ministères relancent l'enseignement artistique à l'école

Quatre ministères — éducation nationale, culture et francophonie, enseignement supérieur et recherche, jeunesse et sports — ont signé, le 17 novembre, un protocole d'accord relatif aux enseignements artistiques. Décidé à leur donner un « nouvel élan », les quatre « parrains » entendent, tout d'abord, faire appliquer la loi du 6 janvier 1988, votée sous la première cohabitation, afin d'assurer à chaque élève la formation obligatoire en arts plastiques et en musique ou collage (une heure hebdomadaire pour chaque discipline).

Un effort avait été porté, l'an dernier, sur le dispositif en lycée. L'option « histoire des arts » y côtoie désormais le cinéma-audiovisuel, le théâtre-expression dramatique, les arts plastiques et la musique, les quatre domaines artistiques donnant lieu à un enseignement optionnel en classe de seconde et en première et terminale de la filière littéraire. Créé officiellement par un arrêté du 9 novembre 1993 (JO du 18 novembre), cet enseignement fera l'objet d'une évaluation au

cours de l'année scolaire 1994-1995. En outre, à l'université, les arts bénéficient désormais d'un diplôme d'études universitaires générales (DEUG).

Les quatre ministères souhaitent désormais renforcer leur action sur l'école, en développant par exemple, dès 1994, des « plans locaux pour l'éducation artistique », conclus entre les collectivités territoriales et les professionnels de la culture, en mettant à contribution plus étroitement les contrats d'aménagement du temps de l'enfant promus par le ministère de la jeunesse et des sports en primaire.

Le plan de Jack Lang jeté aux oubliettes

S'appuyant sur près de quinze années d'acquis et de constats, le nouveau protocole d'accord jette, en revanche, aux oubliettes le plan quinquennal de promotion des enseignements artistiques qu'avait ficelé in extremis Jack Lang avant mars 1993. Celui-ci avait comme objectif d'assurer, à terme, la présence d'un atelier de pratique artistique dans chaque

école ou collège. Or, on n'en compte actuellement que 2 600 en France. Par ailleurs, le ministère de l'éducation nationale ne reprend pas à son compte la promesse faite aux 9 000 enseignants d'aligner leurs temps de service, déjà pénalisés du fait du nombre élevé de classes à prendre en charge, sur celui des autres disciplines. Cela provoque, depuis la rentrée, des grèves à répétition dans les collèges.

Pour le ministère de l'éducation, il s'agit tout d'abord de repenser les pratiques « qui ont fait leurs preuves », afin de susciter des pistes de recherche. Assisté d'une mission chargée de travailler « au plus près du terrain », un groupe de travail, composé des représentants des directions des quatre ministères concernés, devrait se pencher périodiquement sur le dossier. Et rendre compte au Haut Comité aux enseignements artistiques, une instance créée par la loi de 1988 qui ne s'est quasiment jamais réunie.

J.-M. Dyl

FAITS DIVERS

Une étudiante tuée à l'arme blanche à Paris

Laure Tamalet, une étudiante des Beaux-arts, âgée de vingt ans, a été découverte morte, jeudi 18 novembre vers 19 heures, dans le hall de son immeuble, rue Riboutte à Paris (9^e). Le corps lardé de coups portés à l'aide d'une arme blanche. La victime, qui rentrait de chez sa grand-mère, menait apparemment une vie sans histoires. Selon les enquêteurs de la 2^e division de police judiciaire (DPJ), le meurtrier semble « s'être acharné sur la jeune femme durant de brefs instants ».

La sœur du président de la SNCF trouvée morte à son domicile. — La sœur de Jacques Fournier, président de la SNCF, Raymonde Fournier, âgée de soixante-deux ans, a été trouvée morte, le visage tuméfié, le 19 novembre, à son domicile, rue de Bellevue à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a-t-on appris de source autorisée. Selon les premières informations, il s'agirait d'un homicide volontaire. La brigade criminelle à Paris a été chargée de l'enquête.

ENTREVUE

MATCH DIANA

Gala

SPÉCIAL CAPITAL

DIMANCHE 21 NOVEMBRE À 20H45

On VOUS PROMET LA UNE!

Avec toujours plus d'enquêtes, Emmanuel Châin vous entraîne dans l'univers de la presse. Qui sont les paparazzi ? Comment montent-ils leurs coups ? Quel est l'envers du décor de vos journaux télé ? Comment Edwy Plenel a-t-il obtenu ses meilleurs scoop ? A quoi Alain Ayache doit-il sa fortune ? Quelle est la recette Ardisson ? Comment est fabriquée la presse locale ? Pourquoi Axel Ganz accumule-t-il les succès ? 90 minutes entièrement consacrées à la presse, dimanche soir sur M6.

le Meilleur

SUIVEZ LA FORME DE FRANÇOISE DEBOUDE

oues franc

la route à détruire les

nable recherche

mentité des vic

مركز العمل

10 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 novembre 1993 •

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

novembre 1993

Drogue : libéraliser ou réprimer ?

Face aux ravages provoqués par la drogue les États sont profondément désarmés : doivent-ils légaliser l'usage des stupéfiants ou renforcer la répression des vendeurs et des consommateurs ?

Australiens : comment les faire vivre ensemble ?

Comment faire vivre ensemble les dizaines de communautés qui habitent ce immense territoire ? Multiculturalisme ou assimilation, le débat est ouvert.

La culture américaine menace-t-elle la culture française ?

Au centre de la polémique sur l'exception culturelle, une question de fond : la France et l'Europe sont-elles menacées par le rouleau compresseur de la culture américaine ?

A lire dans



Le Monde des
DEBATS
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS



Handwritten signatures and notes at the bottom right corner.

ÉCONOMIE

Sur un marché en pleine ouverture

Les chimistes à la recherche de clients en Chine

« Nous devons investir là où se trouve le marché. » Forte de ce principe, les chimistes sont, comme de nombreux industriels, attirés par les pays de l'Est asiatique, les seuls pour l'instant à offrir de véritables perspectives de croissance, contrairement à l'Europe, aux États-Unis ou au Japon. Les investissements sont importants depuis plusieurs années et s'intensifient, spécialement en direction de la Chine.

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Nul doute : la firme Ciba a apprécié le geste de son voisin chinois quand celui-ci a décidé de s'engager sur le marché du nouveau site suisse. Mercredi 20 octobre, aucun bruit et surtout aucune fumée aux effluves nauséabondes ne sont venus incommoder les participants à la cérémonie d'ouverture de ce centre qui fabriquera bientôt des produits pour traiter les maladies des porcs, des buffles ou des poules.

Face à ce bâtiment flamboyant, autour duquel flottent différents idéogrammes géométriques, les dirigeants de la petite unité chimique locale se sont empressés de faire badigeonner de blanc les murs. Posée à la hâte, en l'espace d'une nuit, cette couche de peinture ne parvient cependant pas à masquer complètement la grisaille

due à la pollution, qui s'élève prématurément cette installation. Cette exquise courtoisie de la part des autorités chinoises n'est cependant pas totalement désintéressée. Sous le soleil, et dans le calme ambiant, l'environnement de Wusi Farm, dans la banlieue de Shanghai, offre un cadre bucolique avec ses rizières vertes d'un côté, la mer de Chine de l'autre et, au milieu, des usines. La vitrine est parfaite, et même peut faire rêver les quelques 300 invités présents ce jour-là. Rien de tel pour séduire les investisseurs étrangers comme l'a demandé en 1992 Deng Xiaoping lors d'une visite dans le sud de la Chine.

Aussitôt dit, aussitôt fait ! A en croire les différentes statistiques officielles, l'objectif a été immédiatement atteint. L'an dernier, le nombre de projets a été supérieur au total de ceux enregistrés tout au long de la décennie précédente... Et ce n'est pas fini. « Sur les neuf premiers mois de l'année, nous en sommes déjà à 2 800 projets, alors que l'année dernière nous en avons dénombré 1 800 », énumère non sans fierté Chen Zhili, l'une des adjointes au maire de Shanghai. « La total des investissements a déjà doublé cette année, pour atteindre 6 milliards de dollars. » Comme d'autres grandes métropoles, cette cité entend profiter à plein de l'ouverture de l'économie chinoise vers l'extérieur, grâce au développement de zones économiques spéciales offrant des avantages fiscaux aux étrangers.

Toutes les activités industrielles semblent être sollicitées et, en matière chimique, la proximité du grand complexe national Shanghai Petrochemical Corp. (SPC) est présentée comme un atout. Si les grands groupes internationaux sont présents dans l'empire du Milieu depuis des années, chacun faisant remonter son ancienneté le plus loin possible, le passage d'une simple présence commerciale à une véritable implantation industrielle est bien souvent plus récent. « Le mouvement s'est accéléré depuis deux ans », affirment les différents acteurs de l'industrie chimique.

Pas de bas de gamme

Les réalisations se multiplient, et chaque groupe a au moins une dizaine de projets dans le pays. Rien qu'à Shanghai par exemple, l'américain Du Pont fabrique désormais des produits phytosanitaires, tandis que l'allemand BASF, déjà très présent, a décidé de construire à Pudong la nouvelle zone industrielle, une entreprise de pigments et colorants pour l'industrie textile.

« Pas question d'être des fournisseurs de matières premières de bas de gamme », reconnaissent l'ensemble des intervenants, qui misent « sur une chimie de spécialités plutôt que sur des produits de base » pour s'installer et rentabiliser leurs installations. Et même si l'investissement est alourdi par les normes de protec-

tion de l'environnement exigées, « bien souvent supérieures à celles imposées aux firmes locales », constatent les industriels, sans toutefois le déplorer, les bas niveaux de salaires permettent d'atténuer les coûts d'exploitation.

Mais avant d'en arriver là, il faut pouvoir prendre pied dans le pays. Pour cela, l'investisseur doit obligatoirement s'associer à des partenaires locaux, s'offrant chaque fois d'être majoritaire pour en assurer la gestion. L'étout supplémentaire est ensuite de confier la responsabilité de l'entreprise à un autochtone.

« Dans cette usine de 167 personnes, quelques postes-clés seront tenus par des expatriés, mais aussi par des Chinois diplômés qui sont revenus en pays après six ou sept ans d'études en Europe », indique Jian Jun Li, qui en est l'exemple parfait. A quinquante ans, ce Chinois, responsable aujourd'hui de l'implantation de la nouvelle unité Ciba à Shanghai, a auparavant été imprégné de culture suisse, au siège, à Bâle, avant de rejoindre Hongkong pour développer la branche santé animale. « Au cours de ces vingt-deux mois de construction, nous avons rencontré quelques difficultés mais jamais de véritables problèmes », confie-t-il avec un large sourire, sa connaissance du pays ayant sans doute permis d'aplanir beaucoup d'obstacles.

« La grande différence entre les Chinois et nous, c'est qu'ils pré-

ferent montrer une usine entièrement finie plutôt qu'un chantier en cours d'achèvement. Ils accélèrent les travaux pour être prêts, constate surpris un des responsables suisses du chantier. Malgré la nécessité de reprendre certaines finitions, les dirigeants considèrent que la première phase est terminée. L'investissement de 34 millions de francs suisses (130 millions de francs) est achevé, la production va démarrer.

« La plus dure commence aujourd'hui », affirme Hans-Bert Gärder, directeur de la branche santé animale du groupe, conscient comme ses concurrents des multiples défis, dont deux d'entre eux, la prospection du client et « le maillage du terrain », ne sont pas des moindres. Si tous les industriels apprécient le boom de l'économie chinoise (12 % de croissance en 1992), cette ouverture est une aubaine, mais aussi une source de problèmes. Comment répondre rentablement à la demande, dans un pays aussi vaste qu'un continent sur lequel les régions en développement sont non seulement clairsemées mais aussi très éloignées ? La recherche du client solvable est aussi un casse-tête qui ferait presque regretter aux défenseurs du libéralisme une économie dirigée avec ses contraintes planifiées à l'avance.

DOMINIQUE GALLOIS

REPÈRES

ALLEMAGNE

Le syndicat des mines favorable à la semaine de quatre jours

Tandis que les négociations se poursuivent chez Volkswagen pour l'introduction d'une semaine de 28,8 heures de travail avec réduction de salaire - la prochaine rencontre est fixée à mardi 23 novembre - un autre syndicat de branche emboîte le pas en Allemagne. Le syndicat IGBE des mines et de l'énergie propose à son tour de réduire conjointement le temps de travail et les rémunérations : « Chacun doit temporairement renoncer à une part de son revenu mensuel pour conserver à chacun un emploi », indique-t-il dans un bulletin interne. Dans le secteur du charbon, très déficitaire et qui manque de débouchés, 22 000 emplois sont menacés dans les deux ans à venir. Pour en sauver 10 000 l'an prochain, IGBE propose d'introduire la semaine de quatre jours de travail, compensée par un renforcement à toute augmentation des salaires en 1994 (soit 5 % d'après le syndicat) et par une coupe nette de 5 % supplémentaire. (Corresp.)

TRANSPORTS AÉRIENS

La grève se poursuit à American Airlines

Plusieurs milliers de passagers ont été bloqués au sol aux États-Unis, vendredi 19 novembre, par la grève des personnels navigants d'American Airlines (le Monde du samedi 20 novembre). Par ailleurs, la compagnie aérienne américaine a décidé d'engager des poursuites contre l'APFA, le syndicat des personnels navigants, qu'elle accuse d'organiser « une campagne malveillante et diffamatoire » sur la sécurité des vols.

Des négociations menées depuis plusieurs mois entre les syndicats et la direction de la compagnie ont été rompues dans la nuit de mercredi à jeudi. Les représentants des personnels navigants s'opposent à un projet de la direction visant à augmenter leur productivité. La compagnie proposait une augmentation annuelle moyenne du personnel navigant de 7,5 % pendant quatre ans, moyennant une réduction des effectifs en fonction du remplissage des avions.

INFORMATIQUE

Nouvelles structures de direction chez Bull

Le constructeur informatique français Bull a dévoilé, vendredi 19 novembre, sa nouvelle organisation, avec pour objectif de surmonter l'équilibre des comptes de 1994. Un comité de direction rebaptisé « Bull Executive Board » compte onze membres dont le nouveau PDG Jean-Marie Despeyries, et Thierry Breton, auteur d'un récent rapport sur le télé-travail et désormais chargé de conseiller le président sur la stratégie du groupe. Un conseil opérationnel (Bull Operating Council) réunira « cent femmes et hommes-clés » du groupe.

D'autre part, selon le journal japonais Nihon Keizai Shimbun, Bull a demandé au groupe japonais NEC Corp. d'accroître sa participation dans son capital, qui est actuellement de 4,4 %. NEC a été sollicité pour acheter pour 65 millions de dollars (370 millions de francs) d'actions nouvelles sur une recapitalisation totale de 1,6 milliard de dollars. Le journal cite un dirigeant de NEC qui affirme que sa société « étudierait » la demande de Bull.

EMPLOI

Manifestation silencieuse de 200 salariés du Club Méditerranée

Pour la première fois de son histoire, le Club Méditerranée, premier organisateur français de voyages, risque de licencier des membres de son personnel. Réassemblée en « strike », place de la Bourse, devant le siège social du groupe, plus de 200 employés et cadres parisiens ont manifesté, vendredi 19 novembre, leur opposition au plan de restructuration qui prévoit 293 suppressions de postes en 1994. Une intersyndicale réunissant les trois syndicats représentés dans l'entreprise (CFDT, FO, et SIPC), Syndicat indépendant du personnel du Club Méditerranée, a demandé l'ouverture de nouvelles négociations pour éviter les « licenciements secs » qui, selon eux, pourraient concerner 200 salariés. De son côté, la direction assure qu'« une offre de reclassement sera faite à chaque salarié concerné par le plan social », sans pouvoir assurer la satisfaction de chacun.

INDUSTRIE

En raison de la crise

LVMH réorganise sa branche champagne

Le PDG de LVMH, Bernard Arnault, reprend en main sa branche champagne, déficitaire, et en bouleverse la direction.

Le groupe LVMH, présidé par Bernard Arnault, a annoncé une réorganisation de sa branche champagne. Yves Bénard, auparavant président de la filiale Moët & Chandon-Mercier, devient directeur général des activités champagne, directement rattaché à M. Arnault. Il assurera la « coordination » des trois filiales, Veuve Clicquot, Pommery et Moët & Chandon, dont les trois présidents lui seront rattachés. Il confie la présidence de Moët & Chandon à Pierre Letailleur, actuellement directeur général d'Yves Rocher, après avoir exercé auparavant des responsabilités chez L'Oréal et présidé Petit Bateau. En clair, cela signifie que Bernard Arnault et sa directrice des ressources humaines, M^{me} Lanciaux, sur les conseils de la firme McKinsey, conseiller en organisation, vont d'effectuer un audit, ont décidé une « reprise en main » des trois filiales éprouvées par la crise du champagne, et les ont confiées à des hommes de management qui rendront compte au siège central. Chez Moët, c'est fait.

Pour Veuve Clicquot, le PDG actuel, Joseph Henriot, homme de caractère, n'a pas voulu entériner la nouvelle configuration de la branche champagne, dans laquelle le poste de PDG n'est plus doté du niveau de responsabilité antérieur. Il négocie avec le groupe LVMH pour reprendre, en fin d'année, l'essentiel des activités du « périmètre Henriot », stocks et fonds de commerce, la marque étant restée sa propriété. Le champagne Henriot vient d'effectuer un audit, ont décidé une « reprise en main » des trois filiales éprouvées par la crise du champagne, et les ont confiées à des hommes de management qui rendront compte au siège central. Chez Moët, c'est fait.

RENAULT-VOLVO : la France a donné des assurances écrites aux Suédois. - L'Hôtel Matignon a confirmé vendredi que le premier ministre Edouard Balladur avait écrit à son homologue suédois Carl Bildt au sujet de l'opération de fusion entre Renault et Volvo. Ce message garantissait solennellement que Renault sera bien privatisée et donne des clarifications sur l'action spécifique. Le premier ministre suédois a confirmé qu'il avait bien reçu cette lettre, sans plus d'indications sur son contenu.

Une ampleur surprenante

L'ampleur de cette restructuration a surpris à Reims et à Epernay, où certes les rumeurs courent déjà, notamment sur le départ de M. Henriot. Certains voyaient même M. Bénard partir chez Laurent-Perrier. Certes la branche champagne de LVMH (5 milliards de chiffre d'affaires) perd de l'argent cette année, surtout Pommery, Veuve Clicquot étant un peu au-dessus de l'équilibre et Moët & Chandon se gagnant de l'argent que par son produit de tête la cuvée Dom Pérignon. Elle souffre de sureffectifs,

avec des rémunérations supérieures à la moyenne nationale, surtout chez Moët & Chandon, société réputée vivre sur un grand pied. L'état-major de M. Arnault avait, au premier trimestre, pratiquement imposé aux filiales un plan social assez brutal (quatre-vingt-huit suppressions d'emplois) avec des licenciements, qui a été annulé par la direction départementale du travail et de l'emploi, la justice devant bientôt trancher, sans que LVMH soit sûr de gagner. En Champagne, les mauvaises langues estiment que l'adoption de la nouvelle structure est une sanction pour M. Bénard, qui aurait réagi trop tard à la crise, à l'inverse de la maison Mumm (groupe canadien Seagram) et de Pommery-Heidsieck qui, l'an dernier, avait procédé à vingt-neuf licenciements dans des conditions beaucoup moins douloureuses. Elles qualifient de « placard doré » son nouveau poste de coordinateur alors que chez LVMH, on parle d'« officialisation de situation déjà existante ».

FRANÇOIS RENARD

SOCIAL

Avant l'abandon de plusieurs lignes

TAT European Airlines supprime 339 emplois

TOURS

de notre correspondant

Après avoir exploré vainement la voie de la baisse des salaires pour ses 1 579 salariés, la direction de TAT European Airlines, détenue à 49,9 % par British Airways, a présenté vendredi au comité d'entreprise un plan social qui prévoit 339 suppressions de postes, soit près de 22 % du personnel de la compagnie aérienne du groupe TAT.

La perte nette de TAT-EA, de 132 millions de francs en 1992, sera encore plus lourde cette année. Les pilotes sont globalement les plus touchés avec 114 suppressions de postes sur 339. Deux syndicats, le SNPL et le SNPAC, ont aussitôt annoncé un préavis de grève pour les 25 et 26 novembre. Le plan prévoit également de supprimer 100 emplois d'hôtesse et de stewards, ainsi que 125 postes de personnel au sol.

lancé au début de l'année sur Copenhague, Stockholm, Londres et Munich n'a pas apporté les recettes prévues. TAT-EA prévoit de supprimer les lignes Paris-Castres-Albi et Limoges-Lyon. Subventionnée par les collectivités locales, la première, qui affiche un taux de remplissage de 62 %, a une recette médiocre. Le comité d'entreprise a désigné un expert pour examiner le plan social. De son côté, le PDG, Michel Marchais, assure que 60 personnes sont d'ores et déjà reclassées dans les autres activités du groupe (maintenance des avions, et messagerie avec TAT Express). Par ailleurs, les hôtesse et les pilotes bénéficieraient de préférences d'embauche dans le groupe British Airways. TAT-EA, qui n'a pas vraiment exploité ses droits de trafic sur Roissy-Marseille et Roissy-Toulouse, aimerait en obtenir depuis Orly sur les mêmes destinations et vers Londres. Or le ministre des transports a prévu d'ouvrir les deux lignes françaises à

un seul concurrent et pas avant avril 1995 et 1996, et une ligne Orly-Londres en 1994 devrait être attribuée à Air France. Une plainte a été déposée par TAT-EA à la Commission de Bruxelles. Le seul espoir pour Michel Marchais réside dans un développement des lignes européennes.

ALEXIS BODDAERT

RATP : le Syndicat indépendant appelle à cesser le travail le 26 novembre. - Le Syndicat indépendant de la RATP a appelé « l'ensemble des agents à cesser le travail vendredi 26 novembre », à la suite d'une réunion sur les salaires avec la direction vendredi 19 novembre. Le Syndicat indépendant indique que, lors de cette réunion, la direction a proposé un « cadrage de 1,8 % pour 1994 dont 1 % versé en janvier et 0,8 % en décembre, bien en dessous de celui proposé à la fonction publique ».

Effet de présentation

Or cette présentation commune n'a guère d'importance aux yeux des Allemands. Elle n'est qu'un effet de présentation et laisse chaque pays conduire de façon entièrement autonome sa politique budgétaire. Quant à la politique monétaire : « elle demeure fermement aux mains des autorités nationales » rappelle M. Tietmeyer. L'IME n'a qu'un rôle très secondaire durant la phase deux. Chacun chez soi : telle est également la philosophie développée par Eddie George, gouverneur de la Banque d'Angleterre. L'élargissement de la bande de fluctuation du SME permet à chaque pays de relâcher ses objectifs de change pour se concentrer sur la stabilité interne de sa monnaie (la lutte contre l'inflation), qui est le meilleur moyen, à ses yeux, de se préparer chacun de son côté, à la monnaie unique.

ÉRIC LE BOUCHER

مركز التمويل

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 15 AU 19 NOVEMBRE 1993

PARIS

Bienvenue

INDICE CAC 40
+2,31%

Si Mickey s'était fait tirer les oreilles tout au long de la semaine dernière, avec une baisse de 21,1 % pour Euro Disney, et pour cette simple raison a tenu le devant de la scène cinq séances durent (le Monde daté 14-15 novembre), l'élchisme dant le nom était sur toutes les bouches au cours de la période écoulée n'était pas Merlin l'Enchanteur mais Rhône-Poulenc. Le lancement de la privatisation du groupe chimique a largement mobilisé l'attention des opérateurs qui l'ont trouvée plutôt bienvenue. Amorcée depuis quinze jours, après la rude correction du début du mois de novembre, la reprise s'est poursuivie tout au long des cinq semaines écoulées. Dès lundi, le redressement observé à la veille du week-end s'est confirmé les valeurs françaises réussissant à engranger au terme des transactions un gain de 1 %. Le lendemain, le caractère très technique de la séance en raison des arbitrages dus à la reconstitution de l'indice CAC 40 (trois entrants, trois sortants) et non seulement au pour effet d'accroître le volume des échanges de façon très sensible (6,5 milliards de francs) mais aussi de créer des distorsions sur l'indice CAC 40 qui a progressé jusqu'à 1,4 % avant de

finalemment s'établir en retrait de 0,10 %.

En revanche, mercredi fut réellement une belle journée. En hausse de 1,04 %, les valeurs françaises terminaient la séance sur une hausse de 1,52 % avec un volume de transactions avoisinant 4,5 milliards de francs. La légère diminution des conditions de crédit en France, en Allemagne et en Belgique a donné de l'espoir aux intervenants sur un mouvement plus prononcé de la part de la France en la matière, qui, rappelle-t-on, n'a toujours pas répercuté la baisse d'un demi-point décidée le 21 octobre par la Bundesbank.

Rhône-Poulenc privatisé

Judi, des prises de bénéfices après cinq semaines consécutives de hausse - et l'on exclut celle de mardi pour les raisons précitées - ont quelque peu érodé les gains accumulés par l'indice CAC 40 qui, après avoir ouvert en hausse de 0,62 %, s'est inscrit en clôture en avance de 0,08 %. La dernière séance de la semaine fut relativement heurtée : hausses et baisses se sont alternées et les valeurs françaises devaient finalement s'établir en repli de 0,21 %.

Avec ce dernier effritement, les valeurs françaises ont malgré tout gagné 2,31 %, l'indice CAC 40 s'établissant à la cote 2 145,23. Depuis le début de

l'année, le principal indicateur de la place s'inscrit en hausse de 15,47 %. Mises à part les valeurs qui se sont croisées cette semaine pour compléter la composition de l'indice CAC 40 - l'arrivée de la BNP, de Promodès et du Crédit local de France et le départ de Chargeurs, Cap Gemini et de Club Méditerranée - Rhône-Poulenc a également retenu l'attention. Son prix, 135 francs par titre, rendu public lundi, a été très bien accueilli par les investisseurs.

L'offre publique de vente (OPV) devrait se poursuivre jusqu'au 23 novembre. Le titre a terminé la semaine à 159 francs, en hausse de 17,78 % sur son cours d'OPV.

Enfin, la Commission des opérations de Bourse a organisé jeudi ses trois séances trimestrielles annuelles. Si le thème en était : « 1993-1994, sécurité et transparence des marchés », c'est résolument et heureusement vers l'avenir qu'ont été orientés les débats et non pas sur le déclinisme écoulé.

Comme l'a relevé Jean Saint-Geours, « que nous réservent les marchés, quel sera le rôle des intermédiaires pour l'avenir, et surtout sommes-nous bien préparés pour l'avenir ? »

Pour le président de la COB, le développement des produits dérivés, particulièrement ceux négociés de gré à gré, nécessite une réflexion approfondie pour peaufiner une visibilité qui aujourd'hui est encore insuffisante.

Tout comme l'apparition de marchés électroniques, non pas les marchés réglementés de type CAC, mais les marchés privés par le biais desquels un opérateur peut offrir à des intervenants institutionnels la possibilité d'effectuer des transactions pour peu qu'ils aient acquis le droit d'accès au réseau.

La COB s'est également interrogée sur les progrès effectués en matière de gestion collective : ne reste-t-il pas des zones, notamment en matière de démarchage ou de sollicitation du public pour lesquelles la réglementation est trop absente ?

A toutes ces questions, Pierre Fleuriot, directeur général de la COB, a répondu que le « gardien de la tour de Babel » était, au cours des douze mois à venir, mené une réflexion approfondie à laquelle seront associés tous les professionnels concernés.

Les actionnaires minoritaires n'ont pas été oubliés. La COB continue de réfléchir sur des mécanismes d'évaluation indépendante ou « fairness opinion » qui, dans le cadre d'opérations de fusion, d'offre publique d'échange, d'offre de retrait permettraient de donner une opinion indépendante mettant en évidence l'intérêt ou non de participer à telle ou telle opération.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Légère avance

INDICE DOW JONES
+0,26%

Record en anticipation de l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) puis liquidations face à une très nette remontée des taux d'intérêt à long terme : Wall Street n'a réussi à finir la semaine en hausse que grâce à une vague tardive d'achats informels vendredi. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a été élargi vendredi à 3 694,01 points, en hausse de 9,50 points, soit une progression de 0,26 % par rapport à la semaine dernière.

Les craintes d'accélération de l'inflation, alimentées par la publication cette semaine de statistiques signalant un redressement solide de l'économie américaine, ont été à l'origine de la remontée des taux. Ainsi, la production industrielle (octobre), les ventes des entreprises (septembre) et les mises en chantier de logements (octobre) se sont établies en hausse alors que les demandes hebdomadaires d'allocation-chômage diminuaient.

« Ce que nous observons est une transition hâtive d'un marché mené par une baisse des taux d'intérêt à un marché dirigé par des bénéfices en hausse », a indiqué James Solloway, directeur de

recherche chez Argus Research. M. Solloway table sur une certaine faiblesse dans le court terme, mais Wall Street devrait par la suite reprendre du terrain grâce au redressement de l'économie.

Selon Ed La Varnway, analyste chez First Albany, les taux d'intérêt à long terme pourraient continuer à grimper jusqu'à 6,50 %, ce qui va provoquer une nervosité accrue sur le marché boursier en raison des transferts de capitaux vers le marché obligataire.

Indice Dow Jones du 19 novembre : 3 694,01 (c. 3 684,51).

	Cours 12 nov.	Cours 19 nov.
Alcoa	69 1/4	70 1/4
ATT	57 1/4	58 1/4
Bear Stear	36 3/4	38 1/2
Chase Man. Bank	32 5/8	32 1/4
Du Pont de Nemours	46 1/2	49
Eastman Kodak	43 1/4	41
Exxon	63 5/8	64 1/4
Ford	62 1/4	61 3/4
General Electric	33 5/8	34 1/4
General Motors	51 3/8	54 1/4
Goodyear	42 1/4	41 3/4
IBM	52 1/4	51 7/8
ITT	91 3/4	93 1/8
Motor Oil	78	77 7/8
Pfizer	84 1/4	85 3/8
Schering-Plough	66 7/8	61 7/8
Tecoco	89	88
UAL Corp. (ex-Allegis)	147 3/4	140
Union Carbide	20 1/4	20 7/8
United Tech.	84	82 7/8
Westinghouse	14 1/8	13 1/2
Xerox Corp.	80 1/4	82 3/8

TOKYO

Au plus bas depuis huit mois

INDICE NIKKEI
-3%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine à son niveau le plus bas depuis huit mois alors que de nombreuses entreprises japonaises faisaient état de mauvais résultats intermédiaires. L'indice Nikkei a clôturé vendredi à 17 941,19 points, passant sous la barre des 18 000 points pour la première fois depuis le 16 mars. Il s'agit d'une baisse de 3 % par rapport à la clôture de vendredi dernier à 18 493,55 points. Les transactions sont restées léthargiques, le volume quotidien des échanges s'élevant en moyenne à 250,8 millions d'actions contre 338,3 millions d'actions la semaine dernière.

Les opérateurs attendent pour la plupart l'issue des discussions que le premier ministre japonais Morihiro Hosokawa aura ce week-end avec le président américain Bill Clinton, à Seattle, en marge du Sommet des pays membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

M. Hosokawa devrait, à cette

occasion, révéler les grandes lignes d'un nouveau programme de relance économique, comportant notamment une réduction de l'impôt sur le revenu, alors que les perspectives de reprise restent peu encourageantes au Japon après l'annonce vendredi de résultats financiers très médiocres de plusieurs sociétés.

« Il est difficile d'écarter des mesures économiques de grande envergure d'ici à l'an prochain, alors que M. Hosokawa donne la priorité à la réforme politique », estime pour sa part le président de Taiyō Investment Trust, Yo shihiro Tanaka.

Indices du 19 novembre : Nikkei, 17 941,19 (c. 18 493,55); Topix, 1 539,39 (c. 1 566,07).

	Cours 12 nov.	Cours 19 nov.
Aijinomoto	1 280	1 270
Daicel	1 320	1 290
Daikin	1 480	1 480
Fuji Bank	2 280	2 280
Honda Motor	1 520	1 420
Mitsubishi Electric	1 450	1 460
Mitsubishi Heavy	1 640	1 640
Sony Corp.	4 890	4 840
Toyota Motor	1 780	1 810

LONDRES

Prudence
+0,3%

L'indice Footsie de la Bourse de Londres a oscillé autour de son seuil de résistance des 3 100 points cette semaine, les investisseurs gardant leurs positions dans l'attente de la présentation du budget et d'une possible baisse des taux d'intérêt britanniques. L'indice des 100 plus grandes valeurs a gagné 8,9 points, soit 0,3 %, pour clôturer vendredi à 3 108 points.

Tout en restant assez prudents à quelques jours de la présentation du budget, le 30 novembre, les opérateurs ont salué les bonnes statistiques de l'économie britannique.

Indices « FT » du 19 novembre : 100 valeurs, 3 108 (c. 3 099,1); 30 valeurs, 2 357,6 (c. 2 343,7); mines d'or, 245,3 (c. 249,6); fonds d'Etat, 103,65 (c. 102,74).

	Cours 12 nov.	Cours 19 nov.
Allied Lyons	5,49	5,71
BP	3,80	3,40
BT	3,82	3,57
Cadbury	4,49	4,58
De Beers	13,50	13,13
Glaxo	6,67	6,44
ICI	5,26	5,78
ICI	6,83	6,85
Rankine	16,67	16,25
RTZ	6,40	6,78
Shell	7,03	6,85
Southern	1,008	1
TFI	536	536

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	19-11-93	DIF.
9 % 1979	100,90	+ 0,06
10,25 % 1979	NC	
EDF-GEF 3 %	NC	
CRB 5 000 F	NC	
CRB 10 000 F	100,41	- 0,29
CRB 20 000 F	100,45	- 0,06
CRB 5 000 F	100,45	- 0,06

FRANCFORT

En flèche
+3%

La Bourse de Francfort est repartie en flèche cette semaine, malgré les prévisions pessimistes des experts allemands, surnommés les « Cinq sages », qui pronostiquent une croissance zéro pour 1994 dans l'ouest de l'Allemagne. L'indice DAX des 30 valeurs cotées a progressé de 3 % en quatre séances - mercredi étant férié en Allemagne - pour terminer vendredi à 2 077,37 points.

Le rapport de conjoncture des « Cinq sages » a en effet encouragé de nouvelles anticipations sur une baisse des taux directeurs par la Bundesbank, espoirs qui pousaient la Bourse à la hausse.

Selon les analystes de la banque WestLB, « le marché a prouvé une fois de plus sa capacité à transformer de mauvaises nouvelles économiques en bonnes nouvelles pour les taux ».

Indice DAX du 19 novembre : 2 077,37 (c. 2 012,56).

	Cours 12 nov.	Cours 19 nov.
AGF	182,80	183
BASF	287,20	271,90
Beier	218,80	225,70
Commerzbank	388,80	387
Deutsche Bank	827	844,80
Hoechst	284,70	279,40
Kredit	616	611
Messerschmitt	355,40	357,80
Siemens	712,20	722,50
Volkswagen	356,50	406,80

Agroalimentaire

	19-11-93	DIF.
Bouygues	3 080	- 15
BSN	899	+ 9
Endesa Diaplan	830	+ 7
Fromageries Bel	8 180	+ 180
LYN	3 783	+ 221
Paroel-Widard	388,10	+ 11,80
Remy-Cointreau	212	+ 4,20
Saint-Louis	1 321	+ 60

Assurances

	19-11-93	DIF.
AGF	679	- 26
AXA	1 527	+ 42
GAN	525	- 7
Groupa Vieles	NC	
SCOR SA	590	- 10
UAP	640	+ 14

Bâtiment et matériaux

	19-11-93	DIF.
Bouygues	650	- 8
Cheminots Français	333	+ 16
Colas	976	+ 19
Eurochem	38,75	+ 0,65
Elfage	1 154	+ 24
ETM Entrepôts	491	- 8,50
Imat	525	+ 17
Imatoh. Pénins	123	+ 0,80
Jean Lefebvre	1 240	+ 13
Lafarge-Coppée	415,20	- 5,30
Pafel	362	+ 17
Saint-Gobain	536	- 4
SEI	244	+ 1,20
Solex-Belgodes	380,60	+ 5,50

Chimie

	19-11-93	DIF.
Air Liquide (L)	789	- 3
ELF Sanofi	935	+ 22
Geacques	419	+ 9
Imatoh. Pénins	2 380	+ 108
Michelin	184,30	+ 2,80
Pneus Dunlop	833	- 22
Rhône-Poulenc R	138,20	+ 8,10
Rhône-Poulenc CI	182	- 13
Roussel-Uclaf	714	+ 28
Schering-Plough	222	- 6,80

Consommation non alimentaire

	19-11-93	DIF.
BOC	1185	- 15
Chargers	1151	+ 42
Chaudron Dior	325	+ 7
Chicco	504	+ 9
CMC	331	+ 20,80
EBF	685	+ 31
Emulor Int.	889	- 1
Groupa Ind.	881	+ 4
L'Oréal	1151	- 12
Macron	86,20	- 8,90
Solomon	1780	- 58
SES	473	+ 1,50
Sida Paragroup	1 934	+ 40
Southern-Africa	1 875	+ 64
Zadex	1 890	+ 114

Crédit et banques

	19-11-93	DIF.
Comp. bancaire	511	- 9
BNP CI	280,50	+ 3,40
Catellum	1 175	+ 16
CPI	520	inch.
CSE	219	inch.
QCF	285	+ 19
QCF	1 090	+ 8
CLF	471	+ 8,70
Créd. Ind. CI	688	- 58
Créd. Ind. Ind.	822	- 4
Créd. Ind. Ind.	822	+ 23
SOVAC	1 820	+ 44
UFB Local	350	- 4
UFC	533	inch.
Via Banque	385	- 5

Electricité et électronique

	19-11-93	DIF.
Alcatel-Alsthom	750	- 4
Alcatel-Cable	830	- 4
CSE	554	+ 21
Intersecteur	805	- 26
Labinal	705	- 4
Legrand	4 785	+ 3,80
Matra Hachette	138,80	+ 3,80
Radioréologie	320	- 8
Sagem	2 400	- 89
Socotrel Alsthom	200	inch.
Thomson CSF	152,80	- 3,20

Distribution

	19-11-93	DIF.
Abn-Amro Soc	2 325	+ 25
Ban. Paribas	842	- 9
Carrefour	3 645	+ 143
Cassio	1 87,80	- 2,40
Compt. Modernes	707	- 19
Danone	4 700	- 9
Duclos de France	865	- 5
Gal. Lafayette	1 841	- 9
Gilbert SA	1 450	+ 30
Guyane SA	1 780	+ 10
Placit Pr.	812	- 5
Promopar	585	+ 46
Promopar	1 151	+ 83
Renaud (ex-CDME)	820	- 15
SCA	10,20	+ 0,10

Immobilière et foncier

	19-11-93	DIF.
Arnaud et Assoc.	280	inch.
Bolard	348	+ 11
Caris	107,20	+ 1,90
CCP	1 157	- 8
Carrefour	2 231	+ 31
Genet et Assoc.	1 988	+ 35
Legrand	138,80	+ 3,30
Matra-Windal	422,50	+ 5,50
Navigation mite	1 038	- 5
Nov-Est	150,90	- 1,20
Calvary Group	215	+ 14,80
Paribas	475,70	+ 15,50
Pharos	NC	
SPN	381,20	+ 11,80
Suez	246,60	+ 14,70
Worms	300	+ 7,10

Métallurgie, mécanique

	19-11-93	DIF.
Caracul-Metallurg	194,10	+ 4,80
Edenit Aviation	918	+ 23,90
De Dietrich	1 570	- 50
Five-tille	468	+ 12
Lapins Industrie	1 183,20	- 0,80
Genet	9,50	- 0,20
Pachery Int.	385	+ 36
Pachery Int.	205	+ 1,80
Pavement SA	681	+ 18
Stalder, Favon	1 111	+ 1
Valloire	208	+ 4

Mines d'or, diamant

	19-11-93	DIF.
Anglo-American	222	+ 18
Bullfinch	72,8	+ 0,80
De Beers	114	- 2,80
Diamond	71,70	- 1,70
Genet	9,50	- 0,20
Harmony	28	- 1,50
Hamlet	43,56	- 9,65
Solomon Islands	28	- 4,45
Western Deep	236,90	+ 11,80

Pétrole

	19-11-93	DIF.
BP-France	NC	
SA-Africa	444,10	+ 13,10
Emp. CF	384	+ 13
Emo	880	+ 4
Géophysique	578	- 22
Total	328	- 5

Sicomi ou ex-Sicomi

	19-11-93	DIF.
Bell Investis.	1 140	+ 19
Genet	331	+ 22
Immat. BTP	438	+ 5
Immat. BTP	820	- 25
Immat. BTP	688	+ 4
Immat. BTP	1 028	+ 9
Solex-Belgodes	202,90	+ 3,40
Unilab	534	+ 13

Transports, loisirs, services

	19-11-93	DIF.
Acor	613	+ 32
BIS	183,50	- 0,80
Canal Plus	1 227	- 38
Cap Gemini	1 68,80	- 2
CCP	411	+ 8
Club Méditerranée	315	-

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS-MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une accalmie satisfaisante

Il n'y a pas eu de nouvelle émission en franc français la semaine passée. Survenant après une période très animée, l'accalmie est bienvenue. Un répit était nécessaire, et les spécialistes s'en félicitent d'autant plus qu'ils ont l'occasion d'observer les désordres provoqués sur un marché voisin par une accumulation soudaine de nouvelles transactions internationales.

Les Etats régionaux allemands ont découvert l'attrait des longues durées. Ils ont été nombreux, ces derniers jours, à lever des fonds qu'ils n'auront à rembourser que dans vingt ou trente ans. Ces opérations émissives en deutschemarks ont toutes vu le jour à des conditions sévères, mais il est difficile d'en juger précisément. Certains ont visiblement de la peine à se placer et il faudra du temps pour que tous les titres qui viennent d'être émis en Allemagne trouvent le chemin des portefeuilles internationaux auxquels ils sont destinés.

De fait, les spécialistes de l'eurofranc français ont de bonnes raisons de s'intéresser de près à l'évolution récente du marché allemand. Plusieurs des banques qui ont contribué à la réputation internationale du marché français se présentent, depuis de longs mois, à la République fédérale. Elles sont prêtes à contribuer au développement du marché allemand lorsque les autorités de Bonn décideront à leur tour d'emprunter pour des durées très longues. Actuellement, le trésor public de la République fédérale limite pour l'essentiel à dix ans la durée de ses nouvelles obligations.

En France, au contraire, on a volontairement et systématiquement étendu jusqu'à l'infini les durées des obligations d'Etat, constituant ainsi une ossature très développée, qui soutient l'ensemble du marché. Les emprunteurs autres que l'Etat viennent s'y appuyer, et les meilleurs peuvent, comme le

pouvoir lui-même, prétendre à des durées très longues. Il est probable que si on disposait outre-Rhin d'un échéancier réparti comme l'est celui de la dette française, les collectivités locales allemandes ne se seraient pas précipitées en aussi grand nombre la semaine passée. Elles auraient eu à leur disposition une référence solide qui leur aurait permis de mieux évaluer la situation. Elles auraient procédé comme elles le font normalement pour des durées plus courtes. Les régions doivent offrir davantage que l'Etat central, et cette hiérarchie des rendements, telle qu'elle existe par exemple dans le domaine des titres de dix ans, aurait aisément pu être transposée pour des échéances plus éloignées.

Cela aurait permis aux investisseurs de se faire une idée d'ensemble. Pour leur part, les emprunteurs auraient mieux vu quel était le juste prix de leurs opérations. Certains auraient peut-être dû payer plus cher, et il est probable qu'ils nient remonter à leur projet de marché dans son ensemble aurait en tout cas gagné en transparence. Et, finalement, on aurait évité de donner une impression de confusion et d'imprévisibilité, comme c'est parfois été le cas la semaine passée.

Une construction cohérente

En plus des régions allemandes, un pays étranger, l'Autriche, a également levé des fonds à très long terme en deutschemarks. Ses titres ont une durée de trente ans. Enis mardi pour 1,5 milliard de DM, l'emprunt autrichien a été augmenté vendredi à 2 milliards. L'affaire est intéressante à bien des égards. Elle échappe aux critiques de durée, car elle a vu le jour de façon renouée plus cohérente que l'emprunt autrichien a été augmenté vendredi à 2 milliards. L'affaire est intéressante à bien des égards. Elle échappe aux critiques de durée, car elle a vu le jour de façon renouée plus cohérente que l'emprunt autrichien a été augmenté vendredi à 2 milliards.

En Autriche même, les investisseurs ne sont pas encore prêts à s'engager à des durées de longue durée. Les caisses de pensions placent leurs fonds à moyen terme, et les particuliers veulent des échéances très proches. Le Venezuela, qui s'est annoncé pour cette semaine, devrait donner pour 750 millions de dollars d'obligations, qui seront remboursées dans deux ans. Les titres rapporteront un peu plus de 8 %.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Grande fermeté du dollar et du franc

Un dollar plus que jamais le vent en poupe, le mark moins recherché que jamais, un peu attendu, le franc français en grande forme, tels sont les faits saillants d'une semaine assez animée sur les marchés des changes.

Pour le dollar c'est l'en parti. Les signes de reprise de l'économie se multiplient (voir ci-dessous en rubrique « Marché monétaire et obligataire ») et le vote favorable de la Chambre des représentants sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a dopé la monnaie américaine, qui a poussé, jusqu'à près de 1,72 DM, avec pour objectif pas trop éloigné de rejoindre et de dépasser le record de l'année, établi en juillet à 1,748 DM.

Bien plus, la perspective d'un réajustement des taux d'intérêt entre la zone dollar et la zone

mark, avec la poursuite de la diminution en Europe et la possibilité d'une augmentation aux Etats-Unis, constitue un puissant adjuvant pour le billet vert, face à un mark un peu déprimé (pas trop) par la baisse des taux des pensions de la Bundesbank et la forte réduction du taux actuel de la Banque de Belgique, ramené de 9,40 % à 8,30 %, après la mise au point d'un plan d'austérité.

Le franc français a profité à la fois des mesures de la Bundesbank et du repli du mark, dont le cours est à son plus bas niveau depuis le 2 août 1993, date à laquelle la marge de flottement entre les deux monnaies a été portée de 2,25 % à 15 %, de part et d'autre d'un cours pivot de 3,358 francs. La devise allemande a, à ce moment, un moment, en dessous de 3,46 francs,

à 3,4560 francs, avant de remonter, en fin de semaine, à 3,4680 francs, à 50 centimes en dessous de son cours de la semaine précédente. Après une pointe à 3,5480 francs (record historique) le 15 octobre dernier, en hausse de 3,5 % sur son précédent cours plafond de 3,4305 francs, le mark est revenu à 1 % au-dessus de ce cours plafond. Au 10 novembre, la Banque de France a récupéré pour 5 milliards de francs de devises, son endettement net, toujours en devises, revenant à 14 milliards de francs.

F. R.

LES COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 19 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Lire	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
London	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,7200	---	16,8350	64,4011	38,4556	2,7518	52,0096	0,00396
Paris	---	---	---	---	---	---	---	---
Frankfurt	---	---	---	---	---	---	---	---
Zurich	---	---	---	---	---	---	---	---
Bruxelles	---	---	---	---	---	---	---	---
Amsterdam	---	---	---	---	---	---	---	---
Milan	---	---	---	---	---	---	---	---
Tokyo	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 19 novembre 1993 5,498833 F contre 5,55357 F le vendredi 12 novembre 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le grand rééquilibrage

Nouvelle baisse des taux courts en Allemagne, remontrée confirmée des taux longs aux Etats-Unis, qui font pressager à certains un relèvement des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine ; le grand rééquilibrage du loyer de l'argent de part et d'autre de l'Atlantique, amorcé, du côté allemand, dès septembre 1992, et en gestation à New-York, se poursuit en se dessinant plus nettement. Les conséquences ne seraient pas neutres, notamment sur le dollar, qui peut doper une réorientation partielle des flux de capitaux mondiaux en sa faveur (voir ci-dessus en rubrique « devises et or »).

Mercredi, tout d'abord, la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) a abaissé un peu la cadence de l'abaissement de ses taux de pensions à 14 jours (REPO), les ramenant de 6,38 % à 6,29 %. Cette décision étonne, par son ampleur tout au moins, car les deux dernières semaines, la diminution avait été chaque fois très réduite, de 6,40 % (depuis le 21 octobre 1993) à 6,39 %, puis 6,38 %. Le lendemain, jeudi, la Bundesbank, comme prévu, ne touchait pas à deux de ses taux directeurs, l'escompte et le Lombard, fixés à 5,75 % et 6,75 % depuis le 21 octobre, mais annonçait que le taux de son REPO serait ramené à 6,25 % la semaine prochaine.

Cette accélération semble contredire les déclarations plutôt pessimistes du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, à la fin d'octobre, selon lesquelles les récentes réductions de taux d'intérêt avaient été décidées « en anticipation de ce qui devrait être fait dans les semaines public et privé allemands, pour corriger les erreurs du passé ». L'axe le creusement du déficit budgétaire et les fortes augmentations de salaires. Ayant ainsi « anticipé », la Bundesbank s'en tiendra, désormais, à la prudence ».

En fait, le dégonflement régulier de la masse monétaire, dont le rythme annuel de progression pourrait revenir à 6,3 %-6,7 % en octobre, la modeste des revendications salariales des syndicats et le timide effort du gouvernement sur le déficit budgétaire autorisent la Bundesbank à aller un peu plus vite dans l'assouplissement de sa politique. Selon François Chevallier, économiste à la BFCE, l'objectif proposé par les cinq grands instituts de pré-

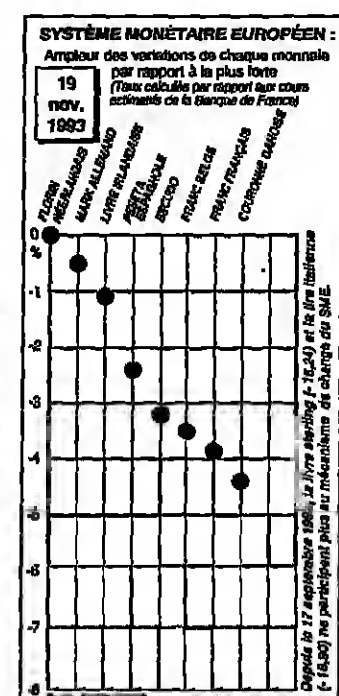
vision allemands (4 1/2 %) pourrait être atteint à la fin mars 1994, et non en décembre prochain comme le préconisent. Les marchés à terme sont moins optimistes, prévoyant un peu plus de 5,30 % en mars, et 4 1/2 % en septembre.

Aux Etats-Unis, la remontée des taux à long terme s'est accélérée cette semaine. Les rendements des bons du Trésor (T bonds) qui étaient tombés le 15 octobre à 5,17 % à dix ans et 5,77 % à trente ans (contre 7,30 % au début de 1993), avant de remonter d'un bon demi-point à 5,74 % et 6,24 % puis de fléchir à 5,66 % et 6,17 %, ont fait un nouveau bond à 5,80 % et 6,32 %. Cette hausse des rendements est provoquée par l'affermissement de la reprise aux Etats-Unis qui, à tort ou à raison, fait redouter un redémarrage de l'inflation. Le récent (20 000) des nouvelles demandes d'indemnités de chômage (338 000) a frappé ; jusqu'à présent, l'emploi a été le chaînon manquant (missing link) de la reprise. Un retournement de la situation dans ce domaine, conjugué avec d'autres bruits favorables (hausse de 2,7 % des mises en chantier de logements en octobre, contre 2,3 % prévus, et l'augmentation des importations en septembre (3,5 %), signe de reprise de la consommation), fait redouter un prochain durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed).

Pas de hardiesse !

Pour Jean-Michel Charpin, directeur des études économiques de la BNP, le début de ce durcissement pourrait avoir lieu dès le premier trimestre 1994, et cela pour deux raisons. La Fed doit organiser son calendrier de façon à éviter absolument de devoir d'ores et déjà brutalement baisser ses taux directeurs, les fédéraux, fixés à 3 % depuis deux ans. Dans ce cas, en effet, les marchés obligataires et boursiers pourraient être victimes d'un krach (NDLR, sans oublier les banques, qui ont accumulé un portefeuille de plus de 700 milliards de dollars de bons du Trésor, refinancés sur le marché monétaire). La meilleure façon d'inciter à un « déboulement paisible » des positions de taux (spéculation sur une baisse des marchés) est de commencer de bonne heure et avec doigt.

Par ailleurs, la Fed pourra démontrer à un Congrès très sus-



MATIÈRES PREMIÈRES

Les oléagineux dans l'euphorie

Les experts et analystes de toutes tendances avaient tort : les oléagineux, en contact direct avec le marché mondial depuis le 1er juillet 1992 - date de l'application de la réforme de la PAC (politique agricole commune) pour ces produits - se montrent d'une rare fermeté : le colza cotait environ 138 francs le quintal cette semaine, le tournesol 158 francs. Quant au soja, il valait, au Chicago Board of Trade (ce baromètre des échanges agricoles), environ 250 dollars (près de 1 500 francs) la tonne. De toute évidence, le soja américain stimule le colza et le tournesol de la Communauté.

Cette influence ne date pas d'hier. L'année dernière (le Monde du 19 octobre 1992), les cours déprimés de l'un entraînaient la chute des autres. Au moment où Etats-Unis et Europe s'entre-déchiraient sur le dossier des céréales, ces deux puissances seules ennemies se trouvaient inextricablement liées sur le marché des oléagineux. Car à chacun sa référence : colza ou tournesol pour la France - leader incontesté sur le marché européen - et soja pour les Etats-Unis, qui assurent la moitié de la production mondiale.

Le soja retrouve ses niveaux

PRODUITS	COURS DU 19-11
Coffre h. p. (London)	1 650 (+16)
Trois mois	Dollars/tonne
Aluminium (London)	1 063 (-13)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (London)	4 730 (+130)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	280,30 (+4,80)
Décembre	Dollars/tonne
Café (London)	1 264 (+44)
Janvier	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	1 256 (+129)
Décembre	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	337 (+14)
Décembre	Cents/bushel
Mais (Chicago)	281 (+4)
Décembre	Cents/bushel
Soja (Chicago)	211,30 (+1,90)
Décembre	Dollars/bushel
Pétrole (London)	15,90 (+0,30)
Décembre	Dollars/baril

La chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

d'été, lorsque les inondations du Mississippi et les rancurs de désastres étaient à leur comble. L'USDA (département américain de l'Agriculture) publiait alors ses premières estimations des dégâts : la production américaine ne s'établirait plus qu'à 51,76 millions de tonnes (contre 59,5 la saison précédente). Les opérateurs, aussitôt, entonnèrent en chœur le « beau-coup de bruit pour rien », de Shakespeare. Pour eux, il ne s'agissait que de cela, et les cours descendirent en même temps que le niveau du Mississippi. Et ceci plus incontestablement encore parce que les Américains, « à force d'avoir clamé leur problème climatique, n'avaient presque plus d'engagements à l'exportation », comme le constataient les professionnels du secteur.

Tout à coup - début novembre exactement - voilà le soja réconcilié avec la hausse. L'USDA encore est la cause de ce retournement de conjoncture : la récolte d'achève, aussi les dommages réels sont-ils mieux évalués. Il ne s'agit plus d'une production de 51,76 millions de tonnes, mais de 49,9 millions de tonnes. Ce qui prend les opérateurs de court.

Les triturateurs en panne de marchandise

La demande est d'autant plus fébrile que le maïs américain, qui sert souvent de substitut au soja dans l'alimentation animale, se renchérit également ; pour les mêmes raisons, à cause des débordements du Mississippi.

Le département américain de l'Agriculture - encore lui - révisé à la baisse pour le maïs aussi ses estimations de récolte : 165 millions de tonnes contre 176 prévus en octobre, et 240 récoltes au cours de la saison précédente. De plus, il faut attendre le mois d'avril pour qu'arrivent à terme, les récoltes d'Amérique du Sud. Affolement. Recherche de couverture immédiate. Dès le début du mois, les cours progressent de 20 dollars la tonne environ. Que reste-t-il aux opérateurs ? Le colza et le tournesol européens. Les prix haussiers de Chicago gagnent rapidement les autres pays producteurs d'oléagineux : le Brésil, l'Argentine, le Canada - mais ces trois pays ne sont pas en mesure, pour l'instant, de fournir de la marchandise - et, bien sûr, l'Europe. Aussi, le colza se traite-t-il,

en France, à 20 francs le quintal au-dessus du niveau où il était l'année dernière. Un dollar fort renforce les cours.

Mais, contre toute attente, la réduction des lites de longue durée. Les caisses de pensions placent leurs fonds à moyen terme, et les particuliers veulent des échéances très proches. Le Venezuela, qui s'est annoncé pour cette semaine, devrait donner pour 750 millions de dollars d'obligations, qui seront remboursées dans deux ans. Les titres rapporteront un peu plus de 8 %.

La France, et plus globalement la Communauté, déjà déficitaire en oléagineux (9,7 millions de tonnes contre 11,7 millions l'année dernière), importera probablement l'essentiel de ses besoins (plus de 20 millions de tonnes de... soja américain). Un facteur supplémentaire de tension des prix au moment où le marché prend connaissance de la situation de l'Argentine : les superficies ensemencées dans ce pays seront inférieures aux prévisions (moins de 2 millions d'hectares cette année contre 2,2 l'année dernière).

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours	Cours
	12-11-93	19-11-93
Or fin (New York)	71 250	71 900
Or fin (Paris)	71 250	71 900
Palladium (New York)	410	410
Palladium (Paris)	410	410
Platine (New York)	410	410
Platine (Paris)	410	410
Argent (New York)	410	410
Argent (Paris)	410	410
Or 24 carats (New York)	2 940	2 940
Or 24 carats (Paris)	2 940	2 940
Or 18 carats (New York)	2 940	2 940
Or 18 carats (Paris)	2 940	2 940
Or 14 carats (New York)	2 940	2 940
Or 14 carats (Paris)	2 940	2 940
Or 10 carats (New York)	2 940	2 940
Or 10 carats (Paris)	2 940	2 940
Or 8 carats (New York)	2 940	2 940
Or 8 carats (Paris)	2 940	2 940

Les chiffres d'or ne sont cotés qu'en séance hebdomadaire supplémentaire.

FRANÇOIS RENARD

COMMUNICATION

Un vote de l'Assemblée de Strasbourg Le Parlement européen veut protéger les journalistes qui rendent compte des «situations à risques»

Le Parlement européen a demandé, jeudi 18 novembre, à l'exécutif de l'Union européenne (Conseil des ministres des Douze et Commission de Bruxelles) de prendre l'initiative, sur le plan international, afin que la protection des journalistes soit mieux assurée lorsqu'ils exercent leur mission «dans le cadre de conflits ou d'autres situations à risques». Un rapport établi en ce sens par Jan Willem Bartens, député libéral néerlandais, et voté par l'Assemblée de Strasbourg, préconise notamment l'établissement d'une «liste noire» répertoriée les pays qui ne respectent pas la liberté de la presse.

STRASBOURG
(Union européenne)

de notre correspondant

Soixante et un journalistes ont été assassinés en 1992 et cent vingt-trois étaient en prison au 1^{er} janvier de cette année. Le rapport du député libéral néerlandais Jan Willem Bartens, adopté, jeudi soir 18 novembre, par le Parlement européen, établit un lien entre ce constat et le fait que les Douze ont conclu des accords commerciaux ou de coopération avec la quasi-totalité des pays membres des Nations unies. Il recommande aux gouvernements des pays de l'Union européenne d'inclure des «clauses spéciales sur la protection des droits des journalistes» dans les traités existants.

Désireuse d'exercer ainsi une «pression psychologique» sur les gouvernements de ces régions, l'Assemblée de Strasbourg estime que l'Union européenne pourra ensuite s'appuyer sur ces dispositions pour établir une «liste

noire» des régimes qui ne respectent pas la liberté de la presse.

Guy Guermeur, élu du RPR, avait demandé, pour sa part, que les correspondants et les envoyés spéciaux régulièrement accrédités à l'étranger bénéficient d'une immunité comparable à celle des diplomates, mais sa requête n'a pas été retenue par la majorité des eurodéputés.

Aides financières

Dans l'immédiat, le Parlement européen cherche à assurer aux journalistes une protection aussi efficace que possible, y compris contre les organisations terroristes «pour lesquelles ils constituent une cible en raison de leurs activités professionnelles, même en dehors des missions dangereuses». Dans les régions en guerre, l'Assemblée de Strasbourg espère obtenir des mesures susceptibles d'assurer aux journalistes des déplacements «en toute sécurité» et souhaite l'ouverture d'une enquête «en profondeur» chaque fois qu'un journaliste trouve la mort en mission dans des conditions suspectes afin que les responsables d'exécutions de journalistes soient, le cas échéant, traduits en justice.

Le Parlement demande, en outre, une intervention du budget européen pour l'octroi d'aides financières à toutes les catégories de médias (presse écrite, radio, télévision) dans les pays où «une information indépendante et objective» n'est pas assurée, ainsi que le déblocage de crédits communautaires destinés à accompagner «les initiatives et actions des associations internationales visant à protéger les journalistes lors des missions dangereuses».

MARCEL SCOTTO

Jean Miot nouveau président de la Société de gestion du «Figaro»

Jean Miot, directeur délégué du Figaro, mais aussi président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), de Diffusion contrôle (ex-Office de justification de la diffusion, OJD) et du Syndicat de la presse parisienne (SPP), a été nommé président du conseil de surveillance de la Société de gestion du quotidien phare du groupe Hénaff, vendredi 19 novembre. Il succède à André Boussemart, nommé au poste de directeur de la société de gestion.

Jean-Claude Lévêque a été nommé à la vice-présidence et remplace Pierre-Henri Hamelot nommé à l'unanimité président d'honneur. Les membres du conseil de surveillance élus par l'assemblée générale du 16 novembre dernier sont, pour la direction, Yves de Chaisemartin, Jean Cuburu, Xavier Elie, Michel Javelle, Jacques Racaud. Les représentants de la rédaction à ce conseil de surveillance sont Michèle Bédry, Charles Lambrochini, Dominique Pagnoud, Jean-Luc Wachtheussen. Pierre Resplandy y représente les cadres du journal.

Huit candidatures potentielles à la privatisation de RMC

Huit candidats seraient venus retirer le cahier des charges de la privatisation de RMC. Il s'agit de RTL Europe 1 (via Clivest), TF1, VSD, la Générale occidentale (filiale de communication du groupe Alcatel-Alstom), Havas, NRJ et la Baxco, baoué d'affaires de la BNP, ont retiré un dossier.

Ce retrait ne préjuge pourtant pas d'une candidature définitive à l'appel d'offres qui devrait aboutir, début 1994, au désengagement de l'Etat de RMC, de sa filiale Nostalgie, et de la régie publicitaire commune, Géné-

Les grévistes de «Marie-France» demandent au gouvernement d'intervenir dans le conflit

En grève depuis le 8 novembre, la cinquantaine de salariés du mensuel Marie-France ont demandé aux ministères de la communication et du travail d'intervenir afin de trouver une solution au conflit qui les oppose à leur direction. Neuf salariés, protégés en tant que représentants du personnel, attendent toujours leur transfert de l'ancien propriétaire, les éditions Bauer, au nouvel éditeur, Marie-France SA. Les trois associés de Marie-France SA, qui ont racheté cet été le magazine féminin, sont divisés. Gérard Soulas et Marcel Titoulet tablent sur un dépôt de bilan pour rompre le pacte qui les lie au troisième associé, Alain Tailleur, qu'ils ont déjà démis de la présidence du journal (le Monde du 21 septembre).

Le Syndicat national des journalistes CGT «refuse que les salariés soient pris en otage entre Marie-France SA, qui n'a pas les moyens financiers de faire vivre le mensuel, et les éditions Bauer, qui s'en sont fait les maîtres». Le numéro de Marie-France de novembre a été tiré à 230 000 exemplaires, mais celui de décembre ne paraîtra pas.

tion expertise média (GEM). Les offres d'achat pour la reprise des 83 % du capital que possède la SOFIRAD devront être déposées avant le 13 décembre.

Les deux experts gouvernementaux, Jean-Loup Arnaud et Guy Delorme, disposeront ensuite de quinze jours pour examiner les candidatures. Saisi pour examen, le ministère de l'économie prononcera un avis sous dix jours, puis transmettra le dossier pour avis définitif à la Principauté de Monaco, actionnaire de 17 % de RMC, mais qui peut jouer de son veto.

CARNET

Décès

Le docteur et M^{me} Philippe Crimail.
Le commissaire colonel et M^{me} Jean-Paul Amelband.
M^{me} et M^{me} Jean-Claude Champion, ses enfants.
Ses petits-enfants.
ont la douleur de faire part du décès de la

général André AMELILAUD,
survenu le 17 novembre 1993.

Une messe sera célébrée le lundi 22 novembre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-3.

Sa famille,
ses amis,
et ses collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Richard LANCESTRE,

survenu le 17 novembre 1993, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 23 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-Wandille, au Pecq (Yvelines).
Cet avis tient lieu de faire-part.

La Rocheville,
80, avenue du Général-Lederc,
78230 Le Pecq.

Versailles, Paris, Orgerus,
Savigny.

On nous prie d'annoncer le décès accidentel de

M^{me} Elisabeth

MÉRAND-HANOUN,

survenu le 16 novembre 1993, dans sa cinquante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 novembre, à 11 heures, en l'église de Semur-en-Brionnais (Seine-et-Marne), et sera suivie le même jour, à 15 heures, d'une incinération au centre funéraire Rollet, à Sancé (près Mâcon).

De la part de
sa famille,
et de ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :
45-66-77-13

CARNET DU MONDE

Renseignements :
40-65-29-94

M^{me} Georges Gilbert Nonnenmacher.
Les familles parentes et alliées,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Georges Gilbert
NONNENMACHER,
avocat honoraire,
ancien bâtonnier
de l'ordre des avocats,
président d'honneur de l'Association
des auditeurs et anciens auditeurs
de l'Académie de droit international
de La Haye,

survenu le 19 novembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 novembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Marie-Notre-Dame-de-la Paix de Colmar.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes.

Les fleurs pourront être remplacées par des dons au profit du Registre des cancers du Haut-Rhin, ARER 68 Mulhouse.

10, rue de Mulhouse,
68000 Colmar.

Sa famille
ont la tristesse d'annoncer que

M. Raymond ROUSSAT,
secrétaire général de l'Association
France-URSS de 1961 à 1981,

les a quittés, le 7 novembre 1993.

62, avenue Guy-Miquet,
94220 Vitry-sur-Seine.

Anniversaires

Le 21 novembre 1991,
Gérard GARROS

nous quittait, volontaire.

«Tu étais et es un père merveilleux»

Dominique, Véronique.

Le 21 novembre 1985,

M^{me} René GEORGES-ÉTIENNE
quittait les siens.

Que ceux qui ont connu et estimé le défunt, pour les idées qu'il défendait, aient une pensée pour lui.

Soutenances de thèses

M. M. de Bellef soutiendra sa thèse de doctorat : «La politique extérieure roumaine et l'Europe de l'Ouest entre 1965 et 1972. Présentation officielle et perception occidentale», le 23 novembre 1993, à l'université Paris-Sorbonne, salle 5 113, à 14 heures.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6175

HORIZONTALEMENT

I. Font de grands mouvements. - II. Qui n'est pas fait pour le plaisir. Pronom. - III. Envie quand il est gros. Lieu commun. Sert pour une vérification. - IV. Pour une enquête. Quelque chose de plus. - V. Feuille blanche. Symbole. Quand on l'essuie, il n'y a aucun aggrément. - VI. Font des pieds et des mains. - VII. En Grèce, était moins apprécié que le talent. Peut être utilisé pour tirer une carotte. - VIII. En France. Mesure. Dernière couche. - IX. Permet d'éviter de très bonnes poires. Etendue d'eau. - X. Symbole. Quand il est pieux, c'est de l'utopie. Pileau. - XI. Une grande

emmoire. Maladie dont les rats sont atteints. - XII. En entier. Nourriture qui donne beaucoup d'énergie. Conjonction. Fleur. - XIII. D'un auxiliaire. Des amas de ruines. - XIV. Plus facile à extraire quand on a une table devant soi. Endroit où l'on n'a aucune chance de trouver une aiguille. Partie de la Tunisie. - XV. Où il n'y a rien à prendre. Au-dessus du trône. Port international.

VERTICALEMENT

1. Est généralement précédé du signe de la Croix. - 2. Affaires de femmes. Matière pour un soulier. Est divisible par douze. - 3. Soumise à un traitement chimique. Pièce ancienne. - 4. Pronom. Note. Relatif à un fruit. Lui. - 5. On peut le prendre quand on attend. Pour lui, le coquelicot fait un peu fleur bleue. - 6. Dans un alphabet étranger. Un petit exposé. Coute en Afrique. - 7. A de l'argent et de l'autorité. En train de pousser un cri. - 8. Pour qu'il soit noir, il faut beaucoup de pruneaux. Matière pour un livre. Mot de réprobation. - 9. Un vieil ennui. Entrant dans le monde en dansant. - 10. Qui n'a pas besoin d'être beaucoup maché. Habitant d'une île. - 11. En Mésopotamie. Terme musical. Perfole clos en Bretagne. - 12. Pas occupé. En Orient. Une plante diurétique. - 13. On les fait travailler pour la galerie. - 14. Frappe fort. Symbole. Sans effets. - 15. Bâtiment ancien. Quand il n'y en a pas, on ne fait pas de cadeaux. Circulaire pour débiteurs.

Solution du N° 6174

Horizontalement

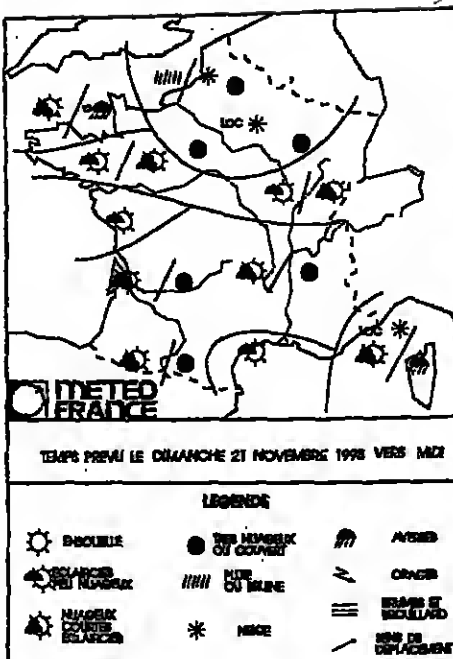
I. Canabale. - II. Acridage. III. Tempéris. - IV. Crée. Sûte. V. Hesse. En. - VI. Néant. - VII. Urbanité. - VIII. Solitaire. IX. Erre. Mende. - X. Se. Pl. Ale. - XI. Nasse. Aa.

Verticalement

1. Catcheuses. - 2. Acéré. Roman. - 3. Nimes. Bus. - 4. Napes. Al. PS. - 5. Ire. Ennemis. - 6. Bars. Eire. - 7. Agée. Assano. - 8. Lestent. Dia. - 9. Entêtées.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

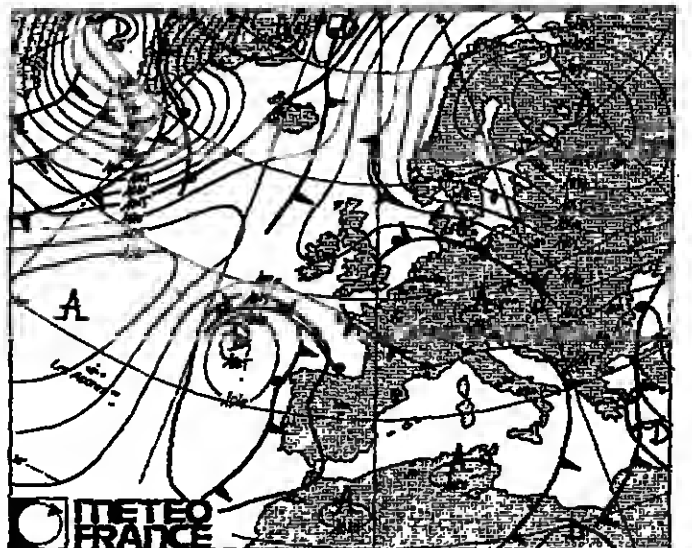


TEMPÉRATURES	
maxima - minima	
FRANCE	
AJACCIO	11/ 1
BARCELONE	15/ 0
BORDEAUX	10/ 0
BREST	10/ 0
CANNES	14/ 5
CHERBOURG	10/ 4
CLERMONT-FR.	10/ 3
COLMAR	10/ 3
GRENOBLE	11/ 1
LILLE	11/ 2
LIMOGES	11/ 2
LYON	10/ 1
MARSEILLE	10/ 4
NANCY	11/ 5
NANTES	11/ 5
NICE	12/ 5
PARIS-MONT.	11/ 3
PAU	11/ 3
PERPIGNAN	11/ 9
POINTE-A-P.	11/ 2
RENNES	10/ 4
STRASBOURG	10/ 4
TOULOUSE	10/ 4
TOURNAI	10/ 4

ÉTRANGER	
ALGER	19/ 9
AMSTERDAM	10/ 4
ATHÈNES	11/ 9
BELGRADE	10/ 4
BERLIN	10/ 4
BIRMINGHAM	10/ 4
COPENHAGUE	10/ 4
DACAR	26/20
GENÈVE	10/ 4
ISTANBUL	18/ 9
JERUSALEM	18/ 9
LE CAIRE	24/15
LONDRES	14/ 9
MADRID	17/12
MARRAKECH	21/11
MEXICO	25/11
MILAN	10/ 4
MONTREAL	9/ 2
MOSCOW	13/ 7
NAIROBI	24/15
NEW-DÉLHI	29/18
NEW-YORK	14/ 7
OSAKA	17/ 5
PARIS-DE-MAJ.	10/ 4
RIO-DE-JANEIRO	24/15
ROME	17/10
SINGAPOUR	32/25
STOCKHOLM	10/ 4
SYDNEY	22/12
TOKYO	21/12
TUNIS	17/ 7
VARSOVIE	10/ 4
VERNE	10/ 4
VIENNE	10/ 4

Dimanche : toujours du froid mais avec plus de grisaille. - Sur le Nord, la Haute-Normandie, la région parisienne et jusqu'en Lorraine, toute la journée se passera sous un ciel gris. Des chutes de pluie et neige mêlées se produiront près des côtes de la Manche. A l'intérieur, on pourra voir par endroits quelques petites flocons. En cours d'après-midi, cette grisaille s'étendra jusqu'en Bourgogne, au Centre et à la Normandie. Sur la Bretagne, le ciel sera mitigé et près des côtes, les nuages donneront quelques averses de pluie et neige. Près de la Méditerranée, le golfe du Lion profitera du soleil ; le Côte d'Azur et le Corse seront moins gâtées : des averses pourront donner quelques flocons de neige. Sur le reste du pays, le soleil aura parfois du mal à se montrer. Les brouillards, souvent épais, seront fréquents dans les vallées de la Saône, des Alpes, du Massif Central et sur le Sud-Ouest. Ils se dissiperont lentement. Les températures seront toujours au-dessous des normales saisonnières. Au lever du jour, le thermomètre indiquera le plus souvent - 3 à - 5 degrés dans l'intérieur. L'après-midi, il fera 0 à - 2 degrés sur le moitié nord du pays, 0 à 4 degrés sur le sud, jusqu'à 6 degrés sur le sud-ouest et 8 degrés près de la Méditerranée. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 22 NOVEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



LE TEMPS DES EXCLUSIONS

En France comme dans le reste de l'Europe, prolongation de la crise et extension du chômage précipitent des millions de personnes dans la pauvreté et l'exclusion.

Le nouveau numéro de *Manière de voir* présente un dossier complet sur le flot montant des inégalités et sur les tentations extrémistes.

Au sommaire :

Un crime social, par Ignazio Ramonet. La fabrique des exclus, par Denis Clerc. Quartiers défigurés, par Agnès Sini. Ces immigrés, si coupables, si vulnérables, par Alain Gresh. Mur de la honte sur le détroit de Gibraltar, par Juan Goytisolo. L'Allemagne malade de ses étrangers, par Brigitte Pätzold. Jours d'angoisse en banlieue, une nouvelle d'Ammer Karaghi, etc.

100 pages, 42 F chez votre marchand de journaux

Manière de voir LE MONDE

LE TRIMESTRIEL ENTE PAR

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

RADIO-TÉLÉVISION

SAMEDI 20 NOVEMBRE

TF 1
14.15 Divertissement : Ciné gag (et à 17.25).
14.20 La Une est à vous.
Avec la série : Agence tous risques.
17.30 Magazine : Trente millions d'amis.
18.00 Divertissement : Les Roucasseries.
18.30 Divertissement : Vidéo gag.
19.00 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tiers et Métro.
20.45 Variétés : Super nana.
Emission présentée par Patrick Sébastien et Pierre Perret. Election de la Super nana 1994. Les régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon.
23.05 Téléfilm : Brigade de choc.
Régis à conviction, de Rob Cohen.
FRANCE 2
14.15 Magazine : Animalia.
15.20 Magazine : Samedi sport.
A 15.25, Tiers, en direct de Vincennes ; A 16.00, Football : Nice-Rennes.
18.00 Série : Matt Houston.
18.45 INC.
18.55 Magazine : Frou-frou.
Présenté par Christine Bravo. Invité : Philippe Gélès.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Journal des courses et Métro.
20.50 Jeu : Que le meilleur gagne.
Animé par Nagui.
Au profit des Compagnons d'Entraide, l'association créée par l'abbé Pierre.
22.25 Série : Kojak.
L'Affaire Belorus, de Robert Markowitz.
0.00 Journal et Métro.
0.20 Magazine : La 25^e Heure.
Présenté par Jacques Perrin. Igor, voyage intérieur d'un zoosémologue, de Jean-François Gallot.
FRANCE 3
14.00 Série : La Conquête de l'Ouest.
17.40 Magazine : Montagne.
Rencontre avec le professeur

Alexandre Minkowski : Reportage : Le Train céleste, de Mikolaj Salski.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers.
18.50 La bibliothèque des tout-petits.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa.
Présenté par Pascal Brunner. Invités : Marthe Villalonga, Mélody, Julie Arnold.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Série : La Guerre blanche.
La Sol des mentaux, de Pedro Meso Paul.
22.20 Journal et Métro.
22.45 Sport : Patinage artistique.
7^e Trophée Lelique : danse (programme libre), dames, couples, hommes.
23.50 Magazine : Musique sans frontières.
Trois villes en Afrique : Dakar, Bamako, Abidjan. Avec la zougou (danse rap), un clip de Rock B, les Fettes de la rue, Melway, La fête de la musique à Dakar, un clip sur le sida, Youssou N'Dour, Wassila Diop, Cuncu Sanghara, Habib Koité, Parle-moi, avec Sali Bouteila.
CANAL PLUS
14.00 Téléfilm : La Rage d'aimer.
De Francis Mankiewicz.
16.00 Documentaire : Jackie Kennedy.
De Maurice Pélau.
16.45 Surprises.
17.00 Sport : Football américain.
17.50 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.00 Décade pas Bunny.
18.55 Série animée : Chip & Clyde.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Magazine : Le Plein de super.
Présenté par Yvan Le Bolloch et Bruno Solé.
20.30 Téléfilm : L'Obsession

de Pat Bennett.
De John Nicols.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Surprises.
22.15 Magazine : Jour de foot.
Buts et scores des matches de la 18^e journée du Championnat de France de D1.
23.00 Cinéma : Psychochoc.
o Film américain de William Lustig (1989). Avec Judd Nelson, Robert Loggia, Leo Rossi.
0.30 Cinéma : Hamlet.
o Film américain de Franco Zeffirelli (1990).
ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Documentaire : Au Louvre avec les maîtres (rediff.).
18.00 Magazine : Mégarix (rediff.).
19.00 Magazine : Vie Régio.
La tour de Babel européenne. Basse-Fribourg, Fribourg, Luxembourg.
19.25 Chronique : Le Dessous des cartes.
La Colombie.
19.35 Documentaire : Histoire parallèle.
Actualités soviétiques et américaines de la semaine du 20 novembre 1993.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : La Fin d'un voyage.
De Heiner Stadler.
22.10 Téléfilm : Voyage à Tunis.
De Peter Goedel.
23.50 Cinéma d'animation : Snark.
Récit de Michael Langoth ; Kartons, de Roman Lang ; Cow-boys, c'est rien, de Phil Mulloy ; Carnaval, de Michael Gaumnitz ; Déjeuner du matin, de Patrick Bokanowski.
M 6
13.55 Série : Tonnerre mécanique.
15.00 Série : Covington Cross.

16.00 Série : Département S.
17.00 Série : L'Aventurier.
17.30 Série : Le Saint.
18.45 Magazine : Les Enquêtes de Capital (rediff.).
19.15 Magazine : Turbo.
Présenté par Dominique Chappat. Spécial Nissan. A la conquête de l'Europe.
19.54 Six minutes d'informations.
Métro.
20.00 Série : Classe mannequin.
20.35 Magazine : Stars et couronnes.
20.50 Téléfilm : La Nuit du baron.
De Billy Dale.
FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait.
Jacques Derrida, philosophe et historien d'art.
20.45 Dramatique.
Enfances, texte écrit et mis en scène par Didier-Georges Gabry.
22.35 Musique : Opus.
Six Saxophonics, la jeune harmonie à la trompette.
0.05 Clair de nuit.
Rencontre avec Jean Portante : l'édition et la littérature au Grand-Duché de Luxembourg.
FRANCE-MUSIQUE
20.00 Soirée lyrique (en direct de Gand) : Semson et Dalia, opéra en trois actes, de Saint-Saëns, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra flamand, dir. Inge Palle ; sol. : Florence Quiver, mezzo-soprano, Vladimir Popov, Gregory McLeod, ténors, Roger Heynen, Herman Belandt, Christian Serre, basses.
23.00 Maestros.
Ernest Ansermet, par François Castang.
0.05 Carrefour de la guitare.
Par Robert Vidal.

IMAGES

Post-scriptum

Si l'on en juge par la carte postale que la caméra d'« Ushueia » nous a envoyée, vendredi soir, de Mauritanie, rien n'a changé à Chinguetti, depuis notre dernière caravane il y a quatre ans.

Les dunes avancent toujours. Leur fonction naturelle n'est-elle pas de balayer l'illusion de l'empreinte humaine ? La « Cité aux mille caravanes » chantée par les poètes, la légendaire septième ville sainte de l'islam n'est plus que l'ombre de son prestigieux passé. Un dérisoire enclos de petites maisons couleur ocre, peuplé de femmes, d'enfants, de chèvres, privé d'hommes par les mirages de Nouakchott. Un brin de vie voué à l'inevitable, c'est-à-dire à la mort. Ce qui est une question de temps. On ne brise pas les vagues du désert. Elles caressent, envoient, puis tuent, délicieusement, parce qu'elles jouent avec l'homme comme l'eau de source avec le fétu de paille. Il suffit de contempler l'océan de ces dunes, à l'infini, pour savoir que la Chinguetti d'aujourd'hui finira comme la Chinguetti antique, ensevelie.

Rien n'a changé, sauf Mohamed. Il a maintenant sept ans. La caméra ne s'est pas attardée sur lui. Elle était fascinée par ce qu'elle venait de découvrir : le fabuleux trésor de Chinguetti. Mille quatre cent cinquante manuscrits. Tous originaux, jamais traduits, jamais copiés, mais c'est si loin Chinguetti. Mohamed fera face. Quand le désert aura tout englouti il sera encore là pour poser la question de confiance à l'étranger assoiffé de savoir : « Dessine-moi un mouton... »

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; < Film à évaluer ; * On peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 21 NOVEMBRE

TF 1
6.00 Série : Passions (et à 0.40).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.10 Club Dorothea.
8.00 La Disney Club.
10.25 Magazine : Auto Moto.
Résumé super-croco Bercy : Rétrospective du championnat du monde des rallyes ; Résumé du rallye des Cévennes ; Rétrospective des courses de supercarisme ; L'actualité de la formule 1.
11.03 Métro (et à 12.15).
11.05 Magazine : Téléfoot.
Championnat de France : Marseille-Auxerre ; Les autres matches du championnat : Retour sur le match France-Bulgarie.
11.55 Jeu : Millionnaire.
12.00 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Métro et Journal.
13.20 Série : Hooker (et à 13.20).
14.15 Série : Arabesque.
15.10 Série : Staraki et Hutch.
15.55 Série : Enquêtes à Palm Springs.
16.55 Disney Parade.
18.00 Des millions de copains.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté par Anne Sinclair. Invité : Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur.
20.00 Journal, Tiers et Métro.
20.45 Cinéma : L'Addition.
o Film français de Denis Amar (1993).
22.20 Magazine : Ciné dimanche.
Cinéma : La Chevalerie des sept maronniers, o Film américain de George McGowan (1971).
0.15 Journal et Métro.
0.20 Magazine : Le Vidéo Club.
0.55 TF 1 nuit (et à 2.35, 3.45, 4.45).
1.05 Documentaire : Constant Permecca.
2.45 Téléfilm : La Vignoble des maudits (1^{er} partie).
3.50 Documentaire : Histoires naturelles. Inouïes.
4.50 Série : Mémoires.
5.15 Musique.
5.35 Documentaire : L'Aventure des plantes. Sur un arbre perché.
FRANCE 2
6.00 Magazine : Animalia (rediff.).
8.50 Dessin animé.
7.00 Debout les petits bouts.
8.45 Comédie Filmée.
9.15 Emission israélienne.
Gardez les yeux ouverts ! Avec le nouveau supplément radio-télé du Monde

9.30 Source de vie. Les Calendes juives, le musée juif de Budapest.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le Jour du Seigneur.
Parcours avec le général Morillon : A 11.50, Midi moins sept, présenté par Noël Copin. Missions, célébrées en l'église Saint-Cyr à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône).
DIMANCHE • MIDI 2
Alain CARIGNON
à l'Heure de Vérité.
12.00 L'Heure de vérité (et à 2.15).
Présenté par François-Henri de Virieu. Invité : Alain Carignon, ministre de la communication, maire de Grenoble.
12.58 Loto, Journal, Métro et Point route.
13.25 Dimanche Martin.
14.55 Série : L'Équipée du Poney Express.
16.50 Dimanche Martin (suite).
17.25 Documentaire : Cousteau, à la redécouverte du monde. La Machine à remonter le temps.
18.15 Magazine : Stade 2.
Football : Rugby : Résultats ; Images de la semaine ; Basket-ball ; Hockey sur glace ; Magazine : portrait de David Douillet, champion du monde de judo ; Patinage artistique ; Rugby à XIII ; Ski alpin ; Tennis : Vol.
19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Métro.
20.50 Cinéma : Les diamants sont éternels.
o Film américain de Guy Hamilt (1971).
22.50 Cinéma : Fatale obsession.
o Film d'Antoine Druve.
0.45 Journal et Métro.
1.05 Le Cercle de minuit.
Les meilleurs moments de la semaine.
3.05 Dessin animé (et à 4.15).
3.10 Magazine : Frou-frou (rediff.).
4.00 24 heures d'info.
4.25 Magazine : Stade 2 (rediff.).
5.30 Magazine : D'un soleil à l'autre (rediff.).
FRANCE 3
7.15 Bonjour les petits louts.
8.00 Les Minikoums.
10.30 Magazine : D'un soleil à l'autre.
Le Mississippi : les terres humides, de Jean-Marc Cho-

let, Franck Poirier et Patrick de Connick.
11.00 Magazine : Magazines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Expression directe.
CGT : UDF.
13.25 Magazine : Musicales.
Présenté par Alain Duault. Cycle Tchaïkovski (6^e volet). Symphonie n° 6 « Pathétique », par l'Orchestre symphonique de la Radio de Moscou, dir. : Vladimir Fedossev ; Méliodias, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg, dir. : Yevri Temirkanov, sol. : Jessye Norman.
14.25 Série : La Conquête de l'Ouest.
15.15 Magazine : Sports 3 dimanche.
A 15.20, Basket : Lyon-Antibes ; à mi-temps, Tiers, en direct d'Autun ; A 17.05, Patinage artistique : 7^e Trophée Lelique, le gala, en direct.
18.00 Magazine : Repères.
Présenté par Jean-Pierre Ekabach en direct. Invité : Frédéric Dordog, Jean Guillon, Lucien Guillon, Albert Ducrocq, le Changement global.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa.
Présenté par Pascal Brunner. Invités : Valérie Pascal, Vincent Perrot, Lova Moor, Marcel Gelin.
20.50 L'Heure Simonon.
Le Mort d'Auguste, de Milan Dor, avec Leopoldo Trieste, Mario Colli.
Le propriétaire d'un restaurant italien meurt. Ses fils recherchent le clé qui donne accès à son coffre.
21.45 Documentaire : Pluie chaude.
Présenté par Bernard Rapp. Les années tchatchikov, de Gilles du Jonchey. 2. La révolution dans le chargeur.
22.45 Journal et Métro.
23.15 Magazine : Le Divan.
Présenté par Henry Chapier. Invité : André Gide, peintre.
23.40 Cinéma : Lucky Star.
o Film américain de Frank Borzage (1929) (N. muet).
CANAL PLUS
En clair jusqu'à 7.25
7.00 CBS Evening News.
Journal américain présenté par Don Rader et Connie Chang.
7.25 Décade pas Bunny.
8.20 Série animée : Chip & Clyde.
8.25 Canaille peluche.

8.30 Documentaire : National Geographic n° 1.
Lions, hyènes, face-à-face mortel, de Derek et Beverly Joubert.
9.25 Cinéma : JFK.
o Film américain d'Oliver Stone (1991).
En clair jusqu'à 14.00
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Tiers dimanche.
Présenté par Michel Denisot.
13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
14.00 Téléfilm : Le Dernier Sous-marin.
De Frank Beyer, avec Ulrich Mühe, Ulrich Tukur.
15.40 Documentaire : La Véritable Histoire de JFK.
De Danny Schechter et Barbara Kopple. L'assassinat, le film.
16.30 Documentaire : Les Murs des Schéars de l'Océan.
De Tim Liversidge.
16.55 Dessin animé : Les Simpson.
En clair jusqu'à 18.30
17.15 Documentaire : La Forêt des géants.
18.05 Cinéma : Les Marnées.
o Film français d'annick Lanoë (1992).
19.25 Flash d'informations.
19.35 Cinéma : Ca Cartoon.
Présenté par Philippe Dana.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Ruby.
o Film américain de John Mackenzie (1992).
22.20 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'Équipe du dimanche.
Football ; Basket américain.
1.00 La Revanche du prince noir.
o Film franco-italien de Sergio Grieco (1956). Avec Frank Latimore, Floria Mari, Gérard Landry.
2.20 Surprises.
ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Série : Algérie.
Les Yeux de Cécile, de Jean-Pierre Denis (rediff.).
18.25 Cinéma d'animation : Snark.
Récit de Michael Langoth ; Kartons, de Roman Lang ; Cow-boys, c'est rien, de Phil Mulloy ; Carnaval, de Michael Gaumnitz ; Déjeuner

du matin, de Patrick Bokanowski (rediff.).
19.00 Documentaire : La Ville Louvre.
De Nicolas Philbert.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Federico Fellini ou les vérités du mensonge. Présenté par Frédéric Mitterrand.
20.45 Cinéma : Et vogues la navire.
o Film italien de Federico Fellini (1983).
22.50 Documentaire : Federico Fellini, l'Entretien réalisé par Jean-Christophe Ross. Extrait de Mémoires Fellini.
0.25 Documentaire : Les acteurs de Fellini.
D'Alfianro Angelucci (v.s.).
M 6
8.40 Les Aventures de Tintin. Le Sceptre d'Ottokar ; Le Crabe aux pinces d'or.
10.10 Magazine : Ciné 6.
10.40 Magazine : E-M 6.
La taxi pour le cancer ; La bulle d'orange ; Des fourmis pour la planète rouge ; La navire.
11.10 Magazine : Turbo (rediff.).
11.50 Série : Les Années coup de cœur.
12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.50 Série : Brigade de nuit.
13.45 Série : Rock and Love.
14.50 Musique : Flashback.
L'Année 1967. The Bee Gees, Antinno, Johnny Hallyday, Small Faces, Joe Dassin, The Doors, Nino Ferrar.
15.20 Magazine : Fréquentar. Catherine Laro.
16.25 Magazine : Culture rock. La saga de 1973.
17.00 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.
18.05 Série : Le Fugitif.
19.00 Série : Flash.
19.54 Six minutes d'informations.
Métro.
20.00 Série : Classe mannequin.
20.35 Sport 6 (et à 1.05).
20.45 Magazine : Capital.

Presso, en vous promet la uni.
22.20 Magazine : Culture pub. Spécial Oudbec.
22.50 Cinéma : Les Tentations de Marianne.
o Film français de Francis Leroy (1972).
0.30 Six minutes première heure.
0.40 Magazine : Métal express.
1.10 Boulevard des clips (et à 6.10).
2.10 Rediffusions.
E-M 6 ; Salsa opus 2 (Colombie) ; Destination le monde (La baie de Naples)...
FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radiophonique.
22.25 Poésie sur parole.
Les poètes de Bernard Noël.
22.35 Musique : Concert (donné en septembre, au festival Musica de Strasbourg) : Scène accordée. Gueires de Drouet, Lindberg, Aperihs, Caga, Gubaidouline.
0.05 Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE
20.32 Concert (donné le 22 mai 1992 à Copenhague) : Prélude to Breathing, de Norgerd ; Introduction et variations sur un thème de la Belle Meunier D 802, de Schubert ; Quatre-temps pour cello et cordes en si bémol majeur op. 34, de Weber ; Zenevera Sessio, de Nordorff.
22.03 L'Oiseau rare, par Michèle Lajeune et Jean-Claude Bierre. Sonate pour piano n° 4 op. 55, de Casadeaux, Alexandre Newski, cantate pour mezzo-soprano, chœur et orchestre, de Prokofiev.
23.00 Autoportrait. Michel Jarrell.
0.05 Atelier de création musicale.
CANAPES FUTONS
2 450 F
PROMO jusqu'au 30 NOV.
couchage 140
ESPACE LOGGIA
Le spécialiste du gain de place
30, bd Saint-Germain (6^e), 46-34-69-74
4, rue Saint-Honoré (1^{er}), 40-28-13-55
11, rue Chabanne (2^e), 42-50-28-45
Vincennes (94), 49-57-99-90
Le Monde L'ÉCONOMIE

مركز العمل

18 • Dimanche 21 - Lundi 22 novembre 1993 •

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Cacophonie

L'Espagne va détacher quelques-uns de ses soldats à l'Eurocorps, créé à l'origine par l'Allemagne et la France. Déjà, la Belgique s'est ralliée à ce corps d'armée. Mais son ministre de la défense a exigé qu'on y parle le flamand et même temps que le français et l'allemand. Forte de ces précédents, l'Espagne pourrait à leur tour réclamer que les ordres soient aussi donnés dans la langue de Don Quichotte.

Pour l'instant, les chefs militaires, allemands et surtout

français, de l'Eurocorps font de la résistance. Au nom de l'efficacité opérationnelle, ils se voient mal en train de haranguer leurs hommes dans un concert de langues qui serait plus cacophonique qu'euphonique.

A moins que, toutes réflexions faites, la solution ne soit l'adoption de la seule langue de Shakespeare, celle d'un pays européen qui, pas un moment, n'a songé à entrer dans l'Eurocorps.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DATES

La première du «Sonier de satin»

Il est 17 h 30, ce samedi 27 novembre 1943. La salle du théâtre, sis 3, rue de Valois à Paris bruisse. Les instruments s'accrochent peu à peu. Soudain, les trois coups, le silence et l'accord qui précède d'une voix forte : «Le Soulier de satin ou le pire n'est pas toujours sûr, action espagnole en quelques journées.» (page 2).

INTERNATIONAL

Le puzzle afghan

Nous publions la troisième et dernière partie de notre enquête sur l'Afghanistan. Après avoir visité Hérat, à l'ouest, et Mazar-i-Sherif, au nord, deux cités déjà très engorgées dans leur reconstruction, notre envoyé spécial s'est rendu à Kaboul. La guerre entre factions islamistes y est toujours à l'ordre du jour, mais la capitale afghane n'a plus le visage halluciné d'une ville en guerre. On dit même que l'ambassade de France pourrait y ouvrir ses portes et l'ONU y ramener quelques-uns de ses représentants (page 5).

Fatalisme au Nigeria

Alors que l'Union européenne et les Etats-Unis étudient des sanctions à l'encontre des militaires de retour au pouvoir à Lagos, le plupart des Nigériens, occupés avant tout à survivre, font preuve de fatalisme. Après une semaine de hautes tensions, la capitale a repris son visage normal (page 6).

POLITIQUE

Polémique à Versailles

Le Parlement, réuni en Congrès à Versailles, a, certes, adopté, avec une confortable majorité, la réforme constitutionnelle du droit d'asile. Mais le vif écho que le Conseil constitutionnel à laquelle s'est livré M. Balladur indigné les socialistes et embarrassé l'UDF (page 7).

SOCIÉTÉ

Policiers en congrès

«Des promesses, les policiers en ont la mémoire pleine, avait prévenu le secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police, réunie en congrès à Dijon. Un nouvel échec provoquerait une grave crise de confiance qui ébranlerait toute la police nationale.» Message reçu. M. Pesqua a quitté à grande vitesse le Parlement réuni à Versailles pour venir rassurer les congressistes (page 8).

CULTURE

Pensionnaires au travail

«Pensionnaire à la Villa Médice (Rome)» : pour nombre d'artistes, comme pour la publie, la mention sous-entend un séjour de rêve. Qui est aussi, cependant, un séjour de travail. Pour preuve, cette exposition qui présente, dans une élégante ville italienne aux environs de ... Nantua, à Cléon, les œuvres de sept des plus privilégiés, peintres, sculpteurs ou photographes (page 11).

ÉCONOMIE

Les chimistes à l'assaut de la Chine

«Nous devons investir là où se trouve le marché» : fort de ce principe, les industriels de la chimie sont, comme leurs homologues d'autres branches, attirés par l'Asie et, spécialement, la Chine. Reportage à Shanghai, où, selon un responsable local, «le total des investissements a déjà doublé cette année pour atteindre six milliards de dollars» (page 13).

Services

Abonnements..... IV
Carnet..... 16
Météorologie..... 16
Mots croisés..... 16
Télévision..... 17
Spectacles..... 12
La télévision du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte deux cahiers
«Heures locales» (à 8 h 11)
et «Radio-télévision» (à 40)

Lundi

L'Economie

Mélaïe à La Poste. Trois ans après le changement de statut, l'Etat reste le vrai maître du jeu, et l'exploitant public, dépourvu de véritable autonomie, est pourtant sommé d'équilibrer ses comptes. Un seul moyen de gestion : les suppressions d'emplois...

Le numéro du «Monde»
daté samedi 20 novembre 1993
a été tiré à 474 909 exemplaires

En Asie centrale et en Ukraine

L'attitude impériale de la Russie provoque une irritation croissante

Les pressions, notamment monétaires, de la Russie sur les Républiques de l'ex-URSS suscitent de plus en plus d'irritation en Asie centrale et en Ukraine. Face aux mesures unilatérales prises par Moscou concernant le rouble, plusieurs de ces Républiques ont décidé de créer leur propre monnaie.

MOSCOU

de notre correspondant

Trop, c'est trop. Confrontés à l'attitude de plus en plus intransigente des dirigeants russes, les principaux pays d'Asie centrale soviétique - le Kazakhstan et l'Ouzbékistan - ont ouvertement manifesté leur irritation. M. Andreï Kozirev, le ministre russe des affaires étrangères, qui a achevé, jeudi 18 novembre, une tournée dans la région, l'a constaté à ses dépens. Lorsqu'il a voulu aborder la question de la minorité russe en Ouzbékistan avec le président Islam Karimov, ce dernier a réagi par des propos très vifs, «émotionnels» selon l'expression de M. Kozirev. Et à Alma-Ata, le président kazakh Nursulten Nazarbajev - pourtant partisan très zélé de la coopération avec la Russie - a eu un geste encore plus éloquent : prétextant une subite angine, il s'est abstenu de recevoir l'ambassadeur de Moscou.

Ces signes de mauvaise humeur sont essentiellement dus à la sévère douche économi- que que les dirigeants russes ont fait subir à leurs partenaires en matière monétaire. La Russie, qui s'était appropriée l'ensemble des moyens d'émission de monnaie de l'URSS, a d'abord retiré par surprise, en juillet dernier, les roubles «anciens», manœuvre qui revenait en fait à chasser ses partenaires, dépourvus de nouvelles coupures, de la zone rouble. Après quoi, contraints et forcés, cinq pays de la CEI (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Biélorussie, Arménie) ont accepté la proposition russe de constituer «une zone rouble d'un type nouveau», prévoyant notamment une harmonisation des politiques économiques et permettant à Moscou de contrôler en fait l'émission de monnaie. Cependant, à la suite du retour au gouvernement d'Egor Gaidar, les responsables russes ont ensuite considérablement durci leurs positions, et imposé à leurs partenaires des conditions draconiennes : les «nouveaux» roubles faisaient l'objet d'un prêt gagé sur les réserves d'or et de devises des pays considérés, et portant intérêt. De plus, Moscou se réservait le droit d'apprécier si les politiques économiques et monétaires conduites par ses partenaires étaient conformes à leurs obligations.

Réalisant que ces «règles»

conduisaient à une perte à peu près totale de souveraineté, Tachkent et Alma Ata ont donc décidé de changer leur fusil d'épaule, et introduire, en toute hâte, une monnaie nationale - plus ou moins provisoire dans le cas de l'Ouzbékistan, où des «coupons» ont été mis en circulation, tandis que le Kazakhstan optait pour une véritable monnaie, le «tengue». Le Kirghizistan et le Turkménistan, plus prudents, étaient, pour leur part, sortis «à froid» de la zone rouble en instaurant le soug et le manat, et faisant ainsi l'économie de cette crise. En Asie centrale, seul le Tadjikistan - où un brutal régime néo-communiste s'a pas grand chose à refuser à une Russie qui le maintient à bout de bras - a accepté le schéma imposé par Moscou. Certes, le pays ne possède pas les «actifs liquides» susceptibles de garantir les coupures fournies par la Russie, mais le vice-premier ministre russe Alexandre Chokhine a fait savoir que Moscou était disposé à prendre en gage «des ressources naturelles, des terres ou des usines».

De leur côté, l'Arménie et la Moldavie se préparent à intro-

duire, d'ici quelques jours, leurs propres monnaies - le dram et le lei. Reste la Biélorussie - étroitement dépendante de Moscou - où circulent, depuis un certain temps, de jolis «coupons», représentant des bisons et autres animaux locaux : le Parlement a ratifié, jeudi 18 novembre, un accord sur la création d'une «union monétaire russo-biélorusse». Les députés n'ont pas tenu compte des mises en garde du président Choukhevitch, qui les a avertis que leur vote revenait à «acheter un chat dans un sac», c'est-à-dire à signer un chèque en blanc avant même de connaître les intentions exactes de Moscou.

Quand Kiev se rebiffe

Les dirigeants russes sont sans doute en droit de considérer qu'ils ne risquent pas grand chose à brusquer ainsi leurs partenaires, même ceux qui, comme le président kazakh Nazarbajev ont toujours été le mieux disposés à leur égard : les velléités des Etats de la région de créer une sorte de com-

munaute des pays d'Asie centrale, qui se sont manifestées, par exemple, quand Moscou faisait mine de constituer une «communauté slave», n'ont jamais été bien loin, et, à vrai dire, ni Tachkent ni Alma Ata ne peuvent s'offrir le luxe d'une brouille durable et profonde avec la Russie. Cependant, l'épisode laissera sans aucun doute des traces.

Il est d'autant plus mal ressenti qu'il coïncide avec une campagne de «nettoyage» de Moscou à caractère ouvertement raciste, qui vise prioritairement les Caucasiens, mais aussi les ressortissants d'Asie centrale. En introduisant une taxe de séjour dans la capitale pour les non-russes, en annonçant, comme l'a fait récemment Boris Eltsine, la possibilité mise en place d'un système de visas pour l'ensemble des pays de la CEI, les dirigeants russes donnent un peu l'impression de jouer avec le feu : les Russes d'Asie centrale, qui se plaignent déjà de ce plus tenir le haut du pavé dans ces anciennes colonies, risquent de subir le contre-coup de cette attitude. La réaction de colère de M. Karimov, lorsque M. Kozirev a abordé le sujet devant lui, en dit long. Et, au Kazakhstan, ses demandes concernant la reconnaissance aux Russes établis dans le pays d'une double nationalité se sont apparemment heurtées à une fin de non recevoir.

Leur attitude à l'égard de l'Ukraine aurait pu, pourtant, servir de leçon aux dirigeants russes. Lorsque Boris Eltsine, lors de sa dernière rencontre avec Leonid Kravtchouk, a profité des très graves difficultés économiques de l'Ukraine pour annoncer, à la hussarde, un «accord» à propos de la flotte de la Mer noire et de la remise à la Russie des armes nucléaires, le président ukrainien a d'abord laissé dire. Mais il est vite apparu que Kiev se rebiffait, que «l'interprétation» de ces accords posait problème, et qu'en d'autres termes le fruit ukrainien n'était toujours pas mûr pour tomber dans la corbeille russe.

La résolution sur les armes nucléaires adoptée jeudi par le Parlement de Kiev en témoigne (le Monde du 20 novembre). L'Ukraine n'acceptera de renoncer à sa force nucléaire qu'en échange, non seulement d'un engagement de «non agression nucléaire», mais aussi d'une promesse «de non pression économique». L'agence peut sembler naïve, voire irréaliste, mais illustre les limites d'une politique : à trop bousculer ses partenaires sous prétexte qu'ils sont en position de faiblesse, Moscou risque de gâcher ses chances de reconstruire, à plus long terme, son empire.

Ca. V.

JAN KRAUZE

Vingt-huit jours après son dernier tir

La fusée Ariane a placé sur orbite le satellite Météosat-6

Nouveau «sans faute» pour la fusée européenne Ariane, dont le soixante et unième exemplaire - une Ariane 44LP - a été lancé du centre spatial de Kourou (Guyane française), samedi 20 novembre à 2 h 17 (heure de Paris), pour mettre deux satellites en orbite.

Largué dans l'espace vingt-six minutes après le tir, le satellite Météosat-6 (704 kg, 450 millions de francs) est le sixième représentant du programme «Météosat opérationnel» (MOP), commun à l'Agence spatiale européenne (ESA) et à l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (Eumetsat). Construit par le groupe français Aérospatiale, cet engin, comme ses aînés, fournira, pendant cinq ans, des données sur la totalité du globe terrestre, à raison d'une image actualisée toutes les demi-heures. Elles sont destinées aux services publics, aux chercheurs et aux téléspectateurs de toutes les chaînes européennes, familiers depuis longtemps des animations météorologiques fournies par Météosat.

Quatre minutes plus tôt, la fusée européenne avait placé sur orbite le satellite mexicain de télécommunications Solidaridad-1 (2,8 tonnes). Premier engin de deuxième génération de la compa-

gnie Telecomunicaciones, celui-ci a été mis en point par le groupe américain Hughes Space and Communications. Une fois placé en orbite géostationnaire, il devra transmettre ses données, quatorze fois par jour, vers la majeure partie de l'Amérique latine et vers les Etats-Unis. Ce satellite et son jumeau Solidaridad-2, prévu pour être lancé par Ariane en mars 1994, sont, en effet, deux fois plus puissants en masse, en énergie et en puissance de communication que leurs prédécesseurs Morelos 1 et 2, qui terminèrent respectivement leur mission en mars prochain et en 1998.

Vingt-huit jours après son dernier tir (le Monde du 22 octobre), la fusée Ariane enregistre ainsi son vingt-sixième succès d'affilée. Celui-ci était d'autant plus important pour ses exploitants qu'il s'agissait de la première prestation d'Arianespace pour le Mexique, qui a investi, pour la construction et le lancement des Solidaridad 1 et 2, près de 1,2 milliard de francs. Une réussite que le ministre mexicain des télécommunications, Emilio Gamboa Patron, a qualifié de «nouvelle révolution technologique cette fois», en rappelant qu'il intervenait le jour anniversaire de la révolution mexicaine.

Ca. V.

La situation au «dépôt» des étrangers de Paris n'est pas satisfaisante reconnaît la préfecture de police

La révélation, par plusieurs avocats, des sordides conditions de rétention des étrangers au «dépôt» situé dans les murs du Palais de justice de Paris (le Monde du 19 novembre) a fait réagir, vendredi 19 novembre, la préfecture de police de Paris. Celle-ci était absente de l'audience du tribunal de grande instance de Paris qui examinait, mercredi 17 novembre, une plainte à son encontre déposée pour voie de fait. Cette absence, indiquée, vendredi, le service de presse de la préfecture, «ne traduit pas un sentiment d'indifférence sur le fond», mais une «position technique» selon laquelle le juge judiciaire, saisi, n'était pas compétent pour connaître de cette affaire.

Cette position, précise la préfecture, a été prise par le ministre de l'Intérieur, «en plein accord avec le ministre de la justice». D'où le «déclinaison de compétence» remis jeudi au tribunal, et confirmé par les réquisitions écrites du procureur. A propos du fonctionnement du centre de rétention, que

les avocats estiment contraire à la convention européenne des droits de l'homme prohibant les «traitements inhumains et dégradants», la préfecture de police indique qu'«en dépit des importants travaux effectués (...), on ne peut pas dire que la situation actuelle soit satisfaisante».

Selon elle, 6 millions de francs ont été consacrés, depuis 1988, à la réfection et à l'entretien des sanitaires du «dépôt» créé en octobre 1981, ainsi qu'à l'aménagement d'une cuisine et d'une infirmerie. «Dans les centres de rétention comme ailleurs, les étrangers ont droit au respect et à la dignité», poursuit la préfecture, qui précise que le préfet a donné des instructions pour trouver d'autres locaux (Aubervilliers est l'une des possibilités à l'étude), qui supposent l'affectation de 16 à 20 millions de francs au budget de 1994. Le tribunal de grande instance de Paris doit rendre, mercredi 24 novembre, sa décision.

Ph. Be.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LA JUSTICE DÉBOUSSOLÉE

Lentement, encombrement, non-exécution des décisions : depuis quelques années la justice fait l'objet de critiques de plus en plus vives.

LE RECUL DE L'ÉCOLOGIE

La crise économique et l'échec des écologistes aux élections législatives ont fait passer au second plan les préoccupations écologiques.

Economie de l'environnement : la nouvelle donne

Numéro de novembre 1993



Les grattes-ciel de Villeurbanne Menace sur la réhabilitation de 1400 logements sociaux III	La province aux portes de la banlieue Pour se développer la région doit s'appuyer sur la grande couronne V	Les espoirs des agences d'urbanisme Elles veulent participer au débat sur l'aménagement du territoire VI	Sarreguemines aux pieds de falence Fin le « miracle allemand ». La cité ressent les effets de la crise VIII
---	--	--	---

HEURES LOCALES

LE DÉVELOPPEMENT A PETITS PAS

La DATAR fait le bilan de l'opération menée dans douze sites pilotes pour favoriser la formation des hommes et améliorer l'attractivité des territoires

Est-ce le développement économique qui pourrait désormais que résulter d'un travail de fourmi mené sur le terrain ? Au moment où l'espérance d'implantations spectaculaires d'entreprises est aléatoire, mieux vaut essayer de tirer le maximum de celles qui sont déjà installées. C'était en tous les cas l'idée qu'avaient les responsables de la Délégation à l'aménagement régional (DATAR) en lançant, en 1990, l'opération « Formation des hommes et développement des territoires » dont les actes viennent d'être publiés (1).

« La formation n'a été que le mobile, la cible réelle est le développement local », précisent d'emblée les organisateurs de cette opération. Il s'agit en effet d'améliorer l'attractivité des territoires en valorisant la formation et les capacités des hommes qui y travaillent. « Car après une longue période de taylorisme où la logique de la machine dominait les organisations, les technologies remettent la qualité des hommes au premier plan des facteurs de performance globale de l'économie et de la compétitivité des entreprises », explique Noël Lebel, directeur à la DATAR.

Les douze sites expérimentaux choisis pour mener ces expériences représentent chacun une spécificité de l'Hexagone. Sedan (Ardennes), Vendôme (Loir-et-Cher), Aurillac (Cantal), Laon (Aisne), Lens (Pas-de-Calais), Quimper (Finistère), Issoire (Puy-de-Dôme), Cambrai (Nord), Argentan (Orne), Millau (Aveyron), Limoux (Aude), Valence (Drôme) : autant de zones rurales ou de régions de vieilles industries qui sont à la recherche d'un mode de développement.

Création de clubs

A chaque fois, un chef de projet a été nommé pour imaginer et coordonner les actions les mieux adaptées au tissu économique local. Leur mission a souvent consisté à faire travailler ensemble des entreprises qui n'ont pas l'habitude de se parler alors qu'elles sont géographiquement proches. A Lens, le chef de projet, Gérard Gnanet, un ancien ingénieur de Charbonnages de France, a créé deux clubs où les dirigeants des sociétés peuvent réfléchir à leurs plans en matière de formation et même plus largement à leurs stratégies de dévelop-



pement. « Ces structures ont été mises en place à la suite des travaux d'un comité de pilotage qui s'est réuni à la préfecture », explique Gérard Gnanet. La première chose à éviter est de réunir des entreprises qui travaillent sur le même secteur et sont donc en concurrence sur les marchés. Dans ce système, les entreprises deviennent formatrices entre elles. « En dix-huit mois, quelque 800 entreprises ont ainsi été mises en contact. »

Dans le Vendôme, l'action menée sous la houlette de la DATAR a entraîné la mise en place d'un centre de ressources informatiques dans le domaine de la conception et du dessin assistés par ordinateur (CAO et DAO) qui devrait être utilisé par au moins cinq entreprises. Un centre de formation d'apprentis (CFA) devrait aussi être créé, particulièrement destiné à l'industrie mécanique et automobile.

Mais les choses n'ont pas toujours été faciles. Ainsi à Aurillac, où l'opéra-

tio a été dirigée par le bassin d'emploi, les résultats sont jugés modestes. Les contacts noués avec les salonniers, les scieries, les sbattoirs, les entreprises de bâtiment et les garages de ce bassin de 40 000 habitants n'ont abouti qu'à une identification des besoins. « Le chef de projet est bien seul dans cet environnement nouveau. C'est à la fois sa force et sa grande faiblesse. Les expérimentations démontrent parfois l'existence mais elles déstabilisent aussi les chefs d'entreprise », note Jean-Paul Vaillermoz, du comité de bassin d'Aurillac.

Les donneurs d'ordres

Responsable de l'opération menée à Argentan, Mercat Roland, a dû, lui aussi, faire preuve de persévérance. « Lorsque je me suis adressé aux PME-PMI pour établir un diagnostic des

besoins de formation, j'ai été un peu déçu des réponses que je recevais. Notamment leurs responsables avaient des difficultés à se projeter trois à cinq ans dans l'avenir », reconnaît-il.

Du coup, Mercat Roland a réorienté sa mission. D'abord, il s'est installé à la chambre de commerce de Flers et il a décidé de se tourner vers les donneurs d'ordres. « Après avoir rencontré 14 responsables de ces entreprises, j'ai pu établir des lignes d'action de formation à court et moyen terme », poursuit-il. Et pour permettre aux entreprises de se rencontrer, il a, lui aussi, créé deux clubs.

Le particularisme local

En réalité, la manière de faire ne peut qu'être différente puisqu'elle doit être le mieux possible adaptée au site concerné et au particularisme des acteurs locaux. « On doit faire attention de ne pas enfermer ces actions de la DATAR dans un carcan », note José Jorret, chef de projet dans la haute vallée de l'Aude. Au sujet de ses relations avec les chambres consulaires, il faut bien voir que l'objectif de la mission n'est pas, même si la tentation est forte, d'entrer en conflit avec les chambres consulaires ou les divers organismes locaux.

D'autres institutions se mettent à jouer la carte du micro-développement. Ainsi le conseil régional Rhône-Alpes vient de signer un contrat de développement économique avec le bassin d'emploi d'Aoosay (Ardèche). Il s'agit à la fois d'une aide au financement et d'un moyen de fédérer les initiatives privées et publiques. Signé pour une durée de trois ans, ce contrat prévoit notamment la prise en charge par le conseil régional de 40 % des dépenses engagées par certains équipements : étude de faisabilité d'un aménagement routier, actions de formation, accompagnement du développement des entreprises.

Ces initiatives montrent que l'aménagement du territoire ne dépend pas seulement des grandes opérations décidées à Paris.

Françoise Chirot

Courages

NICOLAS SARKOZY a relevé le gant. Le ministre du budget s'est présenté au congrès de l'Association des maires de France (AMF), le 18 novembre, pour justifier les ponctions prévues sur les ressources des collectivités locales en 1994. « Il n'était pas question que le ne vienne pas », a-t-il lancé, en précisant qu'il s'agissait d'un acte de « courage minimum ».

Du courage, il en fallait aussi, selon lui, pour faire face à des choix impossibles. « Ramener en cause les salaires de la fonction publique ? Surtout pas ! Le budget de la défense ? Incontournable ! Les dotations aux collectivités locales ? Provocation ! » S'il n'avait été dans l'obligation de « trouver des économies », jamais il ne se serait « mis cette affaire sur le dos ».

Les maires, d'ailleurs, ne se dérobent-ils jamais à leurs obligations ? « Tout le monde est pour la révision des valeurs locales », constate le ministre. Mais quand il s'agit de la mettre en application, j'entends dire : ça ne va pas ! Il y a les élections cantonales, puis les municipales ! M. Sarkozy a annoncé qu'il s'attaquerait, lui, à cette réforme. Sans acrobaties, toutefois, « vitesse et précision ».

Jean-Paul Delevoye (RPR), président de l'AMF, a salué la « franchise » d'un tel discours, et les élus ont applaudi. Seuls quelques mauvais esprits ont fait observer, dans les couloirs, que l'organisation magistrale du congrès avait facilité la tâche du ministre. La traditionnelle épreuve des questions-réponses avec le public a été évitée, un membre du bureau d'étant chargé de relayer les questions de la base. La séance avait, en outre, été préparée par une succession de discours tendant à montrer qu'en période d'austérité il n'y a pas d'autre issue que la rigueur. Dans une conjoncture financière critique, les élus chargés de lever l'impôt devraient, eux aussi, faire preuve de courage.

Rafaële Rivaïs

RESTRUCTURATION

LES DÉMÉNAGEMENTS DES HÔPITAUX PARISIENS

Pour financer sa modernisation l'Assistance publique mobilise son patrimoine foncier. Une opération semée d'embûches.

L'état-major de l'Assistance publique (AP) se boudait pas son plaisir lundi 15 novembre lors du lancement du chantier de construction du nouvel hôpital Georges-Pompidou (le Monde du 16 novembre). Edouard Balladur citait en exemple la politique de restructuration hospitalière de leur puissante maison. Et il incitait toutes les régions de France à en faire autant.

Avec ses cinquante établissements et leurs 83 000 employés capables de soigner simultanément plus de 30 000 patients, l'Assistance publique est un mastodonte qui

bouge. Il y va de la qualité des soins qu'il prodigue et de son existence même. A l'intérieur de la capitale l'AP a hérité de l'Histoire vingt-cinq hôpitaux offrant 15 000 lits et des consultations recevant 400 000 personnes par an. Une formidable entreprise de santé servie par la crème du corps médical national. Mais la plupart de ces établissements sont anciens, fragmentés en pavillons et difficilement adaptables à des techniques de soins en rapide évolution. Classés monuments historiques, certains bâtiments sont intouchables. A Laennec, dont le cœur date du XVII^e siècle,

les malades à radiographie sont brancardés à travers les cours, même en hiver. Or l'AP est condamnée au changement. Les lits de certains services sont en excédent, d'autres, notamment ceux destinés aux personnes âgées, manquent cruellement. Rieco que dans Paris, 1 700 lits ont été supprimés en dix ans, mais ce n'est pas suffisant. Les dirigeants de la grande maison ont donc adopté une stratégie en trois points : réhabiliter et moderniser ce qui peut l'être, construire de nouveaux hôpitaux, vendre les plus médiocres.

Le premier point de cet

audacieux programme est en application depuis déjà des années. Et les chantiers vont bon train. Les architectes y déploient un tel talent que le Pavillon de l'Arsenal a pu leur consacrer une exposition assortie d'un épais et remarquable catalogue (1). Lariboisière (10^e) a été entièrement rénové avec notamment un service d'urgence semi-enterré. Dans l'immense domaine de La Pitié-Salpêtrière on construit à la fois un « centre de la tête et du cou » et un « service cœur-vaissaux » qui auront peu d'équivalents. La moitié de Saint-Antoine est en cours de rajoutement. Bientôt viendront le tour de Cochin et de Necker. L'AP consacre à ces travaux plus de 1 milliard de francs par an.

Marc Ambroise-Rendu
Lire la suite page V

(1) « Paris d'hospitalité », dirigé par Jean Léonard et Martine Weissmann, Picard Ed. et Pavillon de l'Arsenal, 1990, 157 p., 200 F.

Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index), 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

1944-1991

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

1944-1991

مركز العمل

RÉGIONS

EUROPE

RÉDUIRE LES DISPARITÉS RÉGIONALES

Les ministres des Douze proposent des mesures de concertation pour les zones transfrontalières

L'UNION européenne s'est mise depuis longtemps à l'heure de la décentralisation. La pratique des « conseils informels » est là pour en témoigner. Les Douze ont tenu des réunions en dehors des capitales nationales dans le pays qui assume la présidence - tour à tour semestrielle - de l'Union.

Habituellement, les ministres des Douze se réunissent à Bruxelles ou à Luxembourg, mais ces « conseils informels », limités à des échanges de vues, sans décision contraignante, permettent aux représentants des États membres de se concerter et de découvrir les métropoles régionales dans une ambiance détendue, parfois en compagnie de leurs épouses. C'est à ce titre que Daniel Hoefel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, a participé avec ses homologues européens au conseil « politique régionale et aménagement du territoire », jeudi 12 et vendredi 13 novembre à Liège.

Une initiative déconcertante

En vertu de l'article 146 du traité de Maastricht, qui permet aux États fédéraux de se faire représenter au conseil par des ministres régionaux, la Belgique, puissance invitée, avait envoyé à Liège, Guy Spitaels, ministre-président du gouvernement wallon, et Robert Collignon, ministre wallon de l'aménagement du territoire. Une initiative un peu déconcertante pour les représentants de la France jacobine, mais tout à fait dans l'air du temps à Bruxelles. Les travaux ont notamment porté sur le difficile partage des fonds structurels destinés à réduire les disparités régionales au sein de l'Union. Dépassant les 1 000 milliards de francs français, ces fonds représentent 37 % du budget communautaire pour l'exercice 1994-1999. Avec les termes techniques qui sont devenus un code employé par les instances de Bruxelles, ils sont destinés aux « zones éligibles à l'objectif 2 » (c'est à dire

en déclin industriel) et à celles « éligibles à l'objectif 1B » (en déclin agricole).

Mais, pour l'« objectif 2 », par exemple, les sommes à distribuer ne peuvent réglementairement pas profiter à plus de 15 % de la population des Douze. Or les demandes déjà présentées concernent un territoire où vit plus de 22 % de cette population. Il faudra des arbitrages, et il n'était pas mauvais de s'y préparer à Liège.

Autre problème : la compatibilité de chaque programme national d'aménagement du territoire (plan d'aménagement, schéma directeur) avec les projets et réalisations des autres pays membres. En attendant la rédaction d'un programme de « développement spatial européen », les ministres ont promis de mettre en œuvre des procédures de concertation, en commençant par les zones transfrontalières.

En conclusion, M. Spitaels a

discrètement déploré le retard pris par le comité des régions qu'a institué le traité de Maastricht. Le conseil et la Commission devront demander à ce nouvel organe son avis sur les questions relatives à la culture, la santé, l'éducation, les réseaux transeuropéens et tout ce qui a trait à la cohésion économique et sociale. Il sera constitué par des représentants des collectivités régionales et locales nommés pour quatre ans par le conseil sur proposition des États membres.

Il semble que la désignation de ces personnes (au nombre de 24 pour la France) pose problème dans certains pays. Bruce Millan, commissaire européen chargé des politiques régionales, a néanmoins déclaré que le comité serait mis en place en janvier.

de notre envoyé spécial à Liège
Jean de la Guérinière

L'aide des universitaires

Un « Consortium européen pour les études régionales et fédérales » couvrant toute l'Europe vient d'être créé avec un secrétariat installé à Bruxelles. La mise en place de cet organisme coïncide avec l'entrée en vigueur du traité de Maastricht.

Composé essentiellement d'universitaires et d'experts spécialisés dans la science politique et administrative et l'administration locale, ce consortium réunit déjà huit importants centres de recherche de sept pays (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Italie, et Royaume-Uni). Il est ouvert à de nouveaux membres des pays européens, qu'ils soient dans l'Union européenne ou non.

Le but du consortium est de « promouvoir en Europe les recherches sur deux évolutions importantes en cours : la marche vers une union plus étroite entre les États nationaux et d'autre part le processus vers davantage d'autonomie régionale à l'intérieur même des États ». Ces deux tendances, d'ailleurs étroitement interdé-

pendantes, se reflètent à la fois dans la lettre et l'esprit du traité de Maastricht.

Les responsables européens, notamment les membres du Comité économique et social de Bruxelles auprès duquel sera installé le Comité des régions d'Europe, ont manifesté le souci de s'appuyer, en tant que de besoin, sur des travaux et réflexions scientifiques, sur le fonctionnement, les missions et l'intégration dans les organes communautaires du nouveau comité dont la composition donne lieu à de très délicates tractations. Le bureau du consortium est présidé par le professeur Murray Forsyth, du Center for Federal Studies de l'université de Leicester. Les vice-présidents sont Robert Herzog de l'université de Robert Schuman à Strasbourg et Hantz Peter Schneider de l'université de Hanovre. Le secrétaire général est Frank Delmerino du centre d'études du fédéralisme de Bruxelles.

F. Gr.

FINANCES LOCALES

TAXES A GÉOMÉTRIE VARIABLE

Les impôts liés à l'automobile dépendent des départements et des régions

Du simple au double : ainsi varie le prix de la vignette, d'un département à l'autre. Depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation, cette taxe sur l'automobile est perçue et votée par les conseils généraux (sauf en Corse, où l'assemblée régionale s'en charge). Son tarif, auparavant uniforme, dépend désormais de la politique ainsi que des ressources de ces collectivités locales.

Les automobilistes pourront le constater en s'arrêtant leur vignette annuelle, dépense dont ils doivent s'acquitter avant le 2 décembre, faute de quoi elle sera majorée de 5 %. En 1984, la vignette coûtait 320 francs pour une voiture de cinq à sept chevaux-vapeur de moins de cinq ans, modèle le plus courant. Aujourd'hui, il faut compter entre 268 et 368 francs pour un véhicule ayant les mêmes références.

C'est dans la Marne que l'autocollant, de forme ronde, coûte le moins cher. Le président du conseil général, Albert Vecten (UDF), « refuse de taxer l'automobile. En 1988, il avait même proposé de supprimer la vignette, rappelle le directeur général des services, Francis Lherbier. Albert Vecten estime en effet que la voiture est essentielle au maintien de la vie en milieu rural. Le conseil général ne peut organiser une desserte de transports en commun qui satisfasse tout le monde. Les gens ont besoin de leur voiture, et chaque famille en possède deux ou trois ». Bien que le département dispose de recettes fiscales directes relativement modestes, le maintien d'une vignette à bas prix est possible, grâce à une « politique de compression des dépenses de fonctionnement ».

Le conseil général de la Réunion propose la vignette la plus chère. « Comment pourrait-il en être autrement ? », s'interroge un responsable. Nous sommes le département de France qui compte le plus de chômeurs et de RMIstes, et nos besoins sont sans aucune mesure avec ceux de la Métropole ! » L'Eure-et-Loire, l'Indre-et-Loire et le Gard arrivent

juste derrière, avec un timbre à 530 francs. « Le conseil général d'Eure-et-Loire calque la croissance de la vignette sur celle de l'inflation », affirme un fonctionnaire dont, pourtant, les propos ne semblent pas tout à fait avérés.

En Indre-et-Loire, le prix élevé de la vignette a, au contraire, une origine conjoncturelle, affirme-t-on. « Nous avons dû faire face, l'an dernier, à une augmentation considérable des dépenses d'aide sociale. Comme nous n'avons voulu ni stopper les investissements ni peser excessivement sur la fiscalité directe, nous avons joué sur la vignette, qui était notre seule marge de manœuvre. »

Impôt écologique

En 1984, le produit dégagé par ce timbre fiscal s'élevait à 8 milliards de francs. En 1992, les départements ont prélevé 12 milliards de francs. Les régions bénéficient, pour leur part, d'une taxe sur la carte grise, document délivré lors de l'achat de véhicules, neufs ou d'occasion. Cet impôt, qui représente le huitième, voire le dixième, de leurs ressources, a connu une formidable ascension. D'une valeur de 2,5 milliards en 1984, il a grimpé à 7 milliards de francs en 1993. Le coût moyen du cheval-vapeur est passé de 50 à 143 francs.

Mieux vaut immatriculer son véhicule au Auvergne que dans le Sud de la France. Toutefois, les disparités d'une collectivité à l'autre sont moins affirmées que pour la vignette. C'est dans la région Rhône-Alpes que l'addition est la plus lourde, avec un cheval-vapeur à 180 francs. « Ce coût élevé a une explication politique », affirme un fonctionnaire du conseil régional. Charles Milon (UDF) doit composer avec les écologistes pour dégager une majorité. Comme ce groupe est favorable aux transports collectifs, il a décidé de taxer les véhicules individuels. »

R. Rs

Les Entretiens de l'Odas

Paris, les 14 et 15 décembre 1993
Mieux observer pour mieux décider : L'observation locale au service de la décision publique

I - DES FINALITÉS DE L'OBSERVATION

Exposé sur l'importance de l'observation des politiques publiques, locales et régionales, dans le processus de décision : Alain CARIGNON, Ministre de la Communauté, Président de l'Odas, Thierry CHAUVENET, Président du Conseil général de la Creuse, Pierre-Rémy JOUSSIN, Député, Président du Conseil général de la Creuse, André SARTRE, Député-Maire d'Issy-les-Moulineaux, puis échanges avec les participants.

II - DE LA FAISABILITÉ DE L'OBSERVATION

EN SÉANCE PLÉNIÈRE
Présentation des études sectorielles, menées par l'Odas depuis 18 mois sur le nouveau de l'observation locale
Analyse des obstacles à une collaboration inter-institutionnelle dans le domaine de l'observation de l'action locale

Table ronde finale avec

III - DE L'OPPORTUNITÉ D'UNE OBSERVATION PARTAGÉE

« OBSERVATION ET POVOIRS LOCAUX EN PÉRIODE DE CRISE »
L'ampleur de la crise des collectivités territoriales renforcera-t-elle la mobilisation partenariale des acteurs locaux et le besoin d'informations stratégiques, et, si oui, dans quelles conditions ?

Débat animé par Serge BOLLUCH, avec la participation de Jacques BARROT, Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, Jean-Michel BELLEGON, Président du Front National Socialiste, Jean-François CHAMARD, Député de la Vienne, Jean-Paul DELBAYE, Président de l'AMF, Jean-Pierre FULCRAND, Président de la Commission des Affaires locales du Sénat, Denis JACQUAT, Député de la Mayenne, Christian PROUST, Président du Conseil général du Territoire de Belfort, Michel THIERRY, Directeur de l'Action Sociale

Synthèse générale par René LENOIR, ancien Ministre, Président de l'Unipops
Renseignements et inscriptions : Observatoire national de l'Action sociale décentralisée Odas - 13, boulevard Saint-Michel 75005 Paris - Tél : (11) 44 07 02 52 - Fax : (11) 43 25 35 34

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Télécommunications. - Les prochains rencontres de l'Observatoire des télécommunications dans la ville, qui préside, depuis le mois d'octobre, Jean Roatta (UDF), député des Bouches-du-Rhône, auront lieu à Paris, mardi 23 novembre. Plusieurs débats porteront sur le rôle des télécommunications dans le développement local et l'aménagement du territoire. Des élus s'interrogeront sur le télétravail, la gestion de la sécurité urbaine, ou l'intégration des réseaux dans l'environnement.

■ Renseignements au (16-1) 42-55-81-00.

■ Urbanisme. - L'Association française des avocats conseils auprès des collectivités territoriales (AFAC), que préside M. Jean-Louis le Nô, bâtonnier à Châlons-sur-Marne, organise un colloque intitulé « Urbanisme opérationnel, le pire est-il à venir ? », dans la capitale de la région Champagne-Ardenne, mardi 23 novembre. Plusieurs juristes tiront le point sur les problèmes auxquels sont confrontés les élus en matière d'urbanisme, notamment l'intervention de plus en plus fréquente des associations. S'agit-il d'une « nécessaire démocratisation » ou d'un « triomphe des intérêts particuliers » ? se demanderont ces spécialistes, qui évoqueront aussi les conséquences financières de ces blocages, pour les opérateurs.

■ Renseignements au (16-1) 45-65-02-60

■ Cadre de vie. - Un colloque intitulé « Cadre de vie, cadre de ville » se déroulera à la cité des congrès de

Nantes les mardi 23 et mercredi 24 novembre. Il est organisé par la ville de Nantes et la Fondation européenne pour l'environnement, et les débats se dérouleront dans le cadre de six ateliers : les politiques de transports urbains ; les enjeux sociaux de la politique de la ville ; la reconquête du paysage urbain ; l'implication des citoyens dans les politiques de déchets ; les mécanismes de concertation sur les politiques urbaines ; les campagnes d'information et de sensibilisation des citoyens.

■ Renseignements : office du tourisme de Nantes 40-47-04-51

■ Dépendance et maintien à domicile. - La Maison des collectivités locales, qui dirige Christian Julienne, organise un colloque sur le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes, mercredi 24 novembre, à Paris. Quels services faut-il mettre en place pour maintenir chez elle une personne âgée dépendante, de quel personnel faut-il disposer, comment organiser les financements ? Des solutions seront présentées par une dizaine de responsables de collectivités locales ou d'associations spécialisées dans la gérontologie. (prix : 3 439 francs).

■ Renseignements au (16-1) 45-35-00-00.

■ Sociétés d'économie mixte. - La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte (FNSEM), que préside Alex Raymond (PSE), maire de Colomiers (Haute-Garonne), membre du Conseil économique et social, organise son prochain congrès à Marseille, du mardi 23 au vendredi 26 novembre. Le thème sera : « 1983-1993 : dix ans d'économie mixte, bilan et perspectives ».

■ La Fédération évaluera l'impact des SEM au développement local. Une quarantaine de sociétés présenteront une action exemplaire en la matière.

■ Renseignements au (16-1) 44-94-20-00.

■ Collectivité et associations. - Le Centre Condorcet, association créée par le Parti socialiste et la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, organise un séminaire de formation sur les relations juridiques entre collectivités locales et associations, jeudi 25 novembre, à Paris. Un avocat, M. Dominique Depoex, présentera notamment les risques de la gestion de fait-influence dans le maintien des deniers publics, réservé au comptable du Trésor.

■ Renseignements au (16-1) 40-41-08-48.

■ Jeunesse rurale. - Un colloque sur « Les jeunes dans l'espace rural » se tiendra à Poitiers, jeudi 25 et vendredi 26 novembre. Organisé par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire et de multiples partenaires, il permettra de faire le point sur la situation des jeunes ruraux : qui sont-ils, quels sont leurs modes de vie, quelles sont leurs attentes en matière d'aménagement de l'espace rural ? Des ateliers évoqueront des sujets tels que la situation des jeunes filles, la scolarité, ou l'exclusion en milieu rural.

■ Renseignements au (16) 49-39-34-61 ou au (16-1) 39-17-27-40.

■ Europe et régions. - Yvon Bourges (RPR), président du conseil régional de Bretagne, et François-Régis Hutin, président-directeur général de Ouest-France, organisent un colloque intitulé « Une politique régionale est-elle nécessaire au développement de

l'Europe ? », à Rennes, vendredi 26 et samedi 27 novembre. Des élus et des sociologues expérimenteront à quel correspond aujourd'hui la notion de région en Europe. Ils montreront que les régions sont les acteurs du développement économique et social de la Communauté européenne.

■ Renseignements au (16-1) 45-01-55-47.

■ Sport et collectivités. - Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFFT) organise un premier forum sur le sport et les collectivités territoriales à Mâcon (Saône-et-Loire), mardi 30 novembre et mercredi 1^{er} décembre. Cette manifestation s'adresse aux élus en charge du sport, aux responsables de services et d'équipements sportifs, ainsi qu'aux animateurs. Les débats porteront notamment sur les politiques sportives après dix ans de décentralisation, le sport scolaire, les clubs et fédérations, le sport de masse et de haut niveau.

■ Renseignements au (16-1) 40-60-48-00.

■ Images en région. - Les collectivités locales poursuivent-elles l'effort qu'elles ont entrepris il y a quelques années, en faveur de la décentralisation du cinéma ? La deuxième session du festival de courts métrages Images en région devrait être l'occasion de le mesurer. Il aura lieu à Vendôme (Loir-et-Cher) du vendredi 3 au mardi 7 décembre 1993. Organisé par le dynamisme Atelier de production Centre Val de Loire, cette manifestation mettra en compétition vingt films courts français, subventionnés par des conseils régionaux. Quatorze régions ont annoncé leur participation.

■ Renseignements au (16) 47-56-08-08 ou 47-37-64-34.

ATELIER
LE VERTIGE

DARLES
DIX ANS

MA
AQ
U

RÉGIONS

RHÔNE-ALPES

LES GRATTE-CIEL DONNENT LE VERTIGE

A Villeurbanne, la réhabilitation de 1400 logements sociaux risque d'être interrompue par l'arrêt des financements de l'Etat

À la fin des années 20, la démarche de Mérieux, jeune architecte dans un cabinet parisien, n'était pas d'imiter à New-York. Le programme retenu par la municipalité d'alors était sans équivoque, porté avec une conviction profonde par le maire socialiste, Lazare Goujon. Médecin hygiéniste, fils d'ouvrier usé par le travail dans les forges, Lazare Goujon voulait à la fois répondre - déjà - aux besoins urgents de logements, rendre plus heureux les représentants d'une catégorie sociale qui lui était proche.

A défaut de prendre en compte les soucis de l'urbanisme, son projet comportait près de 1400 logements, certes modestes (80 % des appartements mesurent moins de

40 mètres carrés de surface), mais très confortables pour l'époque, avec salle d'eau, WC, vide-ordures, chauffage central et ascenseur. Plus que par une recherche esthétique, les façades en gradins, dans les parties supérieures, sont là pour ménager de petites terrasses aux locataires. Et les décrochements en redents sont censés apporter davantage de lumière.

La dominante sociale marquée aussi les équipements d'accompagnement : un « palais du travail » pour les ouvriers et leurs organisations syndicales ; une piscine couverte ; un théâtre, devenu aujourd'hui le Théâtre national populaire (TNP), après avoir été le théâtre de la Cité ; un bureau de poste ; une centrale de chauffage urbain ; des commerces de proximité et, au milieu, l'hôtel

de ville. Son beffroi fait le pendant aux deux immeubles-tours de 33 mètres de hauteur dont les silhouettes, à l'entrée de l'avenue Henri-Barbousse, justifient, plus que tout le reste, l'appellation « gratte-ciel ». La cité de Mérieux fut construite en quatre ans, défilant remarquablement court. Son inauguration, au début de l'été 34, donna lieu à de chaleureuses fêtes. En revanche, elle apporta plus de tracas que d'éloges au maire-visionnaire : en mai 1935, il fut battu aux élections municipales, par ceux-là mêmes pour lesquels il avait œuvré.

C'est un autre socialiste, Charles Hernu, qui, plus de cinquante ans après, décida de redonner un coup de jeune à cet ensemble immobilier. Il y avait quelques bonnes raisons à se lancer dans cette entreprise : les « gratte-ciel » sont chevillés au cœur de Villeurbanne. En outre, son plan architectural, ils forment un ensemble patrimonial contemporain d'une rare qualité.

Enfin, dans la prise en compte d'une politique de la ville qui s'ébauchait alors, ils sont le contre-exemple d'une « banlieue » difficile : les contraintes d'espace ont mené à une population contrastée avec une grande part de personnes âgées - 40 % des habitants ont plus de soixante-dix ans - mais aussi des jeunes, célibataires ou couples avec peu ou pas d'enfants. « C'est un grand ensemble social, mais sans les problèmes qu'on connaît ailleurs. Ici, on sent qu'il existe une communauté animée par un souci de solidarité, même si on y compte, comme partout des délégués », observe Charles Del-

fante, architecte-urbaniste, appelé par Charles Hernu à présenter un projet, et par la suite à en assurer la maîtrise d'œuvre. L'idée de Charles Hernu est encouragée par une évidence : la commune a la possibilité de disposer d'une majorité confortable au sein de la Société villeurbannaise d'urbanisme (SVU), propriétaire des immeubles (1). Outre la réhabilitation du parc de logements, c'est une bonne occasion de réfléchir à la reposition du centre-ville, et notamment de faire de l'avenue Henri-Barbousse une voie-promenade agréable. Quand Charles Hernu quitta, tragiquement, la scène politique, en 1990, son successeur, Gilbert Chabroux, relève le défi.

L'augmentation des loyers

Une zone patrimoniale protégée d'aménagement et d'urbanisme (ZPPAU) est créée. Un concours pour la réhabilitation de l'avenue est lancé. Le coût de l'opération est chiffré : 220 millions de francs au total, 140 000 francs par appartement. Un plan de financement est arrêté pour les 797 premiers logements, représentent 120 millions de francs environ. Les travaux, commencés en 1992, sont totalement terminés pour le premier tranché (203 logements), ce volet d'achèvement pour la seconde (253 logements) et remis en cause pour la troisième (341 logements) à la suite de la défection partielle de l'Etat, pour une somme qui représente seulement 5 % des 56 millions nécessaires à sa réalisation. L'Etat participe néanmoins au financement par le biais des subventions Paludos (crédits de catégorie 3) dont le montant, chiffré en février 1993, s'élevait à près de 20 millions de francs pour l'ensemble des six phases de travaux. En crédits de catégorie 1, l'Etat avait accordé 3,6 millions de francs pour les deux premiers tranches du programme. Pour l'un des représentants du maître d'ouvrage, la

SVU, la réhabilitation est jugée positive par une majorité d'habitants. « Pourtant, le pari était difficile, admet Charles Del-fante. Faire des travaux de cette importance chez des personnes âgées, sans les déplacer, était une gageure. » Thierry Delmas, chargé de mission de la SVU, qui arpente les montées d'escalier et les coursives à longueur de journée depuis plus de deux ans, confirme : « Certaines entreprises, au début surtout, ne respectaient pas les plannings établis. Or, pour changer une conduite d'eau ou de chauffage dans un appartement, il fallait que les locataires des étages supérieur et inférieur soient présents. »

Le chantier est d'autant plus dérangeant qu'il touche aussi aux fondements des immeubles : étançonnage des terrasses, isolation thermique des façades, des cages d'escalier et des verrières ; pose de portes blindées, d'interphones avec vidéo-surveillance, refecton de toutes les canalisations (eau, gaz, chauffage) et de toute l'installation électrique... Des trésors de psychologie ont été nécessaires pour faire passer l'augmentation, à terme, des loyers : 2 à 2,5 fois le montant actuel. « Même s'ils étaient particulièrement faibles - 350 à 500 francs pour un logement de 35 à 40 mètres carrés - c'est une hausse très forte », commente Thierry Delmas. Il affirme que, pour les deux premiers groupes d'immeubles réhabilités, le confort retrouvé a fait passer la note. « Malgré tout, on reste à un niveau de loyer deux fois plus bas que dans le secteur privé », précise Gilbert Chabroux. Pour les aménageurs, auxquels il reste près d'un millier de logements à reprendre, les « gratte-ciel » continuent à donner le vertige...

De notre bureau régional à Lyon
Bernard Elie

(1) La SVU avait un bail amphitétrique de soixante ans expirant en 1992. Villeurbanne détient aujourd'hui 67 % du capital de cette société d'économie mixte.

AUVERGNE

Les jeunes et l'aménagement du territoire

« Avoir vingt ans aujourd'hui, c'est être obligatoirement concerné par l'état de la France en 2015 » : la préfecture de la région Auvergne souhaite mobiliser les 16-25 ans pour l'aider à tisser le grand débat sur l'aménagement du territoire. Un questionnaire spécifique leur est donc destiné, avec un double objectif : susciter une réflexion sur le Massif Central où ils vivent et grandissent, mais aussi prouver qu'ils ne sont pas exclus de ce grand débat national, puisque les réponses à ce questionnaire seront précisément collectées pour éclairer les choix du gouvernement. Les questions abordées sont souvent le reflet des difficultés du Massif Central. Ainsi, les 16-25 ans sont-ils invités à formuler une proposition pour tenter de freiner le départ des jeunes de la région. Un concours, doté de chèques vacances, couronnera les meilleures propositions. Les jeunes auvergnats ont jusqu'au 24 novembre pour réfléchir.

CENTRE

Une université de la Poste à Orléans

La première pierre de l'université de la Poste a été posée début novembre par le maire Jean-Pierre Saur (PS) et Yves Couquer, président de la Poste. Cette opération, menée conjointement avec la décentralisation d'une grande partie des services de la direction du recrutement et de la formation de la Poste (DREF), devrait « rapporter » deux cents emplois environ à la cité de Jeanne d'Arc. L'université qui ouvre ses portes en septembre 1994, représente un investissement de 65 millions de francs. Elle va être construite dans le quartier de la Manufacture, proche du centre, qui est en complet réaménagement. Une aide à l'implantation (2 millions de francs) est prévue par la ville d'Orléans, qui s'est engagée à mettre en place un dispositif d'accueil et de visites pour les cent vingt familles qui vont venir. Outre les deux cents emplois permanents, deux cents stagiaires sont attendus dans cette « université d'entreprise », dont la mission est de former les cadres supérieurs de la Poste, ainsi que des personnels spécialisés.

LIMOUSIN

Un centre de séminaires à La Porcherie

La Borie, la maison familiale d'Arsonval, dans la commune de La Porcherie en Haute-Vienne, va ouvrir ses portes et ses volets après plus d'un demi-siècle de sommeil. La Collège de France, qui en est propriétaire, a pris contact avec les collectivités locales, l'université, la direction régionale de la culture, pour élaborer un projet d'utilisation commun, un centre de séminaires scientifiques, et l'aménagement d'un petit musée. Médecin et physicien, Arsène d'Arsonval (1851-1940), élève de Claude Bernard, a été l'initiateur des applications de l'électrocardiogramme ; on lui prête notamment l'invention de l'électrocardiogramme. Quoiqu'il en soit, depuis sa mort, sa maison de la Borie est restée entretenue par le Collège de France, grâce notamment aux revenus d'une exploitation agricole de 85 hectares rattachée à la propriété. Voilà deux décennies, le collège de France avait voulu rendre hommage à son illustre fils en demandant la construction d'un petit séminaire, mais des procédures réitérées, par le ministère de l'Intérieur.

de notre correspondant à Quimper
Gabriel Simon

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

LE PORT D'ARLES FÊTE SES DIX ANS

Le trafic a augmenté et des entreprises commencent à s'installer

EN 1983, lorsque la chambre de commerce et d'industrie du pays d'Arles crée un port fluvial sur le Rhône, « elle n'a pas un sou, ni aucune compétence. Personne ne savait, vraiment, ce qu'était un bateau », raconte Jacques Minjaud, directeur du développement économique de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Le premier, provenant d'Allemagne, en mai, transportait 250 tonnes de coque de pétrole. « C'est l'écluse de Vallabregues (à 18 kilomètres en amont d'Arles) qui nous avait permis de son arrivée. Il n'y avait que 60 mètres de quai aménagés par la Compagnie nationale du Rhône (CNR), et rien d'autre. Nous avons dû chercher partout une grue. »

Le pays d'Arles, à l'époque, venait de subir une grave crise qui avait entraîné la perte de deux emplois industriels sur trois. Le fleuve, qui, jadis, avait assuré la prospérité de la région jusqu'à l'avènement d'autres moyens de transports modernes pouvait être une carte à jouer. Dix ans plus tard, la CCI a gagné son pari. De 33 404 tonnes, en 1983, le trafic du port arlésien est passé à 289 488 tonnes en 1992 (avec un chiffre d'affaires de 5 millions de francs) et devrait atteindre 350 000 tonnes à la fin de cette année. Evénement majeur de cette décennie : le détroitement du « seuil de Ter-rin ». Un vaste chantier, réalisé en 1991 consistant à supprimer, en aval, un affleurement rocheux de 1,8 kilomètre de façon à assurer la remontée, jusqu'en Arles, des bateaux fluvio-maritimes de 3 000 tonnes et de 4,25 mètres de tirant d'eau. Coût total des travaux : 43 millions de francs financés par la CCI et ses partenaires (la CNR, le conseil régional, le conseil général des Bouches-du-Rhône et la ville d'Arles).

Efforts d'équipement

Dans l'année qui a suivi, le port arlésien a doublé son trafic. Grâce à une desserte trimodale, fleuve-route-fer et à son ouverture maritime, il se prête, désormais, à tous les types de transport. La CCI a, aussi, la volonté d'en faire un outil de développement économique régional en attirant les entreprises sur une zone industrielle-portuaire de 58 hectares, réalisée par la CNR. Pendant des années, elle n'a guère eu de succès. Mais le transport fluvial - économique, écologique et sûr, comme ne manquent jamais de le rappe-

ler ses partisans - paraît promis à un meilleur avenir, et les données de la situation locale ont sensiblement changé.

La ZIP d'Arles vient, ainsi, d'accueillir une entreprise dont l'implantation est directement liée à l'existence du port. Il s'agit d'une société, à capitaux canadiens (Korater), important de la tourbe de Biélorussie pour la transformer en terrain horticoles destinés aux marchés français, espagnols, italiens et du Moyen-Orient. Cet exemple illustre l'intérêt du transport fluvio-maritime et les services que peut rendre le port d'Arles. « Qu'un Canadien, s'installe en Arles, parce qu'il doit s'approvisionner en matière première dans un pays de la CEE, est plus convaincant que de se proclamer le carrefour de l'Europe », jubile M. Minjaud. Korater, en l'occurrence, produira 200 000 mètres cubes de terrain par an et doit créer, à terme, de 20 à 25 emplois. Trois autres projets d'implantation sont actuellement en discussion. Tous liés à la desserte d'Arles par les fluvio-maritimes de 3 000 tonnes. « Les travaux de 1991, commente Guy Racoma, directeur du port, commencent à porter leurs fruits ». Le port fluvial d'Arles « commerce », aujourd'hui, avec une vingtaine de pays, dont, au dernier lieu, Israël (un trafic régulier d'agrumes, éclatant ensuite vers l'Europe du Nord).

La CCI s'était fixé pour objectif un trafic de 500 000 tonnes à l'horizon 2000 qui devrait être atteint avant cette échéance. Mais le port arlésien doit encore faire des efforts d'équipement et se doter, notamment, d'une fosse de reprise pour les vrac dont le déficit explique, en partie, la faiblesse des activités liées au fer (7 % du trafic « arrivées » et 3 % du trafic « départs »). Autres problèmes à résoudre : la diversification et l'étalement des trafics sur l'année (en raison de la prépondérance des produits agroalimentaires, céréales et engrais, qui engendrent une activité trop saisonnière). Au-delà des 500 000 tonnes, les installations seront, en fait, saturées et une extension, au Nord, deviendra nécessaire pour progresser encore. Même si l'achèvement du canal Rhin-Rhône en faveur duquel milite, ardemment, le président de la CCI du pays d'Arles, Gilbert Giffaut - également président du Groupe interconsulaire Rhin-Rhône -, était pour demain...

de notre correspondant régional
Guy Porte

BRETAGNE

MARIAGE DIFFICILE A QUIMPER

Les élus des petites communes cherchent à faire cavalier seul

UNE communauté de communes est-elle possible à deux ? Pour Robert Omnes, le maire (CDS) de Plomelin, quatre mille habitants, dans le Sud-Finistère, il n'y a pas d'intérêt, même si la préfecture lui a fait servir sa désapprobation. « C'est contraire à l'esprit de la loi. A deux, on fait un syndicat, mais pas une communauté de communes », souligne Jean-Jacques Bro, secrétaire général de la préfecture. Mais Robert Omnes ne voit pas ce qui peut interdire un tel regroupement, « sauf obstacles administratifs insurmontables ». « Rester seul, ajoute-t-il, ce n'est pas non plus la solution. On risque de perdre des avantages fiscaux », à savoir la dotation globale de fonctionnement.

Ce projet de communauté entre Plomelin et Pluguffan a déclenché la colère du maire de Quimper, Bernard Poignant, nouveau président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (le Monde du 13 novembre), qui, lors du conseil municipal du 30 octobre, a « regretté que les élus restent attachés à des structures datant de 1790 ». Bernard Poignant aurait aimé qu'une communauté de sept communes se regroupe autour de sa ville. Mais son projet s'est transformé en peu de chagrin. Plomelin s'est tourné vers l'Ouest (avec le canton de Plougastel-Saint-Germain), cependant que Plomelin et Pluguffan ont fait part de leur velléité d'indépendance.

Quant à la constitution d'une grande communauté comprenant les trois cantons de Quimper et les deux gros cantons de Briec et de Fouesnant, elle fait partie des utopies dans

la mesure où ces deux derniers ont décidé de se constituer chacun de son côté en communauté de communes.

Bernard Poignant parle de « cantonalisation ». La polémique s'est aggravée après le conseil municipal du 29 octobre, illustrant les difficultés de l'application de la loi de 1992. Robert Omnes n'a pas apprécié les critiques du maire de Quimper. « Je ne suis pas atteint par le syndrome de l'écharpe tricolore, assure-t-il. Mais l'attitude de Bernard Poignant n'a pas facilité les choses. Il nous a dit : venez, après, on discutera. Pour nous, il faut discuter au préalable des conditions. »

La politique de la chaise vide

En l'état actuel des choses, l'intercommunalité quimpéroise prend donc le chemin d'un partenariat à quatre Quimper, Guegant, Plougastel et Ergué-Gabéric). Sans que cela empêche apparemment les espoirs de la soudure à six. Bernard Poignant : « Je ne désespère pas de réussir. » Le secrétaire général de la sous-préfecture : « Nous attendons que le bon sens l'emporte. » Robert Omnes : « La porte reste ouverte. » François Cuzon (divers droite), maire de Pluguffan : « Qu'on se mette autour d'une table. »

Il semblait pourtant y avoir l'humus nécessaire pour une coopération renforcée. En 1960, rappelle Bernard Poignant, Quimper a montré l'exemple en fusionnant avec les trois communes de Penhars, Kerfeunteun, et Ergué-Armel. D'autre part,

plusieurs localités, parfois d'une manière très large, se sont mises à collaborer dans différents domaines : la lutte contre l'incendie et l'assainissement par exemple. Quimper a même lancé, avec six autres collectivités, une zone d'activités intercommunale. Il existe en outre un Pays de Quimper créé en 1984 sous la forme d'une association 1901. Regroupant dix-neuf communes, il avait présenté avant la nouvelle loi sur l'administration territoriale un projet de SIVOM à la carte, avec deux compétences obligatoires : le développement économique et l'habitat.

Mais les dernières élections législatives ont crispé les relations. Le battu, Bernard Poignant, n'a pas trouvé chez les élus du coin un écho aussi favorable à sa candidature que son vainqueur, André Angot, le maire RPR d'Edern. Si bien que la mairie de Quimper pratique la politique de la chaise vide au sein du Pays de Quimper, qui, selon le conseiller municipal écologiste quimpérois Daniel Le Bigot, pourrait être le « départ » d'une intercommunalité large. A quoi Bernard Poignant répond que cette structure « n'a rien réalisé, elle a fait son temps », et que « sa limite est dans la décision », étant plus une amicale qu'un comité syndical.

A ces difficultés politiques s'ajoute un contexte historique particulier. Autour de Quimper se sont créés deux gros cantons comme Briec ou Fouesnant et cela leur donne envie de faire cavalier seul. Il y a enfin la peur de la grande ville. « Nous ne sommes pas des maires apeurés et frileux », souligne Robert Omnes. Mais je crains que nos petites communes deviennent plus des satellites que des partenaires. « Et il y a des incertitudes à lever particulièrement sur la fiscalité », déclare pour sa part le maire de Pluguffan, François Cuzon. Autrement dit, avant le mariage, mieux vaut voir la corbeille.

de notre correspondant à Quimper
Gabriel Simon

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LA PROVINCE AUX PORTES DE LA BANLIEUE

Pour se développer de façon harmonieuse la région doit s'appuyer sur les agglomérations de la grande couronne

Le déséquilibre Paris-province, dont il est tant question en ces temps de débat sur l'aménagement du territoire, commence-t-il aux franges mêmes de l'Île-de-France? C'est la question qui se pose à la lecture de l'étude intitulée *Entre banlieue et province* que vient de publier l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (IAURIF). Car les 18 villes qui ont été expertisées, et sur lesquelles l'IAURIF dresse un « bilan de santé » en demi-teinte, ont accompagné de façon très inégale le développement de la région-capitale depuis la guerre.

Situées en grande couronne, elles ont été choisies parmi le soixantaine d'agglomérations de la région en raison de leur autonomie par rapport à Paris. Certaines, comme Domont-Montsoult, Arpajon, Corbeil-Essonnes, les Mureaux, commencent cependant à être rejointes par l'urbanisation qui s'étale en « tâche d'huile » autour de la capitale. D'autres entretiennent des liens étroits avec Paris, tout en conservant une identité forte. Il s'agit de Rambouillet, Fontainebleau, Dourdan, Etampes, Mantes-la-Jolie, Meaux et Melun. Enfin quelques-unes de ces villes, comme Nemours, Provins, Houdan, Commeny, Magny-en-Vexin et Montreuil, paraissent mener une existence autonome par rapport à la capitale, mais celle-ci tend à disparaître avec l'amélioration des liaisons avec Paris.

Les mêmes atouts

Toutes ces villes disposaient des mêmes atouts. Leurs origines remontent au Moyen Âge, parfois à l'époque gallo-romaine. Elles sont traversées par une route nationale, à l'exception de Dourdan qui se trouve à proximité de l'autoroute A-10. Magny-en-Vexin est la seule ville à ne pas être desservie par le train. La plupart sont construites près de la Seine ou d'un de ses affluents. En dehors

de Domont-Montsoult, constituée de gros villages résidentiels, elles concentrent des fonctions administratives, commerciales et souvent culturelles.

Regroupant 710 000 habitants et 260 000 emplois, elles sont aujourd'hui de dimensions très différentes. Il n'y a que 3 600 habitants à Houdan mais 105 000 à Mantes-la-Jolie. Quatre villes comptent plus de 50 000 habitants. Deux tiers d'entre elles ont connu une croissance démographique très forte entre 1962 et 1975, à l'époque des grands ensembles. Ces ZUP conçues en départ pour accueillir les classes moyennes, mais souvent coupées du reste de la ville, concentrent aujourd'hui des populations à bas revenus et disposant de formations insuffisantes. Dans des villes comme Les Mureaux, Mantes et Montreuil, où les HLM représentent plus de 30 % du parc des logements, le taux de population étrangère atteint 15 % et le chômage dépasse largement 10 %.

Des villes traits d'union

Mais dans les agglomérations les plus périphériques, où la population est plus homogène, le niveau de formation est également très bas. A l'exception de Domont-Montsoult, toutes ces villes sont des pôles d'emplois. L'augmentation de ceux-ci a cependant rarement accompagné leur développement démographique. Certaines sont très dépendantes du développement de l'agglomération parisienne. La qualité des liaisons avec la capitale est alors une de leurs préoccupations essentielles.

La plupart de ces villes ont une attitude réservée vis-à-vis du développement urbain et souhaitent maîtriser leur croissance. Certaines, comme Rambouillet et Fontainebleau, craignent d'y perdre leur qualité de vie. D'autres veulent d'abord sponger leur passif. C'est le cas de Mantes-la-Jolie et des Mureaux qui doivent régler

leurs problèmes sociaux. Le dernier projet de schéma directeur faisait de ces villes les « traits d'union » qui pouvaient servir d'appui à la répartition des richesses entre l'Île-de-France et les régions voisines du grand Bassin parisien. Mais leur potentiel de développement est limité par un niveau de croissance au-delà duquel les équipements coûteraient très cher à réaliser. Il sera également très difficile de concilier leur urbanisation avec la préservation d'un environnement qui est un de leurs atouts. Certaines ont en effet gardé un « charme provincial ».

Elles sont situées aux portes d'une agglomération qui leur offre un gigantesque marché alors qu'elles disposent de terrains urbanisables. Pour être reliées avec les autres pôles d'activité de la région, leurs transports devront être améliorés sans qu'ils favorisent pour autant les migrations quotidiennes vers le pôle d'emploi parisien.

L'IAURIF estime que ces villes pourraient jouer un rôle important dans l'aménagement de la région à condition de recevoir les mêmes investissements et de bénéficier des mêmes aides publiques que les villes nouvelles. Le bureau d'études estime aussi qu'un partenariat est indispensable avec le département et la région, et qu'il doit se traduire dans des institutions intercommunales.

En fait, c'est une ouverture qui est proposée à ces villes. Répliquées sur elles-mêmes, soit pour protéger un petit bonheur tranquille, soit pour tenter de surmonter leurs problèmes, la plupart de ces cités hésitent encore à se lancer dans l'aventure d'un aménagement du territoire plus équilibré dont elles seraient le relais.

Christophe de Chenay

► Entre banlieue et province, 18 petites villes en Île-de-France. 60 p. 160 F. En vente à l'IAURIF, 251, rue de Valenciennes, 75740 Paris Cedex 15. Tél : 40-43-70-70.

YVELINES

DES MAISONS MENACÉES D'EFFONDREMENT

Les élus tentent d'imaginer un système d'indemnités anticipées des propriétaires

Le projet de plan d'exposition aux risques (PER) du massif de l'Haut-Val sera soumis à enquête publique du 22 novembre au 22 décembre : trois cents maisons sont directement menacées par le risque d'effondrement de carrières souterraines essentiellement à Chanteloup-les-Vignes et à Triel-sur-Seine, dans une moindre mesure à Vaux-sur-Seine, Evreux, Evreux, et André.

Les élus locaux admettent la nécessité « d'afficher le risque », mais ils répugnent à laisser dans le désarroi les propriétaires des maisons irrémédiablement condamnées à plus ou moins long terme. En liaison avec la préfecture, ils tentent d'imaginer un système d'indemnités anticipées des habitants de la zone rouge.

Mais cette initiative irait à l'encontre du système général d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ; celle-ci n'intervient qu'une fois que l'accident est survenu. Or, dans les zones critiques du massif de l'Haut-Val, la probabilité de l'effondrement est si élevée qu'elle relève de l'inévitable. « Ce qui signifie qu'on laisserait délibérément en danger ceux qui n'ont pas les moyens de se reloger ailleurs, et qui attendent l'écroulement de leur maison pour récupérer un peu d'argent », déplore Pierre Cardo, député-maire (UDF-PR) de Chanteloup-les-Vignes, qui défend l'idée d'une indemnisation à priori.

L'élaboration d'un plan d'exposition aux risques a été décidée en 1991, à la suite de l'accident mortel survenu à Chanteloup le 11 mars. Dans les Yvelines, plus de 900 hectares de terrain sont fragilisés par d'anciennes carrières de craie, de calcaire, ou de gypse. Quatre-vingt-seize communes sont ainsi concernées comme ayant été le siège d'exploitations souterraines.

Le seul massif de l'Haut-Val, dont le sous-sol gypseux a été exploité de façon intensive entre le début du XIX^e siècle et 1979, couvre 670 hectares : aujourd'hui, les deux tiers du massif sont concernés par le risque,

dont 350 hectares soumis « à un effondrement totalement imprévisible, à proximité des carrières très endommagées et inaccessibles », comme le souligne l'inspection générale des carrières de Versailles.

Les neuf communes de l'Haut-Val (Boisemont, Courdimanche, Jouy-le-Moutier, et Menucourt, en plus de celles précédemment citées), disposent depuis 1986 d'un simple « périmètre de risque ». Ce document soumet l'obtention d'un permis de construire à des sondages de terrain ou à des fondations spéciales, mais n'impose rien ni pour le bâti existant, ni pour le domaine public boisé ouvert aux promeneurs.

Un fonds de garantie

Le plan d'exposition aux risques, rétroactif et juridiquement plus fort que tous les autres documents d'urbanisme, rendrait au danger. Mais il serait impopulaire, en dévalant plusieurs centaines de propriétés. La cartographie élaborée par les experts de l'IGC (qui ont pour la circonstance créé une méthode d'évaluation des risques destinée à être exportée à toute l'Île-de-France), inquitte à ce titre les maires des communes les plus exposées, réunis en juillet dernier à la préfecture. « Je ne peux que prendre acte du périmètre proposé par l'Etat. Mais il faut affiner l'étude, même si la méthodologie mise au point par l'IGC est excellente », commente Pierre Cardo, qui craint d'engager la responsabilité de la commune, en acceptant de but en blanc les zones rouges, bleues et blanches dessinées par l'Etat.

Pour financer ces études complémentaires, voire par la suite les travaux de consolidation chez les moins aisés, ou le relogement des plus exposés, Pierre Cardo prône un fonds de garantie qui mettrait notamment à contribution les exploitants de granulats. Les autres financements consisteraient dans une subvention de la

région, qui envisage un plan de consolidation des sous-sols, et dans une partie du produit de la taxe départementale, en faveur des « espaces naturels sensibles », dans la mesure où il s'agit, dans l'Haut-Val, de protéger de l'effondrement des zones boisées, y compris les propriétés privées. Pierre Cardo a l'intention de déposer dans ce sens une proposition de loi, en liaison avec Michel Barnier, ministre de l'environnement. Mais il admet que le sujet est juridiquement complexe.

En attendant, un syndicat intercommunal, outil d'études dans un premier temps, voire embryon du fonds de garantie qu'il suggère, pourrait voir le jour.

Mais là encore, le maire de Chanteloup émet des réserves. « Si nous créons ce syndicat, il faudra négocier son intervention, et obtenir la certitude qu'on ne donnera pas aux communes une responsabilité exorbitante. L'Haut-Val est intercommunal et interdépartemental. Les risques majeurs relèvent de la responsabilité de l'Etat. Ce qui n'a pas empêché le préfet de me demander de prendre un arrêté municipal ».

Pierre Cardo craint d'autant plus le désengagement de l'Etat que, devant les tribunaux, les victimes d'accidents de terrain recherchent de plus en plus souvent la responsabilité financière des communes. Or, des dizaines et des dizaines de fontis - effondrements circulaires de vingt ou trente mètres de diamètre - menacent de faire de nouvelles victimes.

Les conseils municipaux concernés par le PER de l'Haut-Val seront consultés sur le projet, éventuellement modifié, au terme de l'enquête publique. En cas d'avis défavorable du conseil municipal, ou de l'une des communes, il reviendra au Conseil d'Etat de trancher et de colorer de bleu ou de rouge les cinq cents constructions, dont trois cents maisons d'habitation, désignées par les ingénieurs et les géologues.

Pascale Sauvage

LES DÉMÉNAGEMENTS DES HOPITAUX

Suite de la page 1

Côté construction neuve, le plan s'accomplit, aussi malgré le casse-tête des terrains à trouver puis la lourdeur des chantiers. Destinés aux enfants, Robert-Debré et ses cinq cents lits ont été mis en service en 1992, aux confins du 19^e arrondissement. En 1998, les huit cents lits de Georges-Pompidou ouvriront à l'autre extrémité de la capitale, dans le 15^e. Mais ces chantiers-là coûtent très cher. Près de 2 milliards de francs pour Robert-Debré, davantage pour Georges-Pompidou, dont le devis (déjà plus de 2 milliards) gonfle chaque année.

Grandes manœuvres

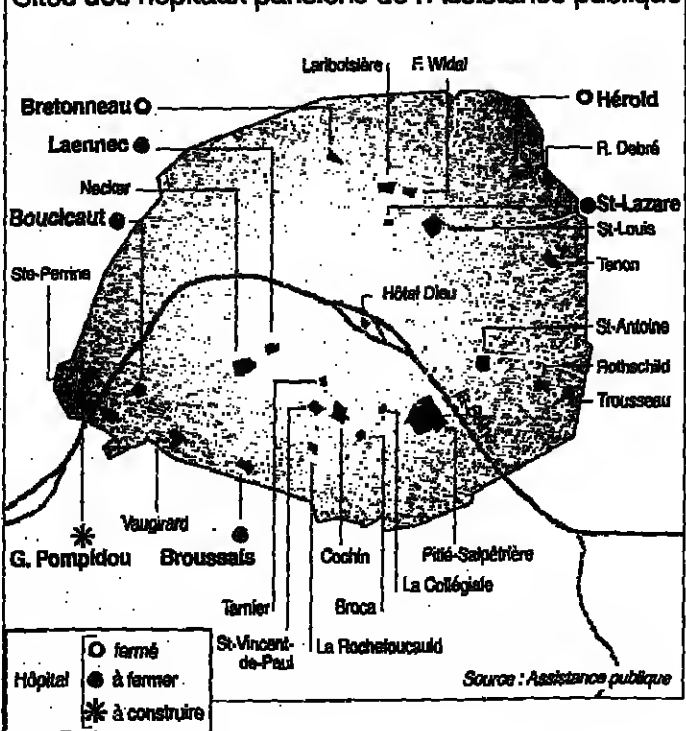
Où trouver l'argent? Quand elle fait le recensement de ses avoirs, l'AP, comme la RATP, la Poste ou la SNCF, s'aperçoit qu'elle possède dans la capitale un véritable trésor foncier et immobilier : ses vingt-cinq sites couvrent 130 hectares! On peut désormais songer à les valoriser puisque l'ouverture de nouveaux hôpitaux permet d'en fermer d'autres. Exemple : Georges-Pompidou videra simultanément Laennec, Saint-Lazare, Boucicaut et Broussais. A l'exception de Saint-Lazare, qui sera restitué à la Ville, son propriétaire, tous les autres appartiennent à l'AP. Au total 15 hectares de terrains valant au bas mot 1,5 milliard de francs. La

« vieille dame » ne se sent pas indigne en les mettant sur le marché. Et elle annonce la couleur : une moitié des surfaces sera vendue à des promoteurs, une autre sera dévolue à la construction de maisons de cure pour les personnes âgées et d'appartements sociaux pour le personnel. Les parties historiques elles-mêmes

seront valorisées. Ainsi Sciences-Po pourrait louer, avec un bail de très longue durée, les bâtiments XVII^e de Laennec.

Mais ces grandes manœuvres immobilières demandent du doigt. Edouard Frédéric-Dupont, maire du 7^e arrondissement, note, tous les édiles de quartier veillent au grain. Fermer un hôpital, c'est peut-être condamner un secteur urbain au déperissement. Les maires veulent avoir leur mot à dire sur les changements d'affectation. Situé derrière le cimetière de Montmartre (18^e), Bretonneau ne reçoit plus de

Sites des hôpitaux parisiens de l'Assistance publique



malades, mais abrite un phalanstère de deux cents artistes qui font obstacle à l'irruption d'éventuels squatters. Mais demain, après démolition, que faire des 15 000 m²? Soutenues par les élus socialistes, des équipes médicales du 18^e arrondissement voudraient y installer un centre de psychiatrie. Plutôt que des malades mentaux, les élus chiraquiens préfèrent abriter les vieux du secteur. L'AP, elle, veut des logements pour ses infirmières. Délicate négociation.

Autre exemple : sur les 22 000 m² de l'ancien hôpital Hérold (19^e), l'AP avait fait dessiner un minuscule projet par l'architecte Truelle : lieu de fin de vie, centre de soins, logements pour le troisième âge, le tout regardant un jardin intérieur. « Trop compliqué, trop coûteux », dit-on aujourd'hui. Après des années de tergiversations tout est à recommencer.

Enfin l'affaire de Saint-Louis empêche de dormir les patrons de l'AP. Sur une partie des 93 000 m² de ce marécage du 10^e arrondissement, ils ont construit un hôpital quasiment neuf. Reste le quadrilatère du XVIII^e siècle classé monument historique et, devant, le jardin à la française qu'on avait promis de reconstruire : quatre précieux hectares à valoriser. L'architecte Borja Huidobro et un promoteur ont imaginé d'enterrer là-dessous tout un complexe comprenant un hôtel, des salles de congrès et des bureaux. L'AP louerait l'espace pour soixante-dix ans et toucherait une somme de 100 millions. Patras : après quinze ans d'études et de conversations, la Commission des monuments historiques oppose son veto, en juillet dernier. Il faut tout renégocier pas à pas et dans un contexte immobilier catastrophique. Mais

Réginald Allouche, directeur de l'équipement de l'AP, ne perd pas son sang-froid. Sa puissante et séculaire maison en a vu d'autres. Quand on est l'un des plus gros propriétaires fonciers de la capitale, le temps travaille pour vous. Il suffit d'attendre.

Marc Ambroise-Rendu

Décentralisation et développement local



PARIS Mobilisation pour les sans-emploi dans la dixième

La préfecture de Paris a organisé, lundi 8 novembre, à la mairie du dixième arrondissement, un étrange « forum ». D'un côté étaient invitées une vingtaine d'entreprises publiques comme la Caisse des dépôts, la SNCF, la RATP, EDF, France Télécom, la Poste, le rectorat de Paris, l'Assistance publique, le CNRS, etc. Ensemble ils offraient 1 400 entrées emploi-salariat (CES), emplois à mi-temps rémunérés, mais incluant une formation. De l'autre on avait convié 6 000 sans-emploi en puisant dans le fichier de l'ANPE. Quatre mille d'entre eux ont fait le tour de cette foire à l'ambassade, d'un genre inédit. A la fin de la journée, des milliers de contacts avaient été pris. Ils doivent se concrétiser par des contrats dans les deux mois à venir.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

DE LA LOIRE HABITATION NANTAISE

DROGUE LIBÉRALISER OU RÉPRIMER?

DE BALS

دکتران العمل

DOSSIER

RHÔNE-ALPES
Dix zones pour deux
centres de stockage
des déchets industriels

Pour trouver, après huit ans de recherche, deux sites de stockage de déchets industriels, la Société d'économie mixte pour l'étude de décharge pour déchets industriels en Rhône-Alpes (SEMEDDIRA) a sélectionné dix zones susceptibles d'accueillir une décharge de classe 1. Cette sélection s'est opérée par une quinzaine de critères d'exclusion, comme la géologie ou les moyens de communication. Cinq de ces zones sont situées dans le voisinage de l'agglomération lyonnaise, qui concentre des industries à risque. A la différence de sa dernière tentative, en 1989, où ses huit propositions avaient été rejetées par la population et les élus, la SEMEDDIRA veut jouer sur la transparence et espère bénéficier d'une compensation financière accordée aux communes acceptant un tel équipement. Les deux sites seront définitivement choisis au printemps 1994. Sur les 100 000 tonnes de déchets industriels produits en Rhône-Alpes par an, 50 000 disparaissent aujourd'hui dans la nature.

POITOU-CHARENTES
Un institut
de promotion
des alternances

Pour valoriser les initiatives et dispositifs utilisant la formation en alternance, le conseil régional de Poitou-Charentes a créé un institut de promotion des alternances, doté d'un premier crédit de 745 000 francs. Pour cet objectif, un groupe d'experts issus de différents organismes locaux doit définir une image régionale de l'alternance et élaborer des cahiers des charges pour la formation. En même temps une formation en direction des tuteurs en entreprise sera organisée par le centre interconsulaire de perfectionnement et d'accompagnement de Charente-Maritime. Une charte de promotion des alternances sera proposée aux principales branches professionnelles qui s'engageront à diffuser l'information sur les mesures en faveur de l'apprentissage et des contrats d'insertion. Par cette action, les élus régionaux espèrent obtenir des entreprises deux mille places nouvelles pour des jeunes.

PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR
Alliances
dans l'informatique
territoriale

La Société d'économie mixte du conseil général du Vaucluse (STM), vient de signer un double contrat avec le groupe informatique SG2, largement implanté en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) en tant que société de services informatiques. Pour la première fois est officialisé un partenariat entre une collectivité et une société, celle-ci va prendre en charge l'exploitation de l'informatique du conseil général et celle des communes clientes de STM. Ce contrat, d'un montant de 100 millions de francs, a été établi pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accroître le rapport coût/efficacité des ressources informatiques du département. Le groupe informatique assurera le fonctionnement au quotidien du système d'information et accompagnera son évolution. Le second contrat concerne le développement et la commercialisation, par SG2, d'une offre globale informatique conçue par STM, à destination de toute collectivité intéressée par la gestion cartographique des données informatiques (plans cadastraux, réseaux de distribution d'eau et d'énergie, réseaux de télécommunications...).

LES ESPOIRS
DES AGENCES D'URBANISME

Spécialistes de la réflexion spatiale à long terme,
elles veulent faire entendre leur voix dans le débat sur l'aménagement du territoire

C'EST au cœur de la superbe forêt d'Halatte, sur les bords de l'Oise, que se dessine l'avenir de la vallée de l'Oise. L'association Oise-la-Vallée, créée en 1988 par les maires de Creil et de Compiègne (d'autres les ont rejointes depuis) pour résister à la poussée de l'Île-de-France, s'est installée à l'ombre des feuillus, sur le vieux terrain de Charbonnages de France. Parcs technologiques et déchets, sites naturels et transports... les sujets d'études s'accumulent. « Nous sommes débordés », lance Gilles Choquer, le directeur de l'association. Alors qu'il y a six mois, personne ne nous demandait rien... C'est la preuve que lorsqu'on met de la matière grise là où il n'y en avait pas, ça intéresse les élus. Un investissement rendu possible grâce au soutien de l'Etat, qui, via la DATAR et la Direction de l'architecture et à l'urbanisme (DAU), aide depuis trois ans Oise-la-Vallée. Pudiquement intitulée association, celle-ci est... une agence d'urbanisme, seule formule pour un tel partenariat.

Plus ancienne, plus classique aussi, l'agence de Belfort se mobilisera, en 1994, sur le « projet de ville » : associer les acteurs locaux, établir les documents cartographiques, organiser le débat avec les habitants. Bouillonnant et déterminé, son président, Etienne Butzbach, également adjoint au maire, explique : « Nous voulons développer une approche pas seulement économique ou géographique, pour serrer au plus près la réalité de la ville, dans son épaisseur sociale et historique, dit-il. L'agence est aussi un lieu neutre de réflexion sur l'intercommunalité. Nous avons enfin besoin d'une structure qui travaille dans la durée et soit une mémoire, sans toutefois stériliser son imagination. »

Belfort est une agence d'« aggro », alors que Oise-la-Vallée incarne, peut-être, une nouvelle génération d'agences, portant sur un territoire sensible. Qu'importe. L'essentiel est d'avoir un projet fort, fondé sur des partenaires solides. « Il ne faut pas croire que tout va bien. Il y a du tirage partout », prévient Gilles Choquer. Tandis qu'Etienne Butzbach évoque les aléas de la cote politique locale de tel ou tel élu.

Fragiles agences d'urbanisme. Contraintes de naviguer entre les désirs de chacun sans perdre leur indépendance, de s'accommoder des urgences tout en gardant le cap des enjeux stratégiques, de dynamiser des équipes éternellement remises



en cause par les services plus « officiels ». « Toujours entre le marteau et l'enclume », résume Jean Deltus, vieux routier de la planification urbaine et, à ce titre, Grand Prix d'urbanisme. Avant d'ajouter que « cette faiblesse, c'est aussi la force des agences ». Lui aussi Grand Prix

Il faut prendre
en compte
l'échelle de la ville
mais aussi
l'espace rural
qui l'entoure

d'urbanisme. Jean-François Revert est moins nuancé, les comparant à ces « fonctionnaires européens bien outillés, mais dépourvus de légitimité politique forte ».

A dire vrai, les « agences d'urba » sont une bizarrerie. Une anomalie presque, qui aurait pu disparaître dans les années 80, tant l'Etat s'efforçait de leur couper les vivres. En vain. Des agences existent dans trente-trois « aggro » et quatre départements d'outre-mer. Parmi elles se côtoient sans logique apparente Marseille et Saint-Omer (agglomération de 30 000 habitants), alors que Nice, Montpellier ou Toulon n'y figurent pas. Elles rassemblent d'une poignée à une centaine de personnes. A ce jour, la

participation de l'Etat représente 15 % de leurs budgets (soit 56 millions de francs en 1992). C'est peu pour une grosse agglomération... mais souvent décisif, comme à Oise-la-Vallée.

L'aventure remonte aux années 60. Baby-boom, arrivée massive d'étrangers, émigration rurale : pour organiser l'urbanisation galopante du territoire, on importe de Grande-Bretagne la planification urbaine. La référence, c'est l'IAURP (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne), l'équipe de choc recrutée par Paul Delouvrier, les villes nouvelles, le schéma régional. Le mouvement est lancé. Grenoble imite Paris, Rouen publie le premier schéma expérimental officiel. Schémas directeurs (SDAU) et agences seront officialisés en 1967. La loi de 1969 sur les communautés urbaines dynamise le mouvement. Certaines agences se créent dans la foulée (Le Havre, Bordeaux, Dunkerque, Le Creusot...). D'autres voient le jour là où justement la coopération bloque, comme à Toulouse.

Il y a de l'audace dans la démarche, mais aussi du pragmatisme. Il s'agit de tempérer l'urbanisme radical des grands ensembles. A l'Etat central est préféré le partenariat avec les élus, au sein d'associations et non d'établissements publics comme la loi le prévoyait initialement. Jean Deltus y voit « un acte de décentralisation avant l'heure ». L'aménagement du territoire connaît le même phénomène avec la création, en 1963, des OREAM (organisations régionales d'étude d'intercommunalité). Relance de l'intercommunalité, réflexion sur des directives territoriales d'aménagement, réaffirmation du rôle de l'Etat comme aménageur du territoire... L'histoire se répèterait-elle ?

Si les OREAM disparaissent vite, les agences, elles, demeurent. Mais après l'âge d'or viennent les années noires. « A partir de 1983, l'agence a vu sa position s'affaiblir », raconte Etienne Butzbach. Les services techniques de la ville se sont étoffés, la priorité au développement économique s'est affirmée, via une agence ville-département intercommunale avec Montbéliard s'est organisée autour de l'association Aire urbaine 2000... et l'Etat a commencé à retirer ses billes. Comment affirmer sa position dans cet environnement institutionnel musclé ?

En dix ans, pas une création d'agence. L'urbanisme n'est plus de saison. La disparition de l'agence de Rouen est un symbole. Celle de Lille n'a pas plus résisté aux guerres et rivalités locales. Il faut attendre 1990 pour que la tendance s'inverse, avec des créations à Lille, Mulhouse, Nîmes, et dans la vallée

de l'Oise. Entre-temps, les missions ont bien évolué, descendant de la planification à l'urbanisme préopérationnel (dossiers de ZAC, politique foncière...) et de l'étude globale à l'analyse sectorielle. Au gré des demandes des élus, les agences ont investi les transports, l'habitat, la politique de la ville, l'environnement. A l'image de Rennes, une référence aussi, certaines se sont rebaptisées « agences de développement ».

Cela va mieux depuis 1983, note Patrick Lussan, délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU). Il n'est plus question que l'Etat s'en aille. Sa contribution n'a cependant pas encore atteint le niveau de 1983... Sur tout, le climat a changé. Côté élus, nul ne doute des vertus d'une planification raisonnée, sur le modèle du projet Lyon 2010, de la nécessité de raisonner à l'échelle des villes, et sur le long terme. En témoigne l'afflux des projets de création. « La plupart sont liés à un débat sur l'inter-

communalité, note encore Patrick Lussan. A moins que les socioprofessionnels ne prennent les devants, comme à Nice. »

Le soutien de l'Etat, confirmé par le ministre Bernard Bosson lors des rencontres annuelles de la FNAU, en juin dernier à Toulouse, est malgré tout sélectif. Car le gouvernement n'a pas donné son feu vert à toutes les créations. Idéalement, il souhaite que les grandes métropoles aient leur agence (dix d'entre elles en sont toujours dépourvues). Hélas pour lui, c'est plutôt dans les villes moyennes que la demande est forte. « Nous devons peaufiner nos critères », avance prudemment Jean Frébaut, patron de la DAU. Outre leur double vocation - action locale, contribution à la réflexion nationale sur la planification et les nouvelles méthodes d'urbanisme, - une idée commence d'ores et déjà à s'imposer : « Que cette nouvelle génération d'agences s'ouvre au-delà des périmètres classiques. Qu'elle prenne en compte l'échelle de la ville, mais aussi celle, plus large, de l'aire métropolitaine et de l'espace rural qui l'entoure. »

Ne cherchons pas les montages artificiels, plaide de son côté Patrick Lussan. Que l'Etat reconnaisse le titre d'agence aux petites structures. Il trouvera toujours, le moment venu, les moyens d'aider les projets de grandes agglomérations. Une position fondée sur le réalisme, le volontarisme local et le souplesse. A travers des contrats d'objectifs, l'Etat peut en effet orienter le travail des agences. Prenons l'exemple de Montbéliard, où une agence est née il y a deux ans, sans l'aide de l'Etat. Plutôt qu'un regroupement avec Belfort, le district de Montbéliard a souhaité avoir sa propre structure, quitte à multiplier les échanges.

Sur le fond, la FNAU a d'autres inquiétudes. « La ville a mauvaise presse », s'alarmait au printemps Umberto Battist, président de la fédération et maire (PS) de Jeumont (Nord). Face au nouveau discours sur le monde rural et les bourgades de France, il répète inlassablement qu'il faut « réinventer intellectuellement la ville ». Dans le cadre du débat sur l'aménagement du territoire qui engage, les agences se tiennent prêtes à diffuser leur savoir-faire. Pour elles, la France de demain, c'est d'abord la ville...

Hélène Giraud

Le mouvement
des ateliers publics

Des références anglosaxonnes et des pionniers grenoblois... hormis ces quelques points communs, le mouvement des ateliers publics d'urbanisme (APU) et celui des agences sont radicalement différents. « Le mot d'ordre des APU a été lancé à la fin des années 70 par des professionnels soucieux de participation », raconte Jean-François Revert, l'un des urbanistes qui en furent à l'origine. L'objectif était de créer des outils d'interface entre le pouvoir local et les habitants, sur le modèle des luttes urbaines de Londres ou Bruxelles. Le mouvement était lié aux Groupes d'action municipale (GAM) et à Hubert Dubedout, le maire de Grenoble. En 1980, on avait l'écoute des futurs dirigeants, au PSU ou à la section « cadre de vie » du PS. On pensait que le mouvement allait se développer avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. »

A Roubaix (Nord), le quartier de l'Alma-Gare est renoué avec les habitants, tandis qu'à Juvisy-sur-Orge (Essonne), la méthode s'applique à l'élaboration d'un plan d'occupation des sols (POS) [voir le Monde daté 6-7 décembre 1992]. A Cergy (Val-d'Oise), Crétail (Val-de-Marne), Coupvray (Seine-et-Marne), Meylan (Isère), des initiatives voient également le jour, portées par souci de pédagogie et de proximité et la grande espérance de la participation.

L'élan est de courte durée. L'idéologie cède la place au pragmatisme. La décentralisation et

les nouveaux textes sur la concertation officialisent le dialogue local. La défaite d'Hubert Dubedout aux municipales de 1983 porte un coup aux expériences trop eudémoniques. Certes, il reste des APU, comme à Saint-Jean-de-Braye, près d'Orléans. « La création d'un atelier fut ma première décision de maire, en 1984 », rappelle Jean-Pierre Lapaire (PS), désireux d'assumer tous ses nouveaux pouvoirs, mais aussi soucieux de démocratisation. Expositions publiques, débats réguliers autour de projets, toute décision est préparée à l'avance. Il se crée même de nouveaux ateliers, comme à Perpignan. Le nouveau maire, Jean-Paul Alduy, entend ainsi mobiliser les professionnels pour réveiller sa ville.

Aujourd'hui, le terme d'atelier public (on disait parfois atelier populaire) renvoie plus à une méthode de travail qu'à une idéologie. Toutefois, si la concertation est entrée dans les mœurs, à l'échelle d'un quartier ou d'un ensemble immobilier nouveau, le thème de la participation revient épisodiquement dans les débats. « Les gens ne comprennent pas les plans et rejettent les projets », note Jean Frébaut, directeur de l'architecture et de l'urbanisme (DAU). La communication avec les habitants reste un des défis lancés aux professionnels de l'urbanisme. »

H. G.

LES MIETTES

DÉBAT

CARTON JAUNE

par Brice Lalonde

Si nous n'y prenons garde, nous risquons d'assister à un retour en force des bétonneurs sur tous les secteurs sensibles du paysage français que les associations, les juges et l'Etat ont eu tant de mal à protéger. Je m'inquiète ici, en particulier, du projet de loi Bosson visant à supprimer des blocages procéduraux en matière d'urbanisme, adopté par les sénateurs dans la nuit du 14 au 15 octobre dernier.

Si l'on en croit les débats et les amendements qui ont occupé les sénateurs, cette loi va entamer le travail du juge administratif mené depuis près d'un siècle pour protéger les droits des citoyens en matière d'environnement et d'urbanisme. Justifié par la volonté de « faciliter le travail des opérateurs et des collectivités locales », ce texte conduit tout bonnement à adapter l'urbanisme et l'environnement à la situation du bâtiment.

Ainsi, au moment où ce métier connaît des difficultés, il faudrait pouvoir construire vite et partout en diminuant les règles de protection de l'environnement et en brisant les possibilités de recours des citoyens. Une telle démarche signifie que tout ce qui touche à la conception de nos villes, à l'évolution de nos paysages, à la gestion du littoral, devrait être soumise aux besoins du bâtiment et, ainsi, le cadre de vie serait déterminé par la conjonction économique d'aujourd'hui.

En huit ans, cinq millions de mètres carrés de bureaux ont été construits en région Ile-de-France. Ils sont vides. Ainsi que des milliers de maisons et d'appartements neufs qui ne trouvent pas preneurs. A ma connaissance, ces constructions n'ont pas été entravées par les règles d'urbanisme. Au contraire. Faut-il rappeler qu'entre 1985 et 1988, on a supprimé l'agrément des bureaux en région Ile-de-France, et que l'on a pas appliqué la loi littoral ? Les résultats sont là : engorgement du marché et désastres consécutifs sur les bilans des banques. Pour dire le vrai, chacun sait qu'il

n'y aura aucune relance de la construction sans une amélioration significative des perspectives économiques et politiques.

Le droit a donc bon dos et les règles d'environnement n'ont rien à y voir. Pourtant, pour donner un semblant de justification juridique à ce qu'il faut bien appeler une entreprise de démantèlement, on met en avant les excès de procédure de certains requérants. Les pauvres ! Ils seraient moins portés au contentieux si le participant à l'élaboration des POS leur était ouverte et si le contrôle de légalité était exercé par l'Etat comme la loi de décentralisation le prévoit.

Quand le contrôle de légalité fonctionne mal, il ne reste aux citoyens que le recours devant la juridiction administrative qui n'a pas hésité à censurer des décisions illégales durant ces dernières années. Voilà qui a inquiété tous ceux qui considéraient le droit comme un ensemble de formalités inutiles et non comme notre règle commune.

Pour les rassurer, on va mettre en cause les principes fondamentaux du droit. On utilise un rapport récent du Conseil d'Etat en prenant soin de cacher à l'opinion toutes les mesures qu'il proposait pour renforcer les contraintes de l'urbanisme. En effet, pourquoi ne pas renouer, par exemple, la limitation légale du nombre de révisions du POS pendant un mandat municipal ?

Les « nouveautés » de la loi Bosson, copieusement agrémentées des amendements des sénateurs, sont dangereuses :

— Les citoyens et les associations ne pourront plus invoquer l'illégalité du POS pour des motifs de forme ou de procédure contre un permis de construire. Il s'agit d'un recul sans précédent depuis qu'exista cette garantie fondamentale des citoyens de pouvoir invoquer l'illégalité d'un acte réglementaire par voie d'exception.

— La loi prévoyait des règles claires : pas d'opérations lourdes autour des lacs de montagne, pas d'aménagement en site vierge sur le littoral des départements d'outre-mer et il n'y a pas d'abord un schéma d'aménagement d'ensemble publiquement débattu et approuvé. Ces deux règles sont désormais contournées par la possibilité

d'accorder des autorisations ministérielles ou coup par coup.

— On revient aux pratiques d'urbanisme négocié hors de l'information du public, avec l'affaiblissement de deux articles importants de la loi anticorruption (loi Sopin) : l'un touchant aux participations liées aux ZAC, l'autre relatif à la transparence sur les ventes de terrains communaux aux particuliers.

Je passerai sur les menaces proférées au Sénat contre l'usage du contentieux par les associations ainsi que sur les tentatives de mise en échec de l'admirable travail que les architectes des Bâtiments de France effectuent dans nos départements pour protéger le patrimoine. Ainsi, même si certaines des mesures adoptées par le Sénat, telle que la motivation obligatoire des décisions de sursis-exécution sont bienvenues, il reste que l'esprit général consiste à « éléger » très vite les législations protectrices de l'environnement, du patrimoine, du paysage, à réduire les droits que les citoyens ont acquis pour participer aux décisions prises dans ces domaines et, éventuellement, à les faire censurer.

De la sorte, le gouvernement et le Sénat ne font que s'inscrire dans un mouvement bien organisé : il n'est plus de mois sans que des colloques d'élus ou d'aménageurs soutenus ou inspirés par des lobbies ne demandent l'abolition de la loi littoral ou l'arrêt dans les meilleures délais du processus qui a conduit les tribunaux administratifs à sanctionner les décisions illégales en matière d'urbanisme et d'environnement.

Que le nouveau gouvernement applique le programme sur lequel il a été élu, même si l'on n'en approuve ni les termes ni certaines modalités, n'est après tout que la règle démocratique. En revanche, organiser d'environnement alors qu'on avait annoncé une grande bonne volonté pendant la campagne électorale est plus surprenant.

► Brice Lalonde est ancien ministre de l'environnement et président de Génération Ecologie.

LIVRES

PARIS : HISTOIRE D'UNE VILLE

sous la direction de Jean-Robert Pitte. Les Atlas Hachette, 1993. 192 p., 298 F.

L'imposante bibliothèque des ouvrages consacrés à Paris vient de s'enrichir d'un nouvel élément à la fois utile et original. Utile parce que, synthétique, il pourrait en remplacer beaucoup d'autres, au moins pour le grand public. Original parce qu'il est abondamment illustré, non des beaux clichés habituels, mais d'une iconographie précise et informative. S'il s'agit bien d'une histoire de la capitale en huit chapitres, elle est visualisée par des plans, des écorchés, des coupes, des diagrammes et même des reconstitutions dessiées. Au total quatre cents documents ! Et deux cent cinquante photos circos-tanciées viennent à la rescousse.

L'équipe des rédacteurs n'est pas banale non plus. Le géographe Jean-Robert Pitte a réuni autour de lui treize enseignants et chercheurs. Des géographes, des cartographes, une climatologue, des archivistes, des archéologues et quelques historiens, pour une fois minoritaires. Ils ont osé utiliser ce qui a longtemps scandalisé les traditionalistes : la reconstitution des paysages et des modes de vie disparus.

Où voit aussi des néolithiques creusant leur pirogue en bord de Seine sur le site de Bercy. On pénètre dans les thermes de Cluny où s'ébattaient les baigneurs gallo-romains. On visite le chantier de Notre-Dame au temps de sa construction et celui de l'Opéra à l'époque de Garnier.

L'ouvrage est aussi un atlas. Cartes et plans tentent de faire comprendre comment ont évolué l'urbanisme, la démographie,

les structures sociales, les activités de la capitale. D'un seul coup d'œil on apprécie, par exemple, le ombre et la localisation des collèges dans le Quartier latin du XIV^e siècle. Sont aussi révélés la répartition des grandes fortunes au Siècle des Lumières, l'itinéraire des cortèges révolutionnaires, le climat des différents quartiers, les restaurants du Paris gourmand de la Belle Époque, etc.

Bien sûr les lecteurs impénitents regretteront les développements écrits. Ils sont ici réduits au minimum. Exemple : l'événement historique que fut la construction du métro n'est relaté qu'en six lignes. Mais la photo d'époque, les deux coupes et les cinq cartes précises légendées qui les accompagnent ne sont-elles pas finalement plus éloquentes ?

On l'a compris, cette histoire de Paris, conçue et racontée par des géographes, sort des sentiers battus. Elle en chagrinera certains mais en donnant à l'érudition un visage attrayant elle rassurera beaucoup d'amateurs de la capitale.

M. A.-R.

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

REPRODUCTION INTERDITE

LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC

LE BAS RHIN

Recrute

un ingénieur pour son Service de l'équipement rural

FONCTION
Responsable de la Mission spécialisée eau : suivi de la protection des milieux aquatiques et de l'amélioration de la qualité des eaux.

PROFIL
• Ingénieur ENGEE ou diplôme équivalent dans la lutte contre la pollution et le traitement des eaux.
• Connaissances en matière d'assainissement et de réseaux d'eau potable des collectivités locales.
• Expérience du contact avec les élus et de la négociation.
• Permis VL (fréquent déplacements).

Poste basé à Strasbourg
Recrutement par mutation, détachement ou contrat de 3 ans.

Date limite de candidature : **lundi 29 novembre 1993.**

Adresser candidature, C.V. et photo à M. le Président du Conseil général, Direction des Ressources Humaines, Hôtel du Département, Place du Quartier Blanc, 67070 Strasbourg Cedex.

CONSEIL GÉNÉRAL du BAS RHIN

La Ville de Marseille
800 000 habitants
12 200 agents

recherche son **Directeur des Services Juridiques**

Sous la responsabilité directe du Secrétaire Général, vous serez chargé des Services Contentieux, Etudes Juridiques, Marchés et Assurances.

De formation supérieure (maîtrise de droit complétée par un 3^e cycle), vous posséderez une expérience professionnelle confirmée dans une fonction similaire ou équivalente au sein d'une Collectivité locale ou d'une Administration de l'Etat.

Le recrutement s'opérera exclusivement par voie de mutation ou de détachement d'un fonctionnaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Monsieur le Maire de Marseille
Direction Générale du Personnel
90, boulevard des Dames
13002 Marseille

avant le **15 décembre 1993.**
Renseignements auprès du Directeur Général du Personnel
Tél. : 91-55-26-41 ou 91-55-26-40

Pour passer vos annonces

46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES (H/F)

SABIE SUR SARTHE

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 4/5) en Droit, Gestion du Personnel ou Sciences Humaines, vous assurerez la direction d'un service composé de 3 personnes et aurez pour mission :

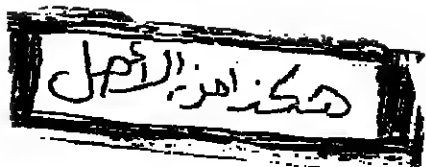
- de définir, en accord avec le Secrétaire Général, les objectifs de la Direction des Ressources Humaines,
- de coordonner et de gérer les différentes fonctions du service : paie, déroulement de carrière, recrutement, formation (mise en place et suivi d'un plan de formation), bilan social, organisation et suivi de l'appréciation, préparation et suivi budgétaire,
- de développer la communication interne et de veiller à la qualité des relations sociales.

Sensibilisé aux questions du statut de la Fonction Publique Territoriale et doté d'un grand sens de l'organisation, vous possédez des aptitudes au management, de réelles qualités relationnelles et du goût pour le travail en équipe.

Rémunération annuelle : 140 KF.
Poste à pourvoir début janvier 94.

Merci d'adresser lettre motivée, CV et photo avant le **4 décembre** à la **Direction des Ressources Humaines, Hôtel de Ville - BP 120 - 72305 Sablé-sur-Sarthe Cédex**

14 000 Habitants
située à 30 km du Mans
et d'Angers,
300 agents



FRONTIÈRES

SARREGUEMINES

Une bourgeoise aux pieds de faïence

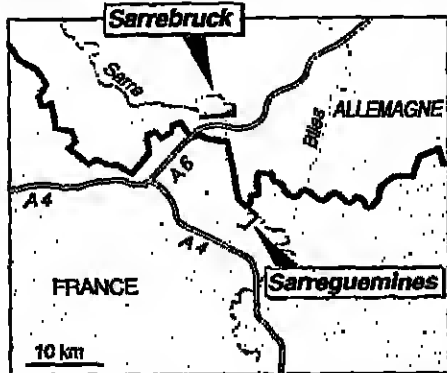
« **C**ONTRAIREMENT à ce que son nom semble indiquer, il n'y a pas de mines à Sarreguemines. » Robert Pax, qui en est le maire (CDS) depuis 1967, est persuadé que sa ville est victime d'une étymologie nébuleuse. Elle s'est d'abord appelée Condade, en celte, puis au fil des invasions, Gaminda, Gemünd et Saargemünd, avant de devenir Sarreguemines par la magie de la francisation. Ces appellations successives puisent aux sources du latin *gaemundia*, qui signifie « confluence ». Aux confins de l'Est mosellan — ne dites plus « bassio houiller » —, Sarreguemines s'allonge en effet sur les rives nimbées de la Sarre et de la Blies, qui s'y rencontrent

maintenir en France. » L'imagerie de la vaisselle de l'époque est le reflet de l'air du temps. Des assiettes commémorant aussi bien l'exposition universelle de Paris que les nées wagnériennes. Mais à l'approche de 1914 la confiance des autorités allemandes envers les ouvriers diminue. « La police considérait la « Réunion », une salle de patronage construite par de Geiger en 1878, comme un repaire de francophiles », souligne Émile Decker. La Réunion, rebaptisée « Casino » par les Allemands, est aujourd'hui un complexe culturel dont les ornements de faïence rappellent la splendeur d'une époque révolue.

Car l'entre-deux-guerres marque le déclin des faïenceries, que la concurrence italienne et espagnole vient précipiter. La seconde guerre mondiale sera le cunp de grâce. La « mobilisation générale » est à peine décrétée qu'il faut déjà fuir vers la Charte. Au retour de la population, les faïenceries sont placées sous séquestre, puis gérées par Villeroy et Boch. Elles seront partiellement

durera dix ans. Tout est à refaire. Sur treote des faïres coniques qui faisaient la fierté et la richesse de Sarreguemines, un seul est encore debout. La faïencerie n'est plus l'avenir de Sarreguemines. Il ne subsiste aujourd'hui

au moment du rattachement de la Sarre à l'Allemagne, rappelle Robert Pax. C'était le début des délocalisations, qui se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui. » En 1957, la Sarre devient le dixième Land de la



pour former la frontière avec l'Allemagne.

Pour qui vient de Metz, il faut d'abord traverser un paysage bérissé de cheminées d'usines, de terrils et de cités ouvrières. L'autoroute qui creuse son sillon aux portes de Saint-Avold, Forbach et Stiring-Wendel se tord parfois, entraînée par l'effondrement des galeries qui truffent le sous-sol. Bifurquant vers Sarreguemines, on quitte ce terrain miné pour longer des vallées et des bois. Et, si l'on pousse au-delà, les forêts des alentours de la garnison de Bitch, la « petite Sibérie », sont les derniers remparts lorrains avant l'Alsace.

Coincée entre terrils et Allemagne, à l'orée de grands espaces, Sarreguemines n'est donc pas celle que l'on croit. « C'est une ville bourgeoise », reconnaît Robert Pax, un proche de l'enfant du pays, l'ancien ministre et maire de Metz Jean-Marie Rausch. Chef lieu d'arrondissement de 27 000 habitants, Sarreguemines est le pôle tertiaire de cette cornue de Moselle. La sous-préfecture, le tribunal de grande instance, les banques et bureaux d'assurance ainsi qu'un centre hospitalier spécialisé sont les principaux pourvoyeurs d'emplois. L'industrie ne vient qu'au second rang.

Comme Thionville et sa sidérurgie, Forbach et ses huillères, Sarreguemines a pourtant eu sa mono-industrie. En 1790, elle n'est encore qu'une grosse bourgade de deux milliers d'habitants lorsque M. Jacobi décide d'y fonder une faïencerie. La Sarre et la Blies, pense-t-il, seront un moyen commode pour transporter le bois de chauffage et pour activer les manutins qui broient l'argile. Au début du dix-neuvième siècle, l'entreprise ne compte qu'une centaine d'employés. Mais, sous l'impulsion des familles Utzschneider, puis de Geiger, elle va rapidement prendre son essor, jusqu'à cooccurer les productions anglaises. La bataille avec l'allemand Villeroy et Boch ne fait que commencer. Vaisselle et majoliques (1) de Sarreguemines s'exportent alors dans le monde entier. A la fin du siècle, la fabrique emploie plus de 3 000 ouvriers, et l'on dit que la faïence « nourrit 10 000 personnes ».

En 1871, le rattachement de la Lorraine à l'Empire allemand est un coup dur, qui sera bien négocié par les faïenciers, explique Émile Decker, le conservateur du musée de Sarreguemines. Villeroy et Boch accepte un partage du marché, et la création de succursales à Digne et Vitry leur permet de se

détruites par les bombardements américains qui réduisent au poussière 45 % de la ville. Le 4 octobre 1943, en trente-six secondes, le feu roulant détruit cinquante-deux maisons, en endommage près de neuf cents. Dans les décombres, on dénombre 133 morts et 309 blessés.

C'est aussi la sombre époque des « malgré-nous ». En août 1942, Hitler instaure un service militaire obligatoire pour l'Alsace et la Lorraine, qui tuera les classes 1908 à 1927 : 30 000 Mosellans sont enrôlés dans les armées du Reich, principalement sur le front russe. « C'était une période très difficile », se souvient Robert Pax, classe 1922, qui fut l'un de ces « malgré-nous », mais réussit à s'enfuir. Les familles de ceux qui s'y dérobaient en subissaient les conséquences... Il y eut des déportations à Dachau. Au sortir de la guerre, le ressentiment vis-à-vis des Allemands est immense. Des instituteurs prohibent le dialecte aux racines germaniques bennies. « Il y avait un jeton par classe, remis à celui surpris par ses camarades à parler patois en dehors des cours », se souvient Jean-Marc Riss, le secrétaire général de la mairie. Chaque matin, l'infortuné porteur de cette pièce était sévèrement puni.

Mais la hargne des Sarregueminois trouve à s'employer dans la reconstruction, qui



d'hui qu'une petite fabrique de carreaux, qui emploie une centaine de personnes. La vaisselle estampillée Sarreguemines n'y est plus fabriquée.

L'heure est à la diversification. La première zone industrielle est créée en 1955. « Elle n'a connu un développement fulgu-

RFA, mais ses entrepreneurs souhaitent conserver un pied en France. C'est la chance de Sarreguemines, qui n'est pas accaparée par l'industrie minière et sidérurgique.

Les intérêts économiques communs favorisent la réconciliation. « Dans les années 60, il

est arrivé que Siemens embauche tous les élèves de la classe d'électrotechnique du lycée », remarque Robert Pax. Chacun y trouve son compte : les Allemands puisent dans une main-d'œuvre bien formée, germanophone, non syndiquée, « ponctuelle et disciplinée ». Les travailleurs frontaliers bénéficient de salaires en marks, dont la parité est gage d'opulence.

La montée des revendications écologistes sera la seule entorse à la donne torpéur engendrée par la réussite économique de la ville. En 1980, des rumeurs concernant des émanations de plomb provenant de l'usine de batteries Delco Rémy (filiale de General Motors) entraînent défilés et pétitions. « Pax démissionne », devient le mot d'ordre. Dans l'effervescence d'une réunion municipale, la police prend même au sérieux une alerte à la bombe. Robert Pax en rit, cocore, et assure qu'aujourd'hui l'établissement est si propre « qu'on pourrait y manger par terre ». Plus récemment, des usines d'incinération de déchets se sont installées en Allemagne ont entraîné des levées de bouillottes des deux côtés de la frontière, au point de décourager un projet américain. Reste un dépôt de pneumatiques et de caoutchouc usagés entassés aux portes de la ville, fruit indésirable d'une escroquerie dont l'auteur est aujourd'hui en prison. La municipalité espère que l'Etat prendra les moyens de l'éco débarrasser.

Dans le sillage du « miracle allemand », Sarreguemines a pu traverser sans trop de souci les chocs pétroliers. Alors que la crise de la sidérurgie beurte de plein fouet ses voisins, Forbach et Saarbrück, elle se met sur les rangs pour bénéficier de programmes européens (Resider [sidérurgie], Rechard [charbon], Interreg [tourisme]) de restructuration de cette zone sinistrée. Préparant Interreg 2, Robert Pax se défend d'en avoir profité injustement (50 Sarregueminois seulement sont encore employés par les huillères) : « Ces aides ont une justification économique et ne sont pas gratuites. Il faut trouver le complément financier pour accomplir les opérations binationales qui les conditionnent. »

Tout comme d'autres villes frontalières plus longtemps épargnées par la crise, Sarreguemines ressent à son tour les effets du ralentissement en Allemagne. Le signe le plus tangible est l'augmentation du taux de chômage, qui se situait en septembre à 10,5 % de la population active. « Il y a deux ans, nous étions à 7 % », constate Jean-Jacques Schneider, chef de l'agence locale de l'ANPE. Principale explication de cette dégradation, « les délocalisations allemandes, qui, depuis la réunification, se portent plus facilement vers les nouveaux Länder et les pays de l'Est ». Les équipementiers automobiles sont eux aussi particulièrement touchés. Ainsi la firme allemande Continental, qui employait près de 1 000 Sarregueminois, a-t-elle décidé de produire ses pneus pour poids-lourds en Tchécoslavaquie, ce qui pourrait entraîner une vague de licenciements.

Autre sujet d'inquiétude, la situation des travailleurs frontaliers — ils sont 5 600 dans l'arrondissement, sans compter ceux recrutés par des entreprises de travail temporaire — qui trouvent moins facilement à s'employer. « Il ne s'agit pas d'un reflux, tempère Jean-Jacques Schneider. Et les patrons allemands ne feront pas jouer la préférence nationale, ils garderont les meilleurs. » Selon lui, le plus préoccupant reste le chômage des jeunes : un tiers des demandeurs d'emploi ont moins de vingt-cinq ans, alors que 80 % d'entre eux sont qualifiés (CAP et plus). « C'est qu'ici les gens bougent très peu, ils s'endettent très tôt pour construire une grosse maison, et sont ensuite bloqués, analyse-t-il.

A Forbach, la population de souche italienne ou maghrébine est plus mobile. Le chômage y est aussi d'un point de plus : « L'ouest de Sarreguemines, c'est la variété de ses entreprises : à l'heure actuelle, mieux vaut en avoir dix de 200 employés, plutôt qu'une seule de 2 000. » L'entreprise Pierron, numéro un français du matériel

scientifique pour les collèges et lycées, en est sans doute l'illustration. Avec un chiffre d'affaires de 122 millions de francs pour 182 employés, elle est l'une des plus dynamiques de la zone industrielle de Sarreguemines. Sa filiale Conatex, implantée à Neuenkirchen en 1985, est aujourd'hui au troisième rang sur ce secteur en Allemagne. « La proximité, la langue, la conception franco-allemande de nos produits, ont favorisé notre implantation », dit Marcel Pierron, le PDG. Les Français considèrent qu'un service export suffit, mais une filiale composée d'Allemands, avec un nom qui fait allemand, est beaucoup plus efficace. La preuve : la nôtre vend mieux en Allemagne et même au Luxembourg des produits similaires, avec un catalogue en noir et blanc et des tarifs plus élevés que ceux proposés par la maison mère. Marcel Pierron y voit l'effet de l'image de marque allemande, qu'il estime en grande partie usurpée. Sarreguemines lui paraît une tête de pont idéale pour jouer sur les deux tableaux, français et allemand, « d'autant plus qu'en Sarre un entrepreneur n'a aucun mal à trouver des avocats, des comptables et des notaires franco-phones ».

Un phénomène récent alimente les conversations des Sarregueminois : les Allemands sont de plus en plus nombreux à venir vivre de ce côté de la frontière. Le prix de l'immobilier y est deux fois moins élevé qu'à Sarregbrück, qui manque d'espace. Peu regardant sur les prix, ils concourent à une flambée de l'immobilier, dont sont victimes les Français moins avertis. Certaines communes sont devenues de véritables « enclaves ». Au point que la ville de Grosbliedestroff, jouxtant Sarreguemines, a décidé de restreindre à douze le nombre de parcelles que les Allemands pourront acquérir sur les cinquante-sept que compte son lotissement communal.

La ville s'était mise dans le sillage du « miracle allemand ». Elle subit les effets du ralentissement

Pour l'heure, Sarreguemines est encren épargnée par cet engouement, mais l'arrivée d'un futur tramway pourrait accélérer les choses. Un projet sarrois prévoit de relier Sarreguemines au centre de Saarbrück par une liaison mixte train-tramway, qui pourrait être ouverte d'ici à trois ans. Les petits commerçants, qui viennent déjà leurs clients se précipiter à Saarbrück à la occasion, désespèrent de pouvoir les retenir. D'autres pensent que les produits de luxe et l'art culinaire français auront le même pouvoir d'attraction sur les Allemands. Les jours fériés, particulièrement le 11 novembre et son pendant allemand du 19, le *Bett und Bussstag*, sont l'occasion de razzias réciproques, dont on ne sait qui sort vainqueur. Mais le projet de tramway reste incertain : son financement est suspendu au feu vert de Bonn, espéré pour la fin de l'année.

Les plus pessimistes craignent surtout qu'à terme la dilution des frontières physiques et économiques ne fasse de leur ville une simple cité-dortoir, un satellite de la tentaculaire Saarbrück, vaste conurbation de 650 000 habitants, dont le centre est distant d'à peine 19 kilomètres. « Je n'ai pas l'impression que ces craintes soient justifiées », répond Robert Pax. Lui ne s'effraie pas devant cette invasion pacifique. « C'est l'évolution, dit-il philosophe, c'est l'Europe. »

de notre envoyé spécial Hervé Morin

(1) Faïence d'inspiration italienne — « de l'île de Majorque » —, spécialité de la Renaissance.

Prochain article : LONGWY

Le tropisme français de Sarregbrück

« Le reste de l'Allemagne est parfois étonné que des Sarrois aient pu parler allemand. » Günther Buth, responsable de l'office de la culture et de l'éducation de Sarregbrück résume d'un boutade la spécificité du plus petit Land allemand. L'ironie cache mal un constat amer : la Sarre a longtemps été considérée comme le canard boiteux de l'Allemagne et en est restée complexe. Complexe économique d'abord, parce que son industrie sidérurgique et huillière n'est plus qu'un boulet anachronique. Complexe culturel surtout, du fait que l'Allemagne semble lui tenir rigueur de son rattachement tardif (1960), alors que les Sarrois ont marqué par deux référendums (1835 et 1955) leur préférence germanique.

Collés à la frontière française, les 130 000 habitants de la capitale Sarregbrück, fief du social-démocrate Oskar Lafontaine, en ont pris leur parti. « Notre philosophie est la suivante : il faut travailler ensemble

en Sar-Lor-Lux (Sarre, Lorraine, Luxembourg), indique Günther Buth. Cette idée est plus facile à développer dans le secteur culturel que dans les autres domaines. » Aussi Sarregbrück a-t-elle engagé une série d'actions en direction de ses proches voisins.

Ce sont les échanges avec la France qui sont les plus étroits. A Freming-Merbach (Moselle), une « maison de la culture transfrontalière » accueille des productions musicales, théâtrales et audiovisuelles allemandes. Elle sert aussi de « syndicat d'initiative sarro-lorrain ». Metz est l'interlocuteur privilégié de Sarregbrück au sein d'un « eurodistrict » qui permet, selon Günther Buth, « de grappiller quelques écus à travers des fonds européens ».

L'événement culturel majeur reste cependant « Perspectives », festival du théâtre français et de la chanson. Depuis dix-sept ans, à la mi-mai, Sarregbrück accueille des troupes françaises. Acteurs, danseurs, chanteurs ou

gens du cirque attirent un public fidèle de 10 000 spectateurs, dont un tiers de Français. La majorité des spectacles sont des coproductions franco-allemandes. L'Impur, monté par la Centre chorégraphique national de Caen, sous la direction de Karine Saporta, a ainsi été créé à Sarregbrück avant d'entamer une tournée française.

« Nous voulons présenter la création française contemporaine, insiste Pia Erb, responsable de la programmation de la partie « jeune chanson française » du festival. Echanger aux artistes classiques, Breil, Piaf, etc., élargir à ceux qu'on entend tous les jours sur les ondes en France. » Elle a déjà invité des chanteurs francophones québécois et sénégalais, et espère accueillir Khedid' en prochain. « Parce qu'ici, on aime-t-elle, l'intérêt pour la culture française ne se limite pas aux croissants et au pain qu'on trouve dans nos boulangeries. »

H. M.